

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ACTION EN JUSTICE

DES

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

EN FRANCE ET EN BELGIQUE

PAR

Georges GARNEAU

AVOCAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 8 Novembre 1907, à 3 heures

Président : M. JAY, professeur

Suffragants { MM. PLANIOL, professeur
SAUZET, professeur

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCET

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1907

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

L'ACTION EN JUSTICE

DES

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

EN FRANCE ET EN BELGIQUE

PAR

Georges GARNEAU

AVOCAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 8 Novembre 1907, à 3 heures

Président : M. JAY, professeur

Suffragants { *MM. PLANIOL, professeur*
SAUZET, professeur



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1907

L'ACTION EN JUSTICE

DES

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

INTRODUCTION

Voici déjà plus de vingt ans que les syndicats professionnels existent légalement en France et les polémiques de toutes sortes qu'ils soulèvent sont aussi vivantes qu'au premier jour. Depuis quelques années surtout, on commence à sentir l'imperfection de la loi du 21 mars 1884. De nombreux projets de réforme ont été déposés et les opinions paraissent unanimes sur un point : c'est qu'une modification s'impose.

La plus grande partie de ces projets sont même d'accord sur l'orientation à donner à la réforme. En effet, en dehors d'une ou deux propositions, dont celle de M. Vaillant, toutes les autres se prononcent pour une augmentation de la capacité juri-

dique, ou mieux, si l'on veut, de la personnalité civile des syndicats.

En 1884, on créait les syndicats, c'est-à-dire des associations spéciales, qui, parce qu'elles avaient un but particulier (l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles) se trouvaient seules permises, sans avoir à craindre les limitations de droit commun opposées à toutes les autres espèces d'associations. Aujourd'hui, la situation est bien modifiée : la liberté d'association est, depuis 1901, le droit commun. On ne doit donc pas oublier qu'en 1884 c'était une exception et une faveur toute particulière. Aussi, lorsqu'on a établi les syndicats, craignait-on de leur donner trop de pouvoirs. Les plus hardis parmi les législateurs de cette époque auraient en tous cas été arrêtés dans leurs tentatives d'extension par une opposition modérée, qui aurait peut-être fait échouer la réforme. Néanmoins, il fallait bien reconnaître aux syndicats une certaine personnalité.

Comme on l'a dit, leur refuser la vie civile, c'était les tirer du néant pour les y replonger. En fait, sans la personnalité civile, il était impossible aux syndicats de vivre d'une vie utile (1).

Dans le rapport fait à la Chambre des députés, le 15 mars 1884, M. Allain-Targé reconnaît que la personnalité civile est indispensable aux syndicats, s'ils veulent établir une association durable, permanente et rendre, surtout aux ouvriers, les services attendus. « L'article 5 du projet de loi, dit-il, confère aux as,

(1) César-Bru, *Les syndicats professionnels et leur personnalité civile*, p. 12.

« sociations professionnelles des droits sans lesquels elles ne
« peuvent agir et fonctionner qu'en fraude de la loi et sans ga-
« rantie pour les associés, pour les tiers, ni pour l'Etat (1). »

Lors de la discussion, M. Trarieux, en défendant un contre-
projet, donna même une définition de la personnalité (2) :
« Qu'est-ce donc que la personnalité civile ? C'est, vous le savez,
« la constitution d'un être moral qui a le droit d'acquérir, de
« posséder, de disposer d'une manière générale, de transiger, de
« compromettre, de jouir, en un mot, de tous les droits civils que
« peut avoir dans notre société, la personne majeure et reconnue
« par la loi. »

Le texte définitif reconnaît aux syndicats une personnalité ci-
vile, mais limitée dans les termes de l'article 6 qui est ainsi
conçu :

« Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers au-
« ront le droit d'ester en justice ».

« Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations. »

« Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que
« ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs biblio-
« thèques et à des cours d'instruction professionnelle. »

« Ils pourront, sans autorisation, mais en se conformant aux
« autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres
« des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites. »

« Ils pourront librement créer et administrer des offices de

(1) Rapport de M. Allain-Targé, *Journ. Off.* du 10 mars 1881. —
Chambre des Députés, *Annexe*, n° 3420, p. 361.

(2) Discours de M. Trarieux à la séance de la Chambre du
21 mai 1881, *Journ. Off.* du 22 mai 1881.

« renseignements pour les offres et les demandes de travail »....

Ainsi, par le seul fait de sa constitution régulière, le syndicat bénéficie de cette capacité. Le projet de MM. Ribot et Trarieux ne l'accordait qu' « à ceux qui voudront être reconnus » et qui manifesteront leur volonté. On a voulu éviter les complications qui résulteraient de cette dualité d'association. La distinction fut repoussée, il s'ensuit donc que la personnalité civile appartient à tous indistinctement.

La loi française ne s'est pas prononcée sur la nature juridique de cette personnalité morale. Parmi les auteurs, les uns, comme M. Sainctelette (1), soutiennent que ces personnes morales n'existent pas et qu'il est absurde de les assimiler à des personnes physiques. M. Laurent (2) soutient que la personnalité morale est une fiction, qui, « comme toutes les fictions légales, est, par son essence, limitée à l'objet pour lequel elle est établie ». En conséquence, ce serait, pour lui, en donner une très fausse idée, que de mettre les personnes morales sur la même ligne que les individus dont la faculté de perfectionnement et les droits sont infinis. M. Van den Heuvel trouve même cette fiction inutile : pour lui, elle n'est pas autre chose qu'un ensemble de privilèges reconnus par la loi à certaines individualités morales, pour leur faciliter les pratiques des affaires (3). Pour M. Piebourg (4), les personnes

(1) M. Sainctelette, « Des personnes morales », *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1885.

(2) Laurent, *Principes du droit civil*, t. I, liv. 1^{er}, p. 366 et s. Paris, Bruxelles, 1876.

(3) Briquet, « La législation belge des Unions professionnelles », *Thèse*, Paris, 1900, p. 66 et s. — Michoud, *Revue de droit public*, 1898.

(4) *Revue de législation ancienne et moderne*, 1876.

civiles tirent leur existence de l'Etat. Leur capacité est donc circonscrite dans le cercle de leurs attributions. Mais dans ces limites, la personne morale est juridiquement assimilable à une personne réelle. Dans cette doctrine, la personnalité morale est bien une fiction, mais une fiction dont les effets sont de tous points assimilés à ceux d'une personne physique. C'est cette théorie traditionnelle en France qui paraît avoir été admise par le législateur de 1884 (1).

La loi belge paraît s'être rangée à une doctrine opposée, plus rationnelle à notre avis. Pour elle, la personnalité morale n'est pas une fiction ; elle est une réalité qu'on ne saurait méconnaître sans fiction. C'est ce que disait (2) le rapporteur de la loi du 31 mars 1898 : « Je suis plutôt partisan du droit germanique « sur la matière... que du système qui a été soutenu par feu « M. Laurent et qui consiste à ne regarder ces êtres juridiques « que comme de pures fictions vis-à-vis desquelles l'Etat est le « maître absolu ». Il nous semble que lorsque naît une personne morale, naît véritablement un être nouveau, ou plus exactement une force nouvelle, distincte de la force de chacun des associés, et plus grande que la force de l'ensemble d'entre eux.

Quoi qu'il en soit de ces doctrines, on peut considérer comme établi que les syndicats ont une personnalité morale, mais que, dans toutes les législations, et spécialement dans les législations belge et française, leur capacité n'est pas absolue : elle est limitée par les termes de la loi et est restreinte à l'objet des syn-

(1) Voir du reste à ce sujet la très-intéressante étude de M. Jay, *La personnalité civile des syndicats professionnels* p. 19 et s.

(2) Discours de M. de Sadeleer à la séance du 28 octobre 1897.

dicats : la défense des intérêts économiques ou professionnels de leurs membres.

Il est inutile d'insister sur l'importance de cette personnalité pour les syndicats : elle est comme le pivot de toute la question syndicale ou comme la synthèse de tous les pouvoirs du syndicat.

Puisque le syndicat jouit de la plénitude de la personnalité, il jouit donc de tous les droits civils, sauf de ceux qui lui seront enlevés par un texte formel. Les divers pouvoirs civils d'une personne se résument dans le droit de posséder, le droit de contracter et le droit d'agir en justice. De très graves questions se posent sur les limitations qu'il faut apporter au pouvoir d'acquérir ou de posséder des syndicats professionnels, comme aussi sur le pouvoir qu'ils doivent avoir de contracter et en particulier de passer des contrats collectifs de travail. — Nous n'examinerons pas, ou du moins nous n'examinerons qu'incidemment ces diverses questions. Nous avons le projet d'étudier spécialement la capacité d'ester en justice des syndicats professionnels. Ce droit est le couronnement de tous les autres : dès qu'on accorde un droit quelconque d'acquérir ou de contracter, il faut accorder un droit corrélatif d'agir en justice dans les mêmes hypothèses. Il ne servirait à rien d'avoir des droits, s'il n'était pas possible de les faire respecter ; il serait inutile d'avoir le droit de contracter des obligations, s'il était impossible d'en poursuivre l'exécution. De même, pour défendre efficacement les intérêts professionnels, il faut que le syndicat puisse agir en justice et en obtenir la protection.

Le droit d'agir en justice est donc la sanction et comme

l'aboutissement de tous les autres. C'est pourquoi nous l'avons choisi. L'action économique du syndicat sera nulle ou efficace, selon qu'il aura le pouvoir d'agir utilement ou non pour défendre ses droits.

Nous étudierons donc cette action en justice dans les divers cas où elle peut se présenter, d'abord pour la conservation du patrimoine syndical, puis pour la défense des intérêts professionnels et en particulier pour l'exécution du contrat collectif.

Mais avant d'entrer dans le cœur même de notre sujet et d'étudier les diverses hypothèses où un syndicat a ou doit avoir qualité pour agir, il est nécessaire d'examiner un certain nombre de questions de forme qui rendraient l'action du syndicat irrecevable et qui doivent, à notre avis, être envisagées préalablement à toutes autres. Nous respecterons ainsi l'ordre des questions telles qu'elles se posent au juge.

Un tribunal, lorsqu'une action lui est soumise, examine d'abord si le syndicat est régulièrement constitué, si, par exemple, les statuts ont été déposés, si les administrateurs sont français et jouissent de leurs droits civils... Ce sont là des questions préliminaires, des exceptions qui doivent être pour la plupart soulevées *in limine litis*. Si ces premières conditions de pure forme ne sont pas remplies, le syndicat est déclaré purement et simplement irrecevable.

Si, au contraire, la constitution du syndicat et la procédure sont régulières, on statue, non pas encore sur la question de fond (si la demande est en fait justifiée), mais sur la question de savoir si le syndicat a qualité pour agir dans l'hypothèse présente.

C'est ce point que nous étudierons ensuite d'une façon plus étendue et qui est l'objet même de notre travail.

Nous établirons en outre un parallèle à ce sujet entre les législations belge et française. Les raisons qui nous guident dans cette voie sont, d'abord, que le Code civil est identique dans les deux pays, sauf quelques modifications de détail qui y ont été apportées par la suite, et, en second lieu, que la loi belge sur les unions professionnelles est postérieure à la nôtre de quatorze années. Les Belges avaient eu le temps de se rendre compte d'un certain nombre d'imperfections de notre loi et avaient pu trouver dans notre jurisprudence des indications leur permettant d'éviter certaines lacunes, dont l'importance se fait de plus en plus sentir chez nous.

De plus, en Belgique, la liberté d'association est un des principes constitutionnels des plus importants ; les législateurs belges n'ont pas créé une exception pour les unions professionnelles et, par là même, n'ont pas été gênés comme les nôtres pour accorder aux associations professionnelles des droits assez larges et assez étendus, qui leur donnent la faculté de poursuivre utilement le relèvement matériel et moral de la classe ouvrière.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Conditions de l'action en justice

Le droit d'ester en justice, que l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 donne sans distinction à toutes les associations professionnelles, ne peut s'exercer que sous certaines conditions déterminées résultant, soit de la loi de 1884 elle-même, soit du droit commun, soit de la jurisprudence.

Avant d'aborder l'étude des divers cas où le syndicat peut agir, il est nécessaire d'examiner ces conditions, qui sont en quelque sorte des questions préliminaires de recevabilité. Un syndicat peut-il toujours intenter une action judiciaire? Ne faut-il pas qu'il ait une constitution régulière et quelles sont les conditions de cette régularité? Par qui le syndicat doit-il ou peut-il être représenté? En quelle qualité peut-il agir? Devant

quelle juridiction ? Est-il soumis à certaines formalités de procédure ?

Tels sont les divers points qu'il faut d'abord élucider. Car, s'ils étaient résolus négativement par le tribunal, le syndicat serait déclaré non recevable dans son action, sans qu'il y ait à examiner le fond du débat.

SECTION I

Conditions de régularité.

Pour agir en justice le syndicat devra avant tout avoir une constitution régulière, c'est-à-dire conforme aux articles 2, 3 et 4 de la loi du 21 mars 1884.

L'article 4 exige certaines formalités administratives considérées comme indispensables dans l'intérêt public : le dépôt des statuts et l'indication du nom des directeurs et administrateurs.

Les articles 2 et 3 établissent les conditions de constitution du syndicat relatives tant à l'objet poursuivi qu'à la qualité des adhérents : l'association est-elle légale ? est-elle constituée pour un objet prévu dans la loi et entre des personnes de professions similaires ou connexes ?

Si ces conditions ne sont pas remplies, le syndicat n'a pas une existence légale et ne peut agir : examinons-les donc successivement.

a) *Formalités administratives.*

Aux termes de l'article 4, les fondateurs de tout syndicat professionnel doivent déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de la direction ou de l'administration. Ce dépôt doit avoir lieu à la mairie de la localité où le syndicat est établi et, à Paris, à la préfecture de la Seine. En outre, ce dépôt doit être renouvelé à chaque changement de la direction ou des statuts. Enfin les membres de tout syndicat professionnel, chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat, devront être Français et jouir de leurs droits civils.

Telles sont les principales conditions que doit remplir un syndicat pour être légalement constitué. Si l'une quelconque de ces conditions fait défaut, le syndicat est illégal et ne peut agir en justice.

Les formalités de la loi sont édictées dans un intérêt public et le tribunal pourrait d'office en demander la justification. C'est un point certain, sur le principe duquel il n'y a pas de difficultés et plusieurs fois, pour ce motif, le syndicat a été par les tribunaux déclaré irrecevable dans son action.

Les formalités de l'article 4 sont en effet obligatoires et les parties ne peuvent pas s'y soustraire. L'article 9 prévoit même des amendes au cas d'inexécution des conditions requises. Toutefois, à cette règle dont le principe est absolu, il convient d'ap-

porter quelques tempéraments exigés par le bon sens lui-même. On peut remarquer d'abord que le syndicat, dans la constitution duquel il existe une légère irrégularité, ne perd pas pour cela toute capacité, et rien dans la loi du 21 mars 1884 ne permet de prononcer la nullité des actes accomplis. C'est ce que décide formellement un arrêt de la Cour de Paris du 20 janvier 1886 (1).

« Ni l'article 4, ni l'article 9 ne prescrivent la nullité des « actes du syndicat dans le cas d'omission des déclarations exigées par la loi. »

Mais il semble bien qu'il ne puisse pas, dans de telles conditions, exercer l'action en justice. Comme nous l'indiquions tout à l'heure, le tribunal peut d'office demander une justification; mais, en général, et à moins qu'une irrégularité sérieuse ne soit établie, le tribunal ne déclare pas l'action irrecevable. Lorsqu'on allègue une irrégularité, le tribunal surseoit à statuer jusqu'à ce que les justifications nécessaires soient apportées. Cette solution a été adoptée par un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine en date du 9 mars 1894 (2).

Il s'agissait en l'espèce d'une demande en dommages-intérêts formée par le syndicat des bureaux de placement contre le journal *La Petite République* qui l'aurait diffamé dans un de ses articles. Comme le syndicat n'apportait aucune preuve du dépôt des statuts, le tribunal, sans statuer sur le fond, renvoyait l'affaire à une date ultérieure pour donner au demandeur

(1) *Revue des Sociétés*, 1886, p. 147, *Pand. franç. périod.*, 1886, II, p. 47.

(2) *Le Droit*, 10 mai 1894.

le temps de faire la preuve que les formalités prescrites avaient été accomplies.

Il est bien évident que si, à la date fixée, la preuve n'est pas faite, le syndicat devra être déclaré non recevable. Il en serait de même et il n'y aurait même pas lieu à renvoi, s'il était établi devant le Tribunal que la constitution était irrégulière, que, par exemple, l'administrateur ou le directeur du syndicat n'était pas français ou ne jouissait pas de ses droits civils.

Il y a lieu enfin de remarquer que les formalités de dépôt et de forme doivent être interprétées largement et le syndicat pourrait agir, alors même, par exemple, qu'une personne n'aurait pas été expressément indiquée comme président, et que sa qualité résulterait implicitement des statuts.

C'est ce qui eut lieu dans l'espèce suivante : une personne était poursuivie pour avoir vendu sans diplôme des médicaments et produits pharmaceutiques. Le syndicat des pharmaciens de la Seine était intervenu au procès comme partie civile et avait conclu à des dommages-intérêts ; il était représenté par son vice-président et, dans les dépôts faits à la Préfecture de la Seine, ce vice-président n'avait jamais été indiqué nominativement comme ayant le droit de représentation du syndicat. Le défendeur soutint que le syndicat n'était pas régulier puisque, contrairement à l'article 4 de la loi sur les syndicats professionnels, les noms de ceux qui étaient chargés de l'administration de la société n'avaient pas été déposés régulièrement.

En effet, dans le dépôt des statuts, on mentionnait le président du conseil d'administration comme ayant le droit d'agir en justice. Puis on indiquait le nom du vice-président. Le président

avait donné sa démission : il n'y avait donc pas d'administrateur. Mais l'article 6 des statuts avait prévu le cas et stipulait que le vice-président, en cas de départ du président, passait de droit à la présidence avec tous les pouvoirs y attachés.

Puisque le nom du vice-président était indiqué dans le dépôt, la constitution du syndicat était régulière. La Chambre correctionnelle de la Cour de Paris se décida en ce sens par un arrêt en date du 20 janvier 1886 (1).

Toutes les formalités précédentes sont prescrites par la loi belge, qui se montre même plus exigeante, car elle soumet les pièces déposées à l'approbation de l'autorité. En effet, aux termes de l'article 6, les statuts et leurs annexes doivent être déposés au greffe du Conseil des mines qui est chargé d'examiner si les conditions exigées pour la constitution d'une union professionnelle ont été observées.

A la différence de la loi française qui ne soumet l'existence des syndicats à aucune espèce d'autorisation, la loi belge confie au Conseil des mines le soin d'examiner les pièces déposées ; il en apprécie la régularité et décide sans appel si l'union doit ou non avoir la personnalité morale.

Dans l'affirmative, il déclare les statuts entérinés et en ordonne la publication au *Moniteur* : cette publication doit être faite dans les quinze jours qui suivent.

Ces conditions nouvelles fournissent un nouveau cas d'irrecevabilité : l'union doit justifier non seulement du dépôt des sta-

(1) *Pand. franç., pér.*, 1886, II, p. 48.

tuts, comme en France, mais de leur entérinement et de leur publication.

Il y a lieu d'ajouter encore que l'union ne peut agir que dix jours après la publication des statuts au *Moniteur*.

b) *Constitution régulière.*

Pour être constitué régulièrement, un syndicat professionnel doit encore se conformer aux articles 2 et 3 de la loi de 1884.

Il doit comprendre des personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés. Il doit avoir pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Ces conditions de personnes et d'objet sont plus rigoureuses encore que les conditions de formalités. Les syndicats professionnels jouissent de grands avantages : il est légitime de limiter les cas dans lesquels ils peuvent en bénéficier.

En premier lieu, un syndicat ne peut être formé que pour la défense « des intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles (1) ».

En conséquence, une association de chasseurs, par exemple, ne peut former un syndicat professionnel ayant la personnalité civile avec les droits et immunités qui y sont attachés : notam-

(1) Voir jugement du Tribunal de la Seine du 4 novembre 1885. *Pand. franç. périod.*, 1886, II, 47.

ment elle ne saurait être admise en cette qualité à ester en justice (1).

Et en admettant que l'association dont s'agit puisse constituer une société soumise aux règles du Code civil, le président n'aurait pas davantage le droit d'ester en justice parce que ces sortes de sociétés ne forment pas des personnes juridiques ayant une existence propre et distincte de la personnalité individuelle des associés.

Avant la loi du 30 novembre 1892, il en était de même des médecins. C'est ce qui avait été jugé d'ailleurs par le Tribunal de Domfront qui avait déclaré irrégulier et par conséquent incapable d'exercer une action en justice le syndicat des médecins de la ville.

Il faut encore, pour que l'action d'un syndicat soit recevable en justice, qu'il se soit formé en vue de défendre un intérêt général de la profession : cela ne résulte pas tant de l'article 3 en lui-même que de la discussion à laquelle il a donné lieu devant les deux Chambres.

Le Sénat, après les discours de M. Bérenger et de M. Brunet, a supprimé un paragraphe du projet gouvernemental qui avait été voté par la Chambre en 1884 et qui était ainsi conçu :

« Les syndicats professionnels ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux
« *communs à tous leurs membres et des intérêts généraux de leurs*
« *profession et métiers.* »

(1) Voir jugement correctionnel du Tribunal de Langres du 9 novembre 1887, *Pand. franç. périod.*, 1888, II, 486 et la Loi du 14 janvier 1888.

Cette dernière partie de l'article était bien rédigée suivant l'esprit de la loi et c'est dans ce sens que la jurisprudence applique l'article 3 ; cette partie du texte n'avait été supprimée par le Sénat que dans la crainte de donner de l'ambiguïté à la loi. Comme le disait M. Béranger, on craignait de faire jouir de la liberté, qui allait être concédée, les sociétés ouvrières se donnant ouvertement un but politique et s'insurgeant contre l'ordre social. Il fallait donc, comme il le disait, faire une démarcation très prononcée, très claire, très nette, pour retenir seulement ce qui concernait l'association professionnelle (1).

Cela ne fut pas admis sans discussion : ce n'est qu'en deuxième lecture, après le rapport de M. Barthe, que le Sénat s'est rendu à ces raisons.

La Chambre se rangea finalement à cette opinion après le rapport de M. Lagrange.

La crainte de voir des associations, qui, sous un masque professionnel, auraient joui de la liberté accordée par la loi de 1884, pour transporter au jour des audiences le débat de leurs visées politiques, a seul empêché les Chambres de voter le texte proposé.

Néanmoins, la jurisprudence a compris la raison de ces hésitations et, en appliquant la loi, a permis aux syndicats d'agir en justice quand il s'agissait des intérêts généraux de la profession qu'ils représentaient.

C'est, en effet, ce qu'ont expressément décidé deux arrêts, l'un

(1) Sénat, séance du 8 juillet 1882, *Journ. Off.*, du 9 juillet, « Débats parlementaires », p. 751.

de la Cour de Bourges en date du 1^{er} août 1894 (1), et l'autre de la cour de Nancy en date du 4 janvier 1896 (2).

Dans la première espèce, il s'agissait de l'Union des Propriétaires et Concessionnaires d'eaux minérales. L'arrêt déclare que le syndicat a été régulièrement constitué pour la défense d'intérêts économiques ou commerciaux « se rattachant aux eaux
« minérales dans le sens le plus large, avec mission notamment
« de rechercher et de poursuivre les fraudes, contrefaçons, faits
« de concurrence déloyale, qui seraient de nature à préjudicier
« aux intérêts des adhérents ; que toute tromperie de la nature
« de la chose vendue, toutes fraudes, tout acte illicite modifiant
« les conditions normales de la concurrence dans l'industrie des
« eaux minérales, cause un double préjudice aux autres exploi-
« tants, préjudice moral provenant de la déconsidération que de
« semblables pratiques jettent sur l'industrie, préjudice matériel
« résultant de l'infériorité dans laquelle se trouvent les autres
« concurrents vis-à-vis de celui qui use, pour s'emparer de la
« clientèle ou la conserver, de moyens illicites ».

Aussi la Cour de Bourges reconnaissait-elle à l'Union des Propriétaires et Concessionnaires d'eaux minérales le droit d'intervenir pour demander la réparation du préjudice causé par des pratiques de nature à déconsidérer ces eaux.

Il est à remarquer que, dans une espèce analogue, cette même Union a été déclarée irrecevable dans son intervention : il s'agissait d'un procès entre la C^{ie} Fermière de Vichy et M^{me} V^e Lar-

(1) *Revue des Sociétés*, 1894, p. 144.

(2) *Revue des Sociétés*, 1896, p. 167.

baud. L'Union a été écartée sous le prétexte qu'elle ne pouvait prendre la défense d'un de ses membres, et qu'il ne s'agissait pas d'un intérêt général (1).

Dans la seconde espèce, le syndicat fut déclaré non recevable : il s'agissait du syndicat du Commerce des Vins et Spiritueux du Département de la Meuse, qui poursuivait en concurrence déloyale un négociant en vins du Midi.

En fait, le syndicat du Commerce des Vins du département de la Meuse avait été régulièrement constitué, mais, par le paragraphe 2 du chapitre 1^{er} de ses statuts, il avait expressément limité son but à la représentation et à la défense des intérêts des marchands de vins en gros dans leurs rapports avec les Chambres de commerce et les administrations publiques et particulières. Il est vrai que les paragraphes 6 et 7 du chapitre II des dits statuts investissaient la Chambre syndicale, chargée de son administration, des pouvoirs nécessaires pour agir en son nom dans tous les cas où ces intérêts étaient engagés et pour les défendre, soit envers les tiers, soit auprès de toute autorité compétente, et même pour pouvoir, sur la demande d'un adhérent, représenter celui-ci devant toutes les juridictions quand, après examen des droits qu'il invoquait, elle jugeait qu'il y avait lieu d'intervenir dans l'intérêt général.

La Cour de Nancy décida donc que le syndicat ne pouvait pas avoir des droits plus étendus que ceux pour la représentation et la défense desquels il s'était lui-même créé ; elle lui refusait

(1). V *Jugement du Trib. de la Seine*, du 8 mai 1894, *Recueil Gaz. Pal.*, 1894, I, 627.

donc le droit de poursuivre de simples particuliers non syndiqués.

Un syndicat doit, aux termes de l'article 2, être formé entre personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes. Il est certain, et les travaux préparatoires de la loi ne laissent aucun doute à cet égard, que c'est là une condition primordiale de la régularité des syndicats. Il y aurait donc lieu de refuser toute action en justice aux associations professionnelles qui, de ce chef, ne répondraient pas au vœu du législateur. On s'est demandé si un ancien ouvrier d'une profession pouvait encore être considéré comme ouvrier de la profession et plusieurs décisions judiciaires se sont prononcées pour la négative. C'est ainsi que le tribunal correctionnel de Lure, par un jugement du 28 octobre 1890, confirmé par arrêt de la Cour de Besançon du 25 février 1891, prononça la dissolution de la Chambre syndicale des ouvriers mineurs de Ronchamp-Champagny, parce que cette association avait conservé un membre qui n'exerçait plus la profession de mineur.

Un autre arrêt, de la Cour d'appel de Bordeaux, condamna à 16 francs d'amende deux anciens employés d'omnibus qui, même après avoir quitté leur profession, avaient néanmoins continué à participer aux travaux du syndicat où ils étaient entrés avant leur révocation.

Quoique conformes au texte de la loi, ces solutions nous semblent beaucoup trop rigoureuses et nous souhaitons que l'on adopte l'article 2 de la proposition de loi sur la réforme des syndicats professionnels, qui stipule que : « Pourront continuer « à faire partie d'un syndicat professionnel, les personnes qui

« auront abandonné l'exercice de la profession. et, pourront y
« rentrer, celles qui, ayant exercé la profession pendant cinq an-
« nées au moins, ne l'auront pas quittée depuis plus de 10 ans. »

Les conditions de régularité des unions professionnelles sont fixées par la loi belge avec plus de précision que pour la loi française, sous la réserve toutefois de l'article 10 qui permet, comme nous le verrons, d'agir pour la défense des droits individuels et non plus seulement dans un intérêt général.

SECTION II

Personne compétente pour représenter en justice.

Comme toutes les sociétés et toutes les personnes morales, le syndicat ne peut ester en justice que par l'intermédiaire d'un représentant ayant pouvoir d'agir en son nom. Le plus souvent, la personne est désignée dans les statuts ; mais cette désignation peut ne pas être faite ; du reste, elle n'est pas obligatoire. Dans ce cas, il est nécessaire de savoir à qui seront dévolus les pouvoirs de représentation.

Rien dans la loi française ne permet de résoudre cette difficulté qui a dû être solutionnée par les juges.

La loi belge, au contraire, porte, dans son article 10, qu'à moins de disposition spéciale dans les statuts, l'union est représentée dans tous les actes juridiques par ses directeurs ou par celui d'entre eux que l'assemblée générale aura délégué à cet effet.

Examinons donc dans notre législation qui aura compétence pour représenter le syndicat, soit qu'il y ait une désignation dans les statuts, soit qu'il n'y en ait pas, soit que la personne désignée soit morte ou démissionnaire.

a) *Une désignation a été faite.*

Le plus souvent, comme nous venons de l'indiquer, les statuts mentionnent le nom des personnes par qui le syndicat doit être représenté dans les actes de la vie civile. Dans ce cas, il n'y a pas de difficultés, la personne désignée a seule pouvoir pour agir valablement.

D'autres fois, les statuts sont muets à cet égard ; mais lorsque l'occasion se présente d'un procès, soit comme demandeur, soit comme défendeur, le syndicat a incontestablement le droit de se réunir et, par une délibération régulière de l'assemblée générale ou même du bureau, de choisir un mandataire *ad litem* dont les pouvoirs seront exactement les mêmes que s'il avait été désigné par les statuts. Il a seul le droit d'agir.

Bien mieux, on a soutenu que le syndicat ne pouvait être représenté que par une personne nommément désignée. Lors même que les statuts seraient muets, le syndicat ne pourrait agir qu'en choisissant un mandataire spécial. C'est en ce sens qu'un jugement du tribunal de Commerce de la Seine, en date du 9 avril 1887 (1), a décidé que « les syndicats ne peuvent être re-

(1) *Le Droit*, du 29-30 août 1887.

« présentés que par un mandataire habilité quant à ce, soit par
« le règlement, soit par une délibération ».

Il faut ajouter que la personne désignée doit justifier de ses pouvoirs par la production des statuts ou du procès-verbal.

Dans une espèce toute particulière, le tribunal de Commerce de Nantes, par un jugement du 13 avril 1897 (1), a refusé, sous prétexte qu'il ne justifiait pas d'un mandat, à un président de syndicat, le droit d'agir pour défendre les intérêts d'un certain nombre de syndiqués.

Voici l'hypothèse :

Un syndicat ouvrier avait été constitué et englobait tous les ouvriers d'une même industrie. Le président était désigné dans les statuts comme ayant pouvoir de représenter le syndicat. Il avait, en qualité de président, passé avec un des patrons de la localité une convention relative aux conditions du travail. La convention ne fut pas exécutée et le syndicat, par l'organe de son président, demandait en justice des dommages-intérêts. Il fut déclaré non recevable sous le prétexte qu'il ne pouvait pas justifier, qu'en passant la convention avec le patron intéressé, il avait agi comme représentant du syndicat et non comme mandataire verbal des ouvriers de ce patron. Pour agir au nom des ouvriers lésés, le tribunal de Nantes exigeait qu'il justifiât d'un mandat effectif en leur nom.

Il était donc débouté en vertu de la règle « nul ne plaide en France par procureur ».

(1) *Recueil Gaz. des Trib.*, 1898, II, 139. *Revue des Sociétés*, 1898, p. 131.

Cette exigence nous semble tout à fait exorbitante et lorsqu'un président de syndicat passe un contrat en faveur de quelques-uns des ouvriers adhérents, on ne peut pas raisonnablement admettre qu'il agit en qualité de mandataire verbal en faisant abstraction de sa qualité de président.

Du reste, comme le fait justement remarquer M. Hubert Valleur (1).

« La règle invoquée en pareil cas, que nul ne plaide par procureur, n'est applicable qu'aux individus isolés, et nullement aux membres d'une même association. A-t-on jamais eu la pensée de demander au président d'une société anonyme de rapporter un mandat de tous les actionnaires lorsqu'il passe un contrat ou agit en justice ? On se contente de constater qu'il agit conformément aux statuts et dans les limites qu'ils lui ont fixées.

« Pourquoi en serait-il autrement pour une association, et en particulier pour un syndicat professionnel ?

« Dans le cas soumis au tribunal de Nantes, les patrons n'avaient demandé aucune justification au président du syndicat lorsqu'ils avaient passé avec lui la convention incriminée ; c'est seulement après avoir tiré parti de cette convention, et lorsqu'ils ont dû l'exécuter à leur tour, qu'ils ont eu ces singuliers scrupules juridiques. »

(1) *Revue des Sociétés*, 1898, p. 131.

b) *Aucune désignation n'a été faite.*

Lorsqu'aucune personne n'a été désignée pour représenter le syndicat, il est admis que ce pouvoir appartient aux directeur et administrateurs.

C'est, nous l'avons vu, la solution expressément édictée par la législation belge et elle est évidemment la plus rationnelle, le droit d'ester en justice étant une conséquence nécessaire du droit d'administrer.

Aussi notre jurisprudence, comblant en cela une des nombreuses lacunes de notre loi, s'est-elle prononcée en ce sens.

Un arrêt de la Cour de Lyon du 3 juin 1890 (1) admet le président d'honneur du syndicat des pharmaciens de la Loire et de la Haute-Loire à représenter l'association, parce qu'il était justifié que le président d'honneur faisait partie du bureau d'administration du syndicat.

Ce principe a été expressément consacré par le fameux arrêt de la Cour de Dijon du 23 juillet 1890 (2), au sujet de la demande, formée par la Chambre syndicale des ouvriers tisseurs de Chauffailles, qui décide que le conseil syndical a le droit d'agir en justice au nom du syndicat.

Et la Cour de cassation, dans son arrêt du 1^{er} février 1893, n'eut pas à statuer sur la question, puisque les défendeurs

(1) Dalloz, 1891, II, p. 29 et 30.

(2) Sirey, 1896, I, p. 334, *Pand. franç. périod.*, 1894, I, 1.

n'avaient pas formé de pourvoi sur ce point. Les termes de l'arrêt de Dijon méritent d'être cités dans leur intégrité :

« Considérant que la loi accorde aux syndicats professionnels
« de patrons et d'ouvriers le droit d'ester en justice ; que les
« directeurs ou les administrateurs des syndicats sont les repré-
« sentants légaux de l'association ; que la loi du 21 mars 1884
« est muette sur le point de savoir s'ils ont qualité pour intenter
« judiciairement, sans pouvoir spécial de leurs associés, les ac-
« tions relatives à leur administration ; que cette qualité leur est
« implicitement attribuée par l'article 9 où il est dit que les in-
« fractions à certaines dispositions de la loi seront poursuivies
« contre les directeurs ou les administrateurs du syndicat ; que
« l'on comprendrait difficilement que, lorsqu'il s'agit des inté-
« rêts généraux des syndicats, leurs représentants puissent ester
« en justice en défendant, tandis que cette même faculté leur
« serait refusée en demandant ;

« Considérant que ce droit résulte encore des dispositions des
« articles 17 et 18 des statuts de la Chambre syndicale de Chauff-
« failles ; qu'il y est dit, en effet, que les syndicats seront admi-
« nistrés par sept membres qui composeront le conseil syndical ;
« qu'il n'y est pas spécifié, il est vrai, que ce conseil aura le droit
« d'ester en justice ; mais que le droit d'administrer comporte
« avec lui la faculté d'exercer les actions au nom de la société,
« conformément aux dispositions des articles 1856-1857 et 1859
« du Code civil. »

c) *Mort ou démission de la personne désignée.*

Il peut se faire que la personne habile à représenter le syndicat cesse ses fonctions pour une cause quelconque. Que deviendrait dans cette hypothèse l'action en justice ? Par qui serait-elle exercée ?

On a dit que les administrateurs désignés devaient continuer leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs. Cette solution qui est possible et rationnelle pour le cas où les pouvoirs sont arrivés à expiration est pour le moins inadmissible en cas de mort ou même de démission.

On comprendrait difficilement, en effet, qu'un membre qui démissionne, le plus souvent parce qu'il a des démêlés avec le syndicat, puisse agir en son nom ; d'autre part, si la démission est produite par une autre cause, par exemple, parce que le membre démissionnaire a quitté la profession, il serait au moins singulier que le syndicat soit représenté par une personne qui ne peut plus régulièrement rester dans son sein.

A notre avis, dans le cas de démission comme dans le cas de mort, il y a lieu de décider purement et simplement comme dans le cas où aucune personne n'est désignée : puisqu'il y aura toujours une personne chargée de l'administration et de la direction du syndicat, c'est à elle qu'incomberont les pouvoirs en même temps que les responsabilités.

En tous cas, il serait loisible au syndicat de se réunir pour

désigner un administrateur ou simplement un mandataire *ad litem* sans maintenir les pouvoirs du membre disparu.

Il est même prudent et il est incontestablement régulier de désigner dans les statuts, ou par une délibération postérieure, les noms de ceux qui auraient pouvoir de remplacer les administrateurs en fonction. Cette façon de procéder a été considérée comme régulière par un arrêt de la Cour de Paris du 20 janvier 1886 (1), qui admettait à agir le vice-président du syndicat des pharmaciens de la Seine, dont le nom avait été déposé, en même temps que les statuts, en qualité de vice-président, et qui était indiqué comme devant, le cas échéant, remplacer le président (2).

SECTION III

Questions de procédure.

Le syndicat n'ayant pas une personnalité complète va se trouver à certains égards un incapable et, sans avoir à étudier en détail la nature de la personnalité civile du syndicat, nous n'avons ici qu'à nous préoccuper des conséquences de cette personnalité. Comme les établissements publics, les syndicats devront-ils obtenir une autorisation pour ester en justice ? Le préliminaire de conciliation sera-t-il obligatoire pour eux ? Telles sont

(1) *Revue des Sociétés*, 1886, p. 147.

(2) *Supra*. Cf. p. 42 et suiv.

les questions que nous allons avoir à résoudre. En tous cas, sans qu'il soit besoin d'insister sur ce point, il est certain que le syndicat doit être assigné à son siège social en la personne de ses administrateurs et directeurs, et, si le syndicat n'a pas de siège social, il serait, comme toute société, valablement assigné au domicile de son directeur.

a) *Autorisation préalable.*

D'après la théorie générale, que nous adoptons sans hésiter, les syndicats sont des personnes morales privées au même titre que les sociétés civiles et commerciales. Comme ces dernières, ils n'auront pas besoin pour ester en justice d'une autorisation préalable.

Du reste, la nécessité d'une autorisation n'existe dans notre droit qu'à l'état exceptionnel et elle ne peut être exigée que dans le cas où elle est prévue par un texte formel.

C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de cassation en date du 3 avril 1854 (1) qui décide :

« Que cette nécessité (d'être autorisé à ester en justice) ne découle d'aucune règle générale, ne procède d'aucun principe absolu ; que, loin d'être sanctionnée par le droit commun, la « privation d'ester en jugement est une exception exorbitante, « qui ne peut être admise ni suppléée par induction et qu'elle « doit être écartée lorsqu'elle n'est pas textuellement écrite dans

(1) Sirey, 1854, I, 301.

« une loi spéciale. » Or, aucune disposition de la loi de 1884 ne permet d'exiger une autorisation.

L'article 6 n'aurait pas manqué, s'il avait été dans l'intention du législateur de vouloir imposer cette formalité préliminaire, de mentionner après les mots « ester en justice », les suivants, « mais ils ne pourront le faire qu'après une autorisation préalable ».

Rien de tel n'a été proposé au moment du vote de la loi (1).

On peut même, à l'appui de cette opinion, ajouter celle des personnes qui ne rangent pas les syndicats dans la catégorie des personnes morales privées.

M. Pic, tout en considérant les syndicats comme des établissements d'utilité publique, déclare lui aussi, à peu près pour les mêmes raisons que celles contenues dans l'arrêt précité, que l'autorisation préalable n'est pas nécessaire au syndicat (2).

« Malgré leur caractère d'établissement d'utilité publique, les
« syndicats professionnels n'ont besoin d'aucune autorisation
« administrative pour ester en justice. La nécessité d'une auto-
« risation *ad litem* n'est pas, en effet, une obligation générale
« pour les établissements d'utilité publique ; c'est, au contraire,
« une mesure exceptionnelle qui ne saurait être imposée qu'en
« vertu d'un texte formel. La loi de 1884 n'exigeant pas l'interven-
« tion administrative en pareille matière, les représentants du
« syndicat sont incontestablement affranchis de cette tutelle. »

Si un établissement d'utilité publique n'est tenu à remplir

(1) *Journ. Off.* du 12 juillet 1882, « Débats parlementaires », p. 780.

(2) Pic, *Législation industrielle*, 2^e édit., p. 280.

cette formalité qu'en vertu d'une décision précise, à plus forte raison le syndicat doit-il en être dispensé.

b) *Preliminaire de conciliation.*

On admet généralement que les syndicats sont dispensés du préliminaire de conciliation régi par les articles 48 et 49 du Code de procédure civile.

Or, l'article 48 est ainsi conçu :

« Aucune demande principale, introductive d'instance entre
« parties capables de transiger et sur des objets qui peuvent être
« l'objet d'une transaction, ne sera reçue dans les tribunaux de
« première instance, que le défendeur n'ait été préalablement
« appelé en conciliation devant le juge de paix ou que les par-
« ties n'y aient volontairement comparu. »

Il résulte de ce texte qu'il faut, pour être soumises au préliminaire de conciliation, que les parties, qui se présentent en justice, soient capables de transiger. Il est évident, du reste, que sans ce pouvoir la conciliation ne peut être qu'inopérante.

En est-il ainsi des administrateurs du syndicat ?

Il est admis que par analogie avec les administrateurs d'une société ordinaire, ils ne peuvent transiger sur les intérêts qu'ils administrent (1).

Cette théorie, relative à l'article 48 du Code de procédure, est

(1) Dalloz, 1867, I, p. 113. Conclusions de M. de Raynal, avocat-général. — Gain, *Les syndicats professionnels agricoles*, n° 172.

analogue à celle de l'article 2045 du Code civil, qui considère que le mandataire n'a pas le droit de transiger au nom de son mandant, à moins qu'une procuration ne lui confère expressément ce droit, car il n'a que la capacité d'administrer et non pas celle de disposer (1).

SECTION IV

Compétence.

Devant quelle juridiction devra être assigné un syndicat professionnel ? Il y a lieu ici d'appliquer purement et simplement les règles ordinaires de la compétence. Mais il faut en préciser les cas d'application et, comme toujours, il est indispensable d'envisager successivement la compétence *ratione personæ* et la compétence *ratione materiæ*. Mais il n'y a pas, en cette matière, de principe nouveau à établir. Du reste, les lois belge et française sont toutes les deux muettes sur ce point : il faut appliquer le droit commun.

a) *Ratione personæ*.

La compétence *ratione personæ* est régie par l'article 59 du Code de procédure civile. Le Tribunal compétent sera celui du domicile du défendeur.

(1) Dalloz, *Nouveau Code civil annoté*, art. 2045, p. 1166, n° 26 et s. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité de droit civil*, n° 1237 et s.

On fera au syndicat l'application du paragraphe 5 de cet article :

« Le défendeur sera assigné..... en matière de société....., « devant le juge du lieu où elle est établie.....»

paragraphe conçu dans le même esprit et dans les mêmes termes que le paragraphe 2 de l'article 50 :

« Le défendeur sera cité en conciliation..... 2° en matière de « société, autre que celle de commerce, devant le juge du lieu « où elle est établie. »

Les auteurs sont tous d'accord sur ce point (1) et la jurisprudence s'est prononcée dans le même sens.

Dans un jugement en date du 31 août 1893, le tribunal de paix du III^e arrondissement de la ville de Paris (2) a décidé que le président d'une Chambre syndicale est régulièrement assigné devant le juge du siège de cette Chambre syndicale, alors même que ce président (défendeur au procès) aurait son domicile personnel dans un autre arrondissement.

Si le syndicat n'a pas de siège social, on aura recours au droit commun : article 69, paragraphe 6, du Code de procédure civile : «...seront assignés..... 6° les sociétés de commerce..... en leur « maison sociale, et, s'il n'y en a pas, en la personne ou au do- « micile de l'un des associés. »

Un syndicat devra donc être assigné au domicile d'un de ses directeurs ou administrateurs s'il n'a pas de siège social.

En matière d'associations syndicales, il a même été jugé

(1) Gain, *Les syndicats professionnels agricoles*, n° 173. — Pic, *Législation industrielle*, p. 280.

(2) *Le Droit* du 14 septembre 1893.

qu'un syndicat d'irrigation, ayant à sa tête plusieurs syndics, était valablement et suffisamment assigné, si l'exploit était remis à l'un des syndics (1). Une solution analogue devrait être appliquée aux syndicats professionnels.

On s'est enfin demandé si l'article 69, paragraphe 5, du Code de procédure civile, qui exige le visa de l'original de l'exploit par la personne qui en reçoit copie au nom d'une commune ou d'un établissement public, était applicable aux associations professionnelles.

Mais un syndicat n'est pas, dans l'opinion générale, un établissement public. D'autre part, on est d'accord pour reconnaître que le visa de l'original n'est pas obligatoire pour les établissements d'utilité publique. *A fortiori* en est-il ainsi pour les personnes morales privées. La Cour de cassation s'est du reste prononcée en ce sens (2).

b) *Ratione materiæ.*

Le syndicat étant une personne morale civile, les contestations qui le concernent sont, en principe, de la compétence du tribunal civil, à moins qu'il ne s'agisse de sommes inférieures au taux des tribunaux de première instance, auquel cas elles sont de la compétence du juge de paix.

Mais, en tous cas, lorsqu'il agit dans les limites de ses fonc-

(1) Aix, 22 mai 1850. D. P., 1850, II, 181.

(2) Cass., 1^{er} décembre 1886. Sirey, 1887, I, 105.

tions, la compétence n'appartient pas au tribunal de commerce.

Pour préciser l'application de ce principe, il faut envisager successivement les rapports du syndicat avec ses membres et ses rapports avec les tiers.

1^o Vis-à-vis de ses membres.

Le contrat qui se forme entre le syndicat professionnel et ses membres est un contrat purement civil. La compétence appartient donc incontestablement au tribunal de première instance.

Un jugement du tribunal de commerce de Saint-Nazaire, du 16 juin 1894 (1), proclame en effet que : « si la constitution ré-gulière d'un syndicat professionnel crée, entre les divers « membres qui le composent, un contrat d'où dérivent des droits « et des obligations réciproques, le contrat est de droit com-mun et son inexécution relève de la compétence des tribunaux « civils. »

C'est dans le même sens que s'est prononcé un arrêt de la Cour de Caen du 30 mai 1892 (2).

L'adversaire du syndicat soutenait que l'engagement de chacun des membres avait un caractère commercial, le syndicat ayant été constitué entre commerçants.

L'arrêt déclare que le syndicat demandeur, « bien que com-« posé de commerçants, ne se livre à aucune opération commer-ciale ; qu'une pareille association, quoique n'ayant pas le ca-

(1) Sirey, 1894, II, 314.

(2) Sirey, 1894, II, 139.

« ractère d'une société civile proprement dite, n'en a pas moins, « tant qu'elle dure, une personnalité distincte de celle des « membres qui la composent, comme celle qui est reconnue au « profit des sociétés civiles. »

Dans l'espèce, il s'agissait du paiement d'une amende pour inexécution d'un règlement établi par le syndicat. Le débat s'engageait donc entre le syndicat non commerçant et un défendeur commerçant à raison d'une obligation contractée par ce dernier et se « rattachant à l'exercice de son commerce », dit l'arrêt.

Il estimait donc que le syndicat avait, comme toute personne non commerçante, le droit d'introduire devant le tribunal civil ou devant le tribunal de commerce, à son choix, une action relative à une obligation « qui n'est commerciale que de la part « du défendeur et qui ne constitue pas un acte de com-
« merce ».

Peut-être y a-t-il lieu de faire une réserve sur ce point. S'agit-il bien en effet d'une obligation consentie à raison du commerce ? Ne peut-on pas dire plutôt que l'engagement du syndiqué se rattache, non pas à sa qualité de commerçant, mais à sa qualité de membre du syndicat ? Il ne faut pas oublier, en effet, que l'engagement d'un syndiqué vis-à-vis d'un syndicat a un caractère civil et le principe doit être maintenu aussi bien pour l'obligation du syndicat envers ses membres que pour l'obligation des membres envers le syndicat. Puisque l'engagement est civil, il l'est vis-à-vis de toutes les parties.

2° Vis-à-vis des tiers.

Le principe serait ici le même que dans l'hypothèse précédente. Le syndicat constitue une personne morale privée, alors même qu'il serait exclusivement composé de commerçants.

C'est donc le tribunal civil qui devrait connaître de tous les procès où un syndicat serait partie, à l'exception du cas où le syndicat ferait le commerce.

En effet, en dehors de cette hypothèse, les opérations du syndicat doivent être normalement des opérations civiles.

Néanmoins, il peut se faire que, malgré ce principe, les syndicats soient justiciables des tribunaux consulaires. Cela arrive surtout lorsque le syndicat, sortant pour ainsi dire de la légalité, excède les pouvoirs qui lui sont reconnus par la loi du 21 mars 1884. Mais alors le syndicat devient, peut-on dire, une véritable société commerciale ; il perd son caractère d'association professionnelle.

Pour fixer la compétence, il faut en définitive examiner l'acte incriminé : s'agit-il d'un acte de commerce, le tribunal de commerce est compétent.

C'est ce qu'a décidé un jugement du tribunal de commerce du Mans du 6 mars 1894, qui se déclare compétent pour juger le syndicat des Agriculteurs du Maine qui achetait des engrais pour les revendre avec un certain bénéfice.

Ce jugement fut confirmé par la Cour d'Angers le 29 octobre 1894 (1). Il s'agit en effet, comme le dit l'arrêt, de savoir, si

(1) Dalloz, 1895, II, 88.

l'opération faisant l'objet du litige, constitue ou non un acte de commerce. Dans l'espèce, le contrat passé par le syndicat était fait à un prix ferme, s'appliquait à des fournitures d'une certaine importance, livrables pendant une longue période de temps, et devait être suivi entre le vendeur et l'acheteur d'un certain partage de bénéfices sur le montant de la revente.

Au contraire, un syndicat agricole, se procurant, aux conditions les plus favorables, les matières premières nécessaires à l'agriculture, et les revendant à ses seuls membres, en faisant subir aux matières ainsi achetées et revendues une faible majoration qui représente simplement les déboursés, ne fait pas acte de commerce et, par suite, n'est pas soumis à la juridiction commerciale.

Arrêt dans ce sens a été rendu, le 26 mars 1889, par la Cour de Toulouse (1).

A plus forte raison, un syndicat ou son représentant n'aura-t-il pas accompli un acte de commerce, quand il aura acheté des denrées pour les céder aux membres du syndicat au prix courant. C'est ce que décide un arrêt de la Cour de Bordeaux du 6 avril 1888 (2), dans l'espèce suivante : le syndicat des agriculteurs du Périgord avait acheté des sucres de vendanges, soit pour relever le degré alcoolique du vin, soit pour utiliser le marc ; ces sucres avaient été revendus aux membres du syndicat sans réaliser le moindre bénéfice. La juridiction consulaire était évidemment incompétente.

(1) Dalloz, 1890, II, 144.

(2) Dalloz, 1890, II, n° 70. Arrêt réformant jugement du tribunal de commerce de Bordeaux du 29 avril 1885.

Dans toutes ces hypothèses, comme nous l'avons dit, il faut étudier l'opération en elle-même, et admettre une compétence civile ou commerciale, suivant son caractère. Souvent le critérium est difficile à établir : c'est une question de fait à résoudre souverainement par les juges du fond. Le syndicat a-t-il pu, a-t-il voulu réaliser un bénéfice. C'est non seulement une question de tarifs, c'est encore une question de circonstances : la majoration permise est évidemment proportionnelle aux frais généraux.

Toutes ces conditions préliminaires étant remplies, le syndicat a la possibilité d'ester en justice : il peut comparaître tant en demandant qu'en défendant, comme partie principale ou comme partie intervenante, devant les juridictions civiles et administratives, ou même comme partie civile dans une instance criminelle ou correctionnelle, soit en première instance, soit en appel, soit devant la Cour de cassation.

Etendue de l'action en justice.

CHAPITRE PREMIER

ACTION EN JUSTICE POUR LA CONSERVATION DU PATRIMOINE SYNDICAL

Il n'est pas contesté que les syndicats professionnels ont le droit d'ester en justice pour la conservation de leur patrimoine.

C'est là le corrélatif nécessaire du droit de posséder. Par le fait même qu'une personne possède quelques biens, elle a le droit d'agir pour leur conservation ou pour leur accroissement.

Si le principe de cette action en justice ne peut être l'objet d'aucune difficulté, il n'en est pas de même des diverses circonstances dans lesquelles elle peut s'exercer et des limites qu'il est nécessaire de lui reconnaître.

La première chose que possède un syndicat professionnel, c'est son nom. Ensuite il possède des biens, soit des meubles, soit des immeubles. Mais quelle qu'en soit la nature, ces biens ne peuvent provenir que de trois sources différentes qu'il est nécessaire d'examiner successivement : cotisations des membres, amendes, acquisitions à titre onéreux ou à titre gratuit. Et enfin en tant que personne morale, possédant un patrimoine, il a certaines responsabilités, soit vis-à-vis de ses membres, soit vis-à-vis des tiers.

SECTION I

Dénomination de l'association professionnelle.

La jurisprudence a toujours considéré le droit au nom comme un véritable droit de propriété.

Le nom, dit un arrêt de la Cour de Paris du 15 mai 1865 (1), est incontestablement la propriété de celui qui le porte.

Le syndicat, en tant que personne morale, sera propriétaire de son nom.

Ce droit de propriété concernant l'appellation du syndicat, appartient uniquement à la collectivité, à la personne morale, distincte de la personne des syndiqués. Ceux-ci pris individuellement n'y ont aucun droit.

(1) D. P., 1866, II, 134. V. aussi *Pand. franç.*, au mot « nom », n° 171.

Défendre la propriété de ce nom contre les tiers ou contre les membres du syndicat qui s'en seraient retiré sera la première action en justice que le syndicat pourra exercer pour la conservation de son patrimoine.

La jurisprudence a eu à se prononcer plusieurs fois à ce sujet.

Le tribunal de commerce de la Seine, notamment, le 7 mars 1890 (1), décide que le titre sous lequel se constitue un syndicat est la propriété collective des adhérents et que celui des membres qui se retire volontairement ne conserve aucun droit à ce titre qui reste la propriété des autres adhérents.

La Cour de Paris eut aussi à se prononcer dans l'espèce.

Elle rendit, le 1^{er} mars 1888 (2), un arrêt confirmant un jugement du tribunal de commerce de la Seine, du 13 novembre 1885 (3), au sujet de la propriété du nom.

La Chambre syndicale de l'éclairage et du chauffage par le gaz avait fait partie de l'Union nationale du Commerce et de l'Industrie pendant assez longtemps; puis, sur une décision prise à l'unanimité de ses membres, elle avait décidé de transporter ailleurs son siège social. — L'Union nationale avait continué néanmoins à faire figurer dans son annuaire la Chambre syndicale de l'éclairage et du chauffage par le gaz. — Beynet, représentant de ce syndicat, réclamait entre diverses choses la propriété du nom de son association.

Le tribunal décide que « ce titre est la propriété de l'associa-

(1) La *Loi* du 19 mars 1890.

(2) *Revue des Sociétés*, 1888, p. 297.

(3) *Revue des Sociétés*, 1886, p. 42.

« tion au nom de laquelle se présente Beynet ès-nom ; qu'il im-
« porte qu'aucune confusion ne puisse s'établir entre la Société
« demanderesse (le syndicat du gaz) et celles analogues pou-
« vant exister à l'Union nationale ; qu'il y a lieu, en conséquence,
« de faire défense à cette dernière d'appliquer le titre de
« Chambre syndicale d'éclairage et de chauffage par le gaz à
« aucun groupe faisant partie de l'Union nationale ».

La majorité des auteurs (1) sont de cet avis et n'ont pas les susceptibilités de M. Hubert Valleroux (2), qui voit dans l'arrêt précité « un précédent qui, s'il se répandait, pourrait donner
« lieu à bien des difficultés ».

C'est pour éviter toute contestation possible au sujet du nom que l'article 4 de la loi belge du 31 mars 1898 décide, dans son paragraphe premier, que les statuts doivent mentionner : « La
« dénomination adoptée par l'union ».

Ce qui donne encore plus de force à cette obligation, c'est qu'aux termes de l'article 6 de la même loi, les statuts doivent être déposés au greffe du Conseil des Mines pour être entérinés et publiés au *Moniteur*.

Une fois ces opérations accomplies, l'union professionnelle possède un état civil ; cela devient pour elle un acte de naissance.

Une nouvelle personne est née dans la société : personne morale, il est vrai, mais enfin personne qui entend jouir des droits que lui confère la loi et qui, pour pouvoir être identifiée, cataloguée en quelque sorte, a besoin d'un nom, d'une appellation et

(1) Glotin, *Etude historique, juridique et économique sur les syndicats professionnels*, p. 212. — Pic, *op. cit.*, p. 128.

(2) *Revue des Sociétés*, 1888, p. 298 et note.

qui, dans ce but, en possède un, celui que lui ont choisi ses auteurs, ses fondateurs.

« Il va de soi, disait M. Degreef (1), que les syndicats représentés par leurs fondateurs doivent tout au moins manifester
« publiquement leur intention et leur volonté de profiter des
« avantages de la loi. L'Etat ne peut reconnaître en définitive
« que ce qu'il connaît. »

Ce nom sera la propriété de l'union professionnelle, comme le nom des individus est leur propriété personnelle, et seule l'union pourra ester en justice pour défendre ou faire reconnaître ce droit de propriété.

La seule particularité de la loi belge à ce sujet est qu'aux termes de l'article 6, *in fine*, « l'union jouit de la personnification civile le dixième jour après celui de la publication » au *Moniteur*.

SECTION II

Cotisations des membres

Les fonds d'un syndicat sont d'abord constitués par les cotisations de ses membres. L'article 6 de la loi du 21 mars 1884 ne permet pas d'en contester la légalité.

(1) Proposition de loi sur les syndicats professionnels (*Réforme sociale*, 14-21 octobre 1889).

Pratiquement, les cotisations sont donc les principales ressources des syndicats. Leur montant et leur échéance sont déterminés par les statuts.

Par son adhésion au syndicat, l'adhérent contracte l'obligation de payer la cotisation dans les conditions prévues aux statuts et jusqu'à ce qu'il se soit retiré du syndicat.

Lorsqu'il cesse pour une cause quelconque, mort, démission ou exclusion, de faire partie du syndicat, il doit les cotisations échues ; c'est-à-dire, aux termes de l'article 7 de la loi de 1884, la cotisation de l'année courante : ce qui signifie évidemment la cotisation de l'année pendant laquelle la démission a été donnée ou l'exclusion prononcée (1).

Certains auteurs (2) ont même été plus loin. Si la cotisation se paie par semaine, par mois ou autrement, ils estiment que la cotisation due est celle de la semaine, du mois, ou de tout autre terme de temps dans le courant duquel l'adhérent a cessé de faire partie du syndicat.

C'est peut-être aller un peu loin ; mais néanmoins cela est assez logique.

C'est pour éviter des discussions inutiles sur le terme de temps que la loi belge, dans son article 4, § 3, *in fine*, décide que « chaque associé a le droit de se retirer à tout instant de « l'union » et que « celle-ci ne peut, le cas échéant, lui réclamer « que la cotisation échue et la cotisation courante ».

(1) Voir d'ailleurs en ce sens, trib. paix, Marseille, 11 nov. 1885.

(2) Coulet et Lebre, *Guide pratique des syndicats professionnels*, p. 22.
— Glotin, *op. cit.* p. 291. — Pic, *op. cit.* p. 126.

L'application sera donc la même pour la loi belge et pour la loi française.

Quoi qu'il en soit, dans tous les cas où la cotisation est due, il est certain que le syndicat ou l'union ont le droit d'en réclamer le paiement en justice et il n'est assurément pas besoin de remarquer qu'ils ont seuls ce droit, puisque personne en dehors d'eux ne peut en avoir la possession.

SECTION III

Amendes.

Les syndicats édictent quelquefois des amendes contre leurs membres. La légalité de ces amendes a fait naître quelques difficultés.

L'article 416 du Code pénal les prohibait en punissant ceux qui, à l'aide d'amendes, défenses, etc... auraient porté atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

Mais cet article ayant été abrogé par la loi de 1884, il ne semblerait pas qu'il put exister encore une discussion sur la légitimité des amendes. On a soutenu pourtant leur illégalité, en se fondant sur l'article 7 de la loi, qui permet aux syndiqués de se retirer à tout instant du syndicat. Le législateur, dit-on, n'a pas voulu qu'un syndiqué puisse aliéner sa liberté ; or, n'est-ce point le résultat auquel on aboutirait indirectement par une stipulation d'amende ? On devrait donc appliquer le principe général

de l'article 1227, paragraphe 1^{er} du Code civil, qui décide que la nullité de l'obligation principale entraîne celle de la clause pénale.

Dans une autre opinion, on considère que l'abrogation de l'article 416 du Code pénal a pour effet de donner au syndicat le droit d'infliger des amendes, sans tomber sous le coup de la loi pénale. Il n'y aurait plus là un fait punissable pénalement, mais on refuserait une action en justice pour en obtenir le paiement. C'est ce que disait M. Ribot à la tribune de la Chambre :

« Il faut permettre aux syndicats de procéder, au moins vis-à-vis de leurs membres, par certaines amendes ou interdictions dont nous n'admettons pas la validité, au point de vue du droit civil, mais qui, au point de vue du droit pénal, ne peuvent être l'objet d'une incrimination. » Ainsi l'amende serait licite : en édicter une ne constitue pas une infraction. Mais au point de vue civil, l'amende serait irrégulière, puisqu'elle serait privée de sanction.

A notre avis, cette distinction est purement arbitraire. En effet, puisque l'amende n'est plus prohibée, elle est licite. Puisqu'elle est licite, pourquoi la priver de sanction ? Sans doute la liberté du travail est un principe d'ordre public et on ne peut pas déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. Mais en quoi la liberté du travail est-elle atteinte ? Il est bien permis à un commerçant de s'interdire l'exercice d'un commerce pendant un certain temps. Les agents des compagnies d'assurances s'interdisent bien, s'ils quittent la compagnie, de travailler pendant un temps déterminé pour une autre compagnie. Le fait est pourtant bien plus grave

que la stipulation d'une simple amende. Pour nous, la liberté d'un homme n'est pas entravée, parce qu'il s'engage, sous peine d'amende, à respecter un règlement qu'il accepte.

Sans doute, l'amende édictée pourrait être excessive. Mais, dans ce cas, il n'est pas douteux qu'elle serait une atteinte à la liberté, et les tribunaux devraient la réduire à des proportions raisonnables et en rapport avec les faits.

On pourrait, à notre avis, déclarer illégale une amende qui frapperait le syndiqué, qui se retire du syndicat : ce serait, en effet, une aggravation de l'article 7. Mais en dehors de ce cas, les amendes établies pour violation d'un règlement syndical nous paraissent légitimes, et il est difficile de trouver un autre moyen de rendre efficace l'action du syndicat.

En d'autres termes, et comme on l'a dit (1), l'amende n'est pas autre chose qu'une clause pénale, qui peut être ramenée à exécution conformément aux articles 1226 et suivants du Code civil.

La jurisprudence en la matière est assez incertaine. La Cour de cassation n'a pas eu jusqu'à présent à se prononcer sur leur validité. Les Cours d'appel et les tribunaux ont adopté des thèses différentes.

Un arrêt de la Cour de Caen, du 30 mai 1892 (2), a reconnu aux syndicats le droit d'infliger des amendes tout en refusant une action en justice pour en obtenir le paiement.

Voici l'espèce .

Un syndicat avait été fondé par les fabricants de bonneterie

(1) Glotin. — Gain. *loc. cit.*

(2) D. P., 1893, II, 245, *Revue des Sociétés*, 1892, p. 467.

de Falaise, conformément à la loi du 21 mars 1884. Ce syndicat, uniquement composé de fabricants, avait pour objet de veiller aux intérêts généraux de la bonneterie à Falaise : il avait notamment dressé un tarif pour la main-d'œuvre ; et, dans l'article 14 de ses statuts, il était dit que tout membre ayant, par un moyen quelconque, fait travailler au-dessous des prix fixés par ce tarif, ou ayant eu recours à des conventions qui pourraient le modifier, serait passible d'une amende. En vertu de cette disposition, la Chambre syndicale avait intenté un procès à un des membres du syndicat en lui reprochant d'avoir fait travailler à des prix inférieurs à ceux du tarif et l'avait assigné devant le Tribunal civil.

La Cour de Caen refusa au syndicat le droit d'ester en justice pour obtenir le paiement de l'amende, sous le prétexte que le délinquant avait donné sa démission, ce qu'il a toujours le droit de faire en vertu de l'article 7 de la loi, et que par ce moyen il se serait ainsi légitimement soustrait à l'obligation imposée par le syndicat.

En sens inverse, un arrêt de la Cour de Rouen, du 24 mai 1890 (1), a décidé que l'amende n'est contraire ni à l'ordre public, ni à la loi de 1884 et que le syndicat a qualité pour en poursuivre le recouvrement devant la juridiction civile.

Au sujet du règlement d'atelier, la jurisprudence et spécialement celle de la Cour de cassation a reconnu la légitimité des amendes au moins quant à leur principe, se réservant toutefois le droit de les réduire lorsqu'elles paraissent excessives.

(1) D. P., 1891, II, 381.

Ces amendes ont le caractère d'une clause pénale. Pourquoi n'appliquerait-on pas le même principe aux amendes infligées par le syndicat ? Le syndicat a pour but la défense des intérêts professionnels. Si donc, il agit dans un intérêt professionnel, il est légitime de lui permettre d'infliger une amende à ceux de ses adhérents qui ne respecteront pas les conditions consenties dans leurs intérêts.

Quoi qu'il en soit, dans le cas où le syndicat a le droit d'infliger une amende, il a, à notre avis, le droit d'agir en justice pour en obtenir paiement.

Cette opinion peut assez facilement se soutenir en France où la loi du 21 mars 1884 a supprimé l'article 416 du Code pénal qui punissait les « amendes, défenses, proscriptions, interdictions, etc... »

Mais en Belgique, ce n'est guère possible. L'article 310 du Code pénal, devenu en 1867 l'analogue de notre ancien article 416, n'est pas abrogé. La jurisprudence belge l'applique toujours. Elle est même formelle sur ce point.

« L'article 310 », décide un arrêt de la Cour de cassation belge du 7 décembre 1891 (1), « en défendant de prononcer des amendes contre ceux qui travaillent à voulu assurer la liberté des ouvriers ; il a notamment pour but d'empêcher que des ouvriers ne soient maintenus par la crainte d'encourir des amendes dans des coalitions formées en vue d'arrêter le travail... Les demandeurs ne sont pas fondés à contester cette application, sous prétexte que l'article 310 serait étranger aux

(1) *Belgique judiciaire*, 1892, p, 311.

« amendes incriminées, parce que les ouvriers s'y étaient conventionnellement soumis. » Et la Cour déclare la demande de l'union non recevable.

La loi du 30 mai 1892 (loi Wøeste) a même aggravé les pénalités de façon à réprimer plus sévèrement certains faits de grève ; l'emprisonnement, qui était de huit jours à trois mois, est porté de un mois à deux ans et l'amende minimum qui était de 26 francs est portée à 50 francs.

Bien plus, la loi du 31 mars 1898 elle-même a cru bon de spécifier, article 4, § 9, que les sanctions, édictées par l'union pour l'observation de ses règlements, ne peuvent se rapporter à des faits qui seraient de nature à porter atteinte au droit des personnes étrangères à l'union et qu'elles ne peuvent faire l'objet d'une action civile.

La législation belge est donc fixée sur ce point d'accord avec la jurisprudence.

Il serait à souhaiter que le principe « les conventions librement consenties font la loi des parties », soit appliqué aussi bien en Belgique qu'en France lorsque ces conventions ne sont pas contraires à l'ordre public.

La liberté du travail est évidemment le plus grand bien de l'ouvrier. Mais du moment qu'on a reconnu qu'il était indispensable de lui accorder certains droits, notamment celui de se coaliser pour améliorer les conditions de son travail, il est étonnant de voir que l'on refuse aux associations professionnelles (formées spécialement dans le but de donner à cette coalition, à ce groupement une personnalité définie) le droit de poursuivre

en justice l'exécution des conventions librement consenties par l'ouvrier pour la défense de ses intérêts.

Sous le prétexte de protéger la liberté individuelle, on empêche les syndicats de remplir une de leurs plus importantes missions, celle de défendre les ouvriers contre eux-mêmes et contre leur propre faiblesse.

SECTION IV

Acquisitions à titre gratuit ou à titre onéreux.

Le patrimoine de l'association professionnelle peut enfin être constitué par des acquisitions à titre gratuit ou à titre onéreux.

En Belgique, ces questions sont régies par les articles 11, 12 et suivants de la loi du 31 mars 1898.

L'acquisition à titre onéreux ne souffre aucune difficulté, mais l'acquisition à titre gratuit n'a d'effet, dit l'article 12, qu'autant que les unions seront autorisées à acquérir « conformément à l'article 76 de la loi communale ».

Cet article 76 de la loi communale belge (loi du 30 mai 1836) exige l'avis de la députation permanente du Conseil provincial et l'approbation du roi pour les dons et legs au-dessus de 5.000 francs. Il se contente de l'approbation de la députation pour les legs et les dons qui ne dépassent pas cette somme.

Cela tient à l'idée que l'on se fait de la personnification civile.

L'article 12 assimile en quelque sorte les unions à des établissements d'utilité publique. Pour ces sortes de personnes morales, qui tiennent leur personnalité, leur existence de la puissance publique, l'autorisation administrative, sous quelque forme qu'elle soit exigée, se comprend sans difficulté.

Mais si l'on considère les associations professionnelles comme des personnes civiles privées, non pas créées, mais reconnues par la loi, on ne comprend pas qu'on leur impose une incapacité pareille.

Au moment du vote de la loi belge, M. Vandervelde proposa de permettre à l'union de recevoir les dons et legs sans autorisation administrative. Mais le gouvernement et la majorité se montrant hostiles à son projet, il renonça à développer son amendement qui fut rejeté sans discussion.

En France, il semble admis aujourd'hui que les syndicats ont le droit d'acquérir à titre gratuit, c'est-à-dire, de recevoir des dons et des legs. C'est ce que disait du reste formellement le rapporteur de la loi à la Chambre des députés :

« La commission n'a pas cru devoir enlever aux syndicats déclarés la faculté de recevoir des dons. Il est à présumer que, dans la pratique, les bibliothèques syndicales et les écoles professionnelles recevront de nombreux dons de livres, outils, instruments. Il serait injuste de les obliger à dépenser pour l'acquisition de ces objets des fonds qui peuvent utilement grossir les ressources des caisses de retraites et de secours mutuels. »

Il semble même, et cette interprétation est celle de la juris-

prudence (1), que les syndicats peuvent recevoir à titre gratuit même des immeubles, pourvu que ces immeubles soient nécessaires à leurs réunions, à des bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle.

Avec le produit des cotisations, des amendes ou des libéralités mobilières, les syndicats pourront faire des acquisitions à titre onéreux soit de meubles, soit d'immeubles, sauf, pour ces derniers, la limitation de l'article 6.

Ces diverses acquisitions à titre gratuit ou onéreux peuvent donner lieu à des difficultés.

Les immeubles, objets de libéralités, et excédant ceux qui sont nécessaires au fonctionnement du syndicat, doivent, aux termes de l'article 8, « faire retour aux disposants, à leurs héritiers ou « ayant cause ».

S'il s'agit au contraire d'immeubles acquis à titre onéreux, s'ils excèdent les besoins du syndicat, ils « seront vendus et le « prix en sera déposé à la caisse de l'association ».

Dans tous ces cas, il y a lieu, pour le syndicat, d'agir en justice et il en a incontestablement le droit : c'est ainsi qu'il a compétence pour défendre à une demande en nullité de libéralités. Il en est de même s'il s'agit de la résolution de la vente.

Chaque fois que le patrimoine du syndicat peut être attaqué, le syndicat a le droit d'agir. Il a, par exemple, les actions pétitoires et possessoires. Car personne ne pourrait agir en dehors de lui.

(1) Cass., 26 mai 1894. D. P., 1895, I, 217 et la note. — Trib. Civ. Seine, 3 août 1899, *Gaz. Trib.*, 1^{er} octobre 1899.

Il en serait de même des actions nécessaires pour le recouvrement des créances.

Ces actions, d'ailleurs, ne souffriraient aucune difficulté. Si, par exemple, le syndicat est locataire de l'immeuble où est son siège social, personne ne pourrait lui nier le droit d'intenter une action contre le propriétaire pour trouble dans sa jouissance et, en sens inverse, il est indéniable qu'il peut être attaqué pour abus de jouissance.

Propriétaire de l'immeuble, il peut être attaqué par les propriétaires voisins ou les poursuivre lui-même soit pour acquérir la mitoyenneté d'un mur, soit pour toute autre cause.

Toutes ces actions n'appartiennent et ne peuvent appartenir qu'à lui.

SECTION V

Marques de fabrique.

La loi belge, bien plus complète que la loi française dans beaucoup de points de détail, prévoit notamment, au sujet du patrimoine de l'union professionnelle un cas qui peut donner lieu en justice à des actions soit en demandant, soit en défendant.

L'article 2 de la loi du 31 mars 1898 décide *in fine* :

« L'union peut déposer et posséder des marques de fabrique ou de commerce pour l'usage individuel de ses membres...

« Elle est seule propriétaire de la marque ; elle en permet l'usage
« à ses membres aux conditions de son règlement... »

Supposons qu'une union, en vertu de ce texte, se rende propriétaire d'une marque de fabrique, aussi bien à titre onéreux qu'à titre gratuit : elle en sera « seule propriétaire » et aura, par conséquent, seule le droit d'ester en justice pour toutes les contestations qui pourraient s'élever au sujet de cette marque.

En France, nous ne trouvons rien de semblable dans la loi, mais il n'est pas douteux que si un syndicat professionnel ne peut pas avoir pour objet l'exercice d'une profession, la fabrication ou la vente de produits, il ne peut pas davantage posséder valablement une marque de fabrique.

La jurisprudence a, du reste, décidé qu'un syndicat n'avait pas qualité pour s'assurer ou pour assurer à ses adhérents la propriété d'une marque par le dépôt au tribunal de commerce. Il ne peut pas, par conséquent, poursuivre comme propriétaire d'une marque une prétendue contrefaçon (1).

On rencontre pourtant une espèce qui, au premier abord, pourrait sembler en sens inverse ; il n'en est rien. Le syndicat des brasseurs et entrepositaires de bière des environs de Paris et la chambre syndicale des entrepositaires de bière de Paris, avaient établi un dépôt général et collectif de cannettes vides pour l'échange périodique des verres portant des marques de provenances diverses et pour la remise aux syndiqués intéressés des verres portant leur marque personnelle.

(1) Aix, 22 novembre 1906 ; *Gaz. des Trib.*, du 5 janvier 1907 ; *Revue des Sociétés*, 1907, p. 260. — Trib. civ. de Périgueux, 14 février 1907 ; *Revue des Sociétés*, 1907, p. 266.

Ces syndicats firent saisir chez un brasseur une certaine quantité de cannettes pleines et revêtues des marques ou étiquettes appartenant aux divers syndiqués, le poursuivirent pour usage frauduleux de marque et demandèrent sa condamnation à des dommages-intérêts.

La Cour de Paris, dans un arrêt en date du 20 mai 1897 (1), considéra que les syndicats en question n'étaient « ni propriétaires d'une marque de fabrique spéciale, ni co-propriétaires « ou cessionnaires d'aucune des marques appartenant à leurs « membres syndiqués » et ne pouvaient se substituer à ceux-ci pour réclamer la réparation du préjudice qui leur était individuellement causé.

La Cour de Paris n'a donc pas eu à examiner la question de principe de savoir si un syndicat professionnel pouvait être directement titulaire d'une marque de fabrique ; il ne semble pas douteux, dans l'état de notre législation, qu'il faudrait se prononcer dans le sens de la négative : la question paraît liée à celle de savoir si un syndicat peut faire le commerce, qui sort du cadre de notre étude et que nous n'avons pas à examiner ici.

Remarquons toutefois qu'il y a lieu de faire une réserve : on pourrait peut-être, sans accorder au syndicat la capacité commerciale, lui reconnaître le droit d'acquérir une marque qu'il ne pourrait pas exploiter lui-même mais dont les syndiqués auraient seuls l'usage et le bénéfice.

(1) *Gaz. Pal.*, 20 juin 1897 ; *Revue des Sociétés*, 1898, p. 104.

SECTION VI

Le patrimoine syndical engagé dans des responsabilités vis-à-vis des syndiqués et vis-à-vis des tiers.

Il est certain aussi que le syndicat peut agir en justice, comme défendeur, chaque fois que sa responsabilité est engagée et, comme demandeur, chaque fois qu'il a subi un préjudice.

Si, par exemple, le syndicat était diffamé, il aurait incontestablement le droit de poursuivre le diffamateur. S'il était victime d'un vol ou d'un détournement, nul ne lui contesterait le droit de se porter partie civile et de demander le remboursement de ce qui lui aurait été dérobé.

De même en matière contractuelle, quasi-contractuelle ou quasi-délictuelle. Si un incendie se déclarait dans l'immeuble occupé par le syndicat, celui-ci aurait certainement le droit de plaider contre son assureur ; il aurait aussi incontestablement, le cas échéant, le droit d'exercer le recours des voisins.

Mais, dans toutes ces hypothèses, aucune difficulté n'est possible, pourvu que la constitution du syndicat soit régulière.

Il n'en est pas tout à fait de même dans les cas de responsabilité syndicale : quelques difficultés se sont présentées qu'il faut rapidement indiquer.

C'est ainsi que les syndicats cherchent fréquemment à exercer une action sur leurs membres : « à s'arroger sur eux », comme

le dit un arrêt de la Cour de Lyon (1), « une sorte de juridiction domestique ». Ils traitent avec le patron et veulent obliger leurs adhérents à respecter les conditions de travail qu'ils ont fixées. Nous avons déjà dit qu'à notre avis, ils avaient le droit, dans ce but, d'imposer des amendes et d'en demander le paiement en justice ; mais ils vont souvent plus loin et poursuivent l'ouvrier réfractaire jusqu'après sa sortie du syndicat, pour l'obliger effectivement à obéir à la volonté syndicale.

Or, sans qu'il y ait lieu de rechercher ici les réformes qu'il conviendrait de réaliser à ce sujet et les limites qu'il conviendrait d'établir aux pouvoirs du syndicat, nous dirons seulement que le syndicat outrepassé dans ce cas les pouvoirs qui lui sont reconnus par la loi de 1884. L'article 7 donne à chaque membre le droit de se retirer à toute époque du syndicat, et, par conséquent, le droit de se soustraire à tout instant par sa démission aux obligations imposées par le syndicat. Vouloir obliger l'ouvrier est contraire aux dispositions de l'article 7.

C'est ce qu'a décidé la jurisprudence à plusieurs reprises.

Une des espèces est intéressante et précise bien la question. A la suite du congédiement d'un ouvrier et de son remplacement par un autre, nommé Oberlé, qui était syndiqué, le syndicat éleva la prétention d'imposer à Oberlé le partage du travail aux pièces, dont il bénéficiait seul, avec l'ouvrier congédié ; à la suite de pourparlers restés sans résultat, Oberlé se refusa à se soumettre aux exigences du syndicat ; à la suite de ce refus, les ouvriers syndiqués entraînèrent tous les ouvriers de l'usine à se

(1) D. P., 1894, II, 305.

mettre en grève et firent connaître au directeur que la grève ne cesserait que si l'expulsion d'Oberlé était prononcée ; le lendemain, Oberlé était expulsé. Il était ainsi privé de travail ainsi que sa fille employée dans le même atelier. Il attaqua le syndicat, lui demandant réparation du préjudice causé. Le tribunal civil de Lyon déclara le syndicat non responsable. Mais la Cour, dans son arrêt du 2 mars 1890 (1), réforma le jugement et condamna le syndicat à 500 francs de dommages-intérêts. Voici comment cet arrêt délimite la responsabilité syndicale :

« La liberté n'a été accordée au syndicat que pour protéger
« les intérêts professionnels de leurs membres dans leurs rela-
« tions avec les patrons. Un syndicat ne peut, par suite, appliquer
« son autorité à résoudre des conflits entre ouvriers. Si l'un des
« membres du syndicat refuse de se soumettre à une décision
« du comité directeur rendue en faveur de ses camarades, le
« syndicat ne peut employer légitimement la grève pour forcer
« le patron à congédier cet ouvrier. »

Sans avoir à critiquer ici ce principe, nous dirons seulement que le syndicat est responsable s'il emploie même les armes qui lui sont reconnues, telles que le droit de grève, pour des objets illicites.

On doit se demander, dans tous les cas, quel est le but visé par le syndicat. S'agit-il de l'étude et de la défense des intérêts économiques de ses membres ? Si oui, l'action du syndicat est licite, à moins qu'il n'emploie des moyens délictueux. Si non,

(1) D. P., 1894, II, 305 et la note

l'action du syndicat est illicite, alors même qu'il userait d'un droit qui lui est reconnu dans la loi.

C'est ainsi, comme le constate M. Planiol (1) que les menaces de grève adressées aux patrons cessent d'être licites dans deux cas :

1^o Lorsque le syndicat cherche à ramener un de ses membres démissionnaire ou à le punir d'avoir démissionné.

2^o Lorsqu'il veut obliger un de ses membres à se conformer à une délibération prise sur un objet étranger à l'institution des syndicats.

Dans le premier cas, le syndicat viole l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 ; dans le second cas, il viole l'article 3.

Dans une espèce analogue à celle que nous indiquions ci-dessus, un ouvrier avait refusé de faire partie d'un syndicat et, sous menace de grève, l'ouvrier avait été expulsé. Il demanda une indemnité au syndicat qui avait voulu « l'empêcher, par tous les moyens, de travailler dans les usines d'impression et notamment dans celle du patron qui l'avait congédié ».

La Chambre civile de la Cour de cassation, dans un arrêt du 22 juin 1892 (2), a décidé que le syndicat avait outrepassé ses droits. On ne peut pas dire, en effet, qu'il avait agi pour l'étude et la défense des intérêts professionnels.

Sur renvoi, la Cour de Chambéry décida dans le même sens le 14 mars 1893 (1).

(1) Note dans D. P., 1894, II, 305.

(2) D. P., 1892, I, 449.

(3) D. P., 1893, II, 191.

Mais on peut se demander, dans le cas où des dommages-intérêts seraient prononcés, à quoi servirait à un ouvrier le titre qu'il aurait obtenu si, pour sauvegarder son patrimoine et fuir les responsabilités, le syndicat condamné en venait à se dissoudre.

La jurisprudence a eu à trancher un différend de cette espèce et elle estima que lorsqu'un ouvrier, indûment mis à l'index par un syndicat, a obtenu contre ce syndicat une condamnation à des dommages-intérêts, il est recevable, au cas où le syndicat s'est dissous, à demander que ces anciens président, directeur et administrateurs soient tenus personnellement de la condamnation prononcée.

Mais il doit alors établir que les anciens administrateurs du syndicat ont personnellement pris part aux actes qui ont été jugés coupables par le jugement originaire et ont entraîné la condamnation.

Ainsi décide un jugement de la première Chambre du tribunal civil de la Seine en date du 5 décembre 1905 (1).

Le syndicat peut outrepasser ses droits non seulement vis-à-vis des ouvriers, mais encore vis-à-vis des tiers ou des patrons et, dans ce cas, il est encore responsable. La question s'est présentée en ce qui concerne la mise à l'index. Parfois, lorsqu'un patron refuse d'entrer en relations avec un syndicat, ce patron est mis en interdit. On enjoint aux ouvriers syndiqués de ne pas travailler chez lui.

D'un façon générale, on reconnaît que la mise à l'index est li-

(1) *Revue des Sociétés*, 1906, p. 440.

cite (1). Mais elle deviendrait illicite et le syndicat pourrait être poursuivi si la mise à l'index s'accompagnait de délit ou de quasi-délit, tels que des violences ou une diffamation, si, par exemple, dans les affiches portant mise à l'index contre le patron, le syndicat énonçait contre le patron des faits de nature à nuire à son honneur ou même à sa probité commerciale.

C'est en ce sens que s'est prononcé un arrêt de la Cour d'Amiens du 7 juillet 1905 (2).

Dans tous ces cas, le syndicat a le droit d'ester en justice soit en demandant, soit en défendant.

L'action du syndicat pour la conservation de son patrimoine ne donne donc pas lieu, en pratique, à de sérieuses difficultés : nous ne nous y arrêterons pas plus longtemps.

On peut remarquer en terminant que, ni dans la loi française, du 21 mars 1884, ni dans la loi belge du 31 mars 1898, il n'existe une disposition formelle permettant explicitement l'action en justice pour la conservation du patrimoine.

On peut dire, en effet, qu'une disposition spéciale est inutile : chaque fois qu'une personne soit physique, soit morale, a le droit d'acquérir ou d'aliéner, ou même seulement de posséder, elle a comme corollaire nécessaire le droit d'exercer les actions en justice qui se rapportent à sa propriété.

(1) *Pand. franç. Rép.*, v° *Syndicats professionnels*, n° 37.

(2) *Revue des Sociétés*, 1906, p. 291.

CHAPITRE II

ACTION EN JUSTICE DANS UN INTÉRÊT COLLECTIF

Nous venons de voir que les syndicats professionnels avaient incontestablement le droit d'agir en justice, pour la conservation de leur patrimoine. C'est là la conséquence nécessaire de leur personnalité civile. Puisqu'ils ont un patrimoine, ils ont aussi comme corollaire le droit d'augmenter ce patrimoine et de le défendre : du droit de propriété même restreint, résulte le droit d'ester en justice.

Mais où s'arrête ce droit ? Le syndicat pourra-t-il agir dans des cas autres que ceux où son patrimoine est directement intéressé ? Assurément oui, et les syndicats professionnels ne pourraient pas remplir leur mission, s'ils étaient privés de l'arme la plus efficace, de celle-là même qui leur permet de donner une sanction à leurs droits. Aussi a-t-on tout de suite compris qu'on ne pouvait pas légitimement parquer les syndicats dans un domaine trop étroit.

Puisqu'on leur donnait comme mission la défense des intérêts professionnels, il fallait bien, quelque défiance qu'on manifestât à leur égard, leur reconnaître le droit d'agir chaque fois que

les intérêts généraux qu'ils étaient chargés de sauvegarder pouvaient se trouver compromis. La pratique a vite montré d'ailleurs que les syndicats n'entendaient pas considérer leurs droits comme lettre morte. Ils se sont constitués partie civile dans des poursuites correctionnelles ; ils ont poursuivi eux-mêmes directement les atteintes portées à leur profession, etc... D'autre part, ils avaient passé avec les patrons des contrats collectifs de travail dont ils ont eu parfois à poursuivre l'exécution. Il a donc fallu délimiter leur droit, et la difficulté a été grande ; car, comme nous allons le voir, la loi du 21 mars 1884 n'avait rien précisé à cet égard.

Nous étudierons dans ce chapitre ce qui concerne l'action du syndicat dans un intérêt collectif ou professionnel, en exceptant toutefois le contrat collectif de travail qui fera l'objet du chapitre suivant.

Nous allons donc exposer d'abord la législation française, et l'application qui en a été faite par la jurisprudence ; nous verrons ses lacunes, et les modifications qu'il conviendrait d'y apporter.

SECTION I

La législation et la jurisprudence françaises.

Aucun texte de la loi du 21 mars 1884 ne vise expressément le droit pour les syndicats professionnels d'agir en justice dans un intérêt collectif. L'article 6 leur reconnaît bien le droit d'ester

en justice, mais sans indiquer dans quels cas ce droit peut être exercé. Toutefois, aux termes de l'article 3, les syndicats ont pour objet « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

Il semble donc indéniable, lorsque la défense de ces intérêts économiques industriels, commerciaux et agricoles est en jeu, que le syndicat doit pouvoir agir. Mais dans quelle limite ?

La difficulté est seulement reculée. Où s'arrête la défense des intérêts économiques ? Ce terme, très général et très vague, peut légitimer toutes les actions : la loi de 1884 contient à cet égard une regrettable lacune, qui, dès le lendemain de la loi, donna lieu à de graves divergences d'appréciation.

En 1885, en effet, les tribunaux eurent à résoudre diverses difficultés.

Lorsqu'on parcourt les solutions données à la question par les auteurs ou par la jurisprudence, on est surpris des divergences, ou même des contradictions rencontrées. C'est qu'il n'existe dans la loi aucun principe directeur : la jurisprudence a dû faire en la matière œuvre prétorienne. Mais il est assez malaisé de dégager des règles générales de cet amas de décisions où le fait l'emporte souvent sur le droit et où les magistrats ont parfois jugé selon leurs tendances.

Essayons malgré tout d'établir quelques points de repère pour marquer à quelle étape en est arrivée l'action du syndicat.

Par sa fonction même, le syndicat est chargé de la défense des intérêts professionnels. Il représente l'ensemble de la profession ; il rentre directement dans ses attributions de sauvegarder les intérêts généraux de cette profession, d'obtenir, par exemple,

des pouvoirs publics une amélioration dans la législation, des droits de douane favorables, etc., etc.

Lors donc qu'un obstacle ou une gêne existe pour la profession qu'il représente, s'il est possible de faire tomber cet obstacle ou cette gêne en les poursuivant devant les tribunaux, il n'est pas douteux que le syndicat ait le droit d'intenter cette action.

En d'autres termes, par la création du syndicat, il s'est formé une personne morale nouvelle dont l'individualité est distincte de celle des syndiqués. Le domaine d'action de ceux-ci est tout à fait distinct du domaine d'action de celle-là. Le syndicat n'a pas pour but de défendre les divers intérêts individuels de ses membres, ni même l'ensemble de ces intérêts individuels : sa mission est autre.

Il doit sauvegarder des intérêts généraux, qui sans doute profiteront indirectement à chacun des syndiqués, mais sont distincts des intérêts individuels de ces derniers.

Voici, par exemple, un commerçant qui, par des actes indignes de concurrence déloyale, a causé un préjudice appréciable à toute une catégorie de commerçants de la localité. Chacun des commerçants atteints aura incontestablement et personnellement le droit de demander au concurrent déloyal la réparation du préjudice direct dont il pourra justifier. Mais en dehors de ce préjudice personnel à chacun des commerçants et dont seuls ceux-ci peuvent se plaindre, il peut en exister un autre, plus général, mais tout aussi certain, causé à l'ensemble de la profession, tant par le discrédit qui résulte d'une concurrence déloyale que par la mauvaise qualité des produits vendus ou

toute autre circonstance qui peut rendre plus difficile dans la suite la conquête de la clientèle. Il est indéniable en tous cas, qu'elle qu'en soit la cause, que les intérêts généraux de la profession subissent un dommage. Il n'est pas douteux, en conséquence, que, dans cette hypothèse, le syndicat doit avoir le droit d'agir.

Cette action, reconnue au syndicat, est appelée action syndicale. Elle se distingue très nettement de l'action individuelle de chacun des intéressés en ce que seul le syndicat a qualité pour l'intenter. Aucun des syndiqués ne pourrait bien évidemment demander une condamnation pécuniaire basée sur le préjudice causé à l'ensemble de la profession. Quel serait le commerçant compétent pour agir à ce titre ? Ou bien devrait-on reconnaître à chacun le droit égal d'agir ? On se heurterait de toutes parts à des impossibilités. Chaque syndiqué peut seulement demander la réparation du préjudice qui lui est personnellement causé ; c'est au syndicat qu'incombe la poursuite générale destinée à défendre les intérêts généraux.

Cette action syndicale n'a jamais, peut-on dire, été contestée. Elle répond trop bien au but même de l'institution. Il est à remarquer toutefois que dans la pratique cette action syndicale n'existe presque jamais seule ; elle est presque toujours jointe à des actions individuelles ; ou plutôt, l'intérêt général de la profession est presque toujours connexe à des intérêts personnels des syndiqués. Or, pour que cette action syndicale ne soulève aucune critique, ne présente aucune difficulté théorique, il faut qu'elle soit exercée au nom du syndicat lui-même.

Le syndicat qui exerce cette action ne doit pas viser un résul-

tat profitable à ses membres pris isolément ; il faut même que les conclusions ne contiennent rien ayant un caractère purement individuel.

Il est à remarquer que l'action peut être incontestablement syndicale, alors même que les intérêts directement en jeu ne touchent qu'une partie des membres du syndicat. Il n'y a pas, en effet, à se préoccuper des intérêts individuels : il suffit, pour que l'action du syndicat soit légitime, que l'intérêt général de la profession soit en jeu et naturellement l'action syndicale n'est légitime que dans les limites de cet intérêt général.

Ce principe a rarement été proclamé en jurisprudence pour les raisons que nous indiquions tout à l'heure. On le trouve cependant dans les motifs d'un arrêt de la Cour d'Angers du 28 décembre 1906 (1) qui porte que « les actions qui sont justifiées dans un intérêt collectif ou qui tendent à faire respecter les intérêts généraux du commerce ou de l'industrie des personnes syndiquées sont *essentiellement* des actions syndicales ».

Le syndicat doit avoir en premier lieu le droit d'attaquer les règlements administratifs relatifs à la profession et de les déférer au Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat à diverses reprises s'est prononcé pour la recevabilité d'un pourvoi pour excès de pouvoir formé dans ces conditions. Il a même décidé que lorsqu'il s'agit de faire tomber un acte positif qui lèse le syndicat dans ses intérêts généraux, le syndicat pouvait dans tous les cas

(1) *Le Droit* du 23 février 1907.

attaquer cet acte, que l'acte soit individuel ou collectif (1).

Si l'acte attaqué est un acte négatif, c'est-à-dire un acte par lequel l'administration refuse de faire un acte de ses fonctions, la jurisprudence du Conseil d'Etat fait une distinction : elle ne déclare le recours du syndicat recevable que s'il s'agit d'un acte collectif et s'il est fait au nom des intérêts généraux du syndicat directement lésé par ce refus. Il en a été ainsi décidé au sujet d'une association formée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, qui attaquait en Conseil d'Etat le refus d'un préfet d'annuler un règlement municipal (2). La même règle serait appliquée aux syndicats.

S'il s'agissait, au contraire, d'un refus d'autorisation individuelle, l'action en annulation serait elle-même individuelle et ne pourrait être intentée que par l'intéressé. La question s'est présentée récemment au sujet du repos hebdomadaire.

La Chambre syndicale des patrons coiffeurs de Limoges avait formé une demande de dérogation à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire et cette demande avait été adressée pour la totalité des membres qui composent cette Chambre. Le préfet de la Haute-Vienne la rejeta ; la Chambre syndicale exerça un recours contre l'arrêté du préfet. Avait-elle qualité pour agir ? Il est à remarquer que la demande, ainsi que le recours, avaient été formés en bloc, sans même prendre la peine d'indiquer les noms des intéressés. Or, les demandes de dérogation sont en définitive toutes des demandes individuelles ; l'ac-

(1) Conseil d'Etat, 25 mars 1887. D. P. 1888, 3, 56. — 3 juin 1892. S. 1894, 3, 54. — 19 février 1904. D. P. 1905, 3, 57.

(2) Conseil d'Etat, 21 décembre 1906.

tion syndicale ne peut donc pas être recevable. C'est du moins en ce sens que se prononce le Conseil d'Etat, conformément à sa jurisprudence habituelle relative aux recours contre des actes négatifs :

« Considérant, dit-il, que s'il appartient aux syndicats professionnels de prendre en leur propre nom la défense des intérêts dont ils sont chargés, aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, ils ne peuvent intervenir au nom d'intérêts particuliers sans y être autorisés par un mandat spécial (1). »

Il est évident que cette distinction entre les actes individuels et collectifs est parfois bien subtile. On la conçoit certes et, en la consacrant, la jurisprudence a fait une construction savante et peut-être juridique. On peut se demander néanmoins si le seul exposé de cette distinction ne suffit pas à la condamner. Quelle différence de nature y a-t-il entre ces divers actes ? Aucune. Sans doute les demandes de dérogation à la loi sur le repos hebdomadaire sont en principe des demandes individuelles. Mais quelle impossibilité voit-on à ce qu'il en soit formé de collectives ? D'autre part, l'ensemble de la profession n'est-il pas directement intéressé aux autorisations qui pourraient être accordées et la distinction n'est-elle pas arbitraire qui refuse aux syndicats le droit d'agir dans cette hypothèse, sous prétexte qu'il y a des intérêts individuels en jeu ?

Mais n'anticipons pas sur notre discussion et poursuivons l'examen de la législation française.

(1) Conseil d'Etat, 28 décembre 1906. *Bulletin du travail*, 1906, p. 590. Voir les conclusions de M. Romieu, commissaire du gouvernement.

Des principes analogues ont été admis en matière pénale et les syndicats ont été reçus à se constituer partie civile. Le rôle de la partie civile est en quelque sorte double : elle a pour but d'obtenir la réparation pécuniaire du préjudice causé et aussi la réparation morale, par une condamnation pénale, de ce même préjudice.

Ce point n'a pas fait de difficultés sérieuses. Il a été reconnu par de nombreuses décisions. Plusieurs sont relatives à des syndicats de pharmaciens, qui ont été admis à poursuivre les personnes qui portent atteinte à leur monopole, qui, par exemple, sans être pharmaciens, vendent ou mettent en vente des produits pharmaceutiques (1). Il y a là incontestablement un intérêt général de la profession à défendre. Bien mieux, il a été décidé que du moment où la vente des médicaments a été faite moyennant rétribution, le syndicat a droit à des dommages-intérêts, sans qu'il ait à justifier spécialement de l'existence d'un préjudice : la constatation de la vente implique à elle seule l'existence d'un préjudice (2).

Cette jurisprudence, qui avait été confirmée par la Cour de cassation (3), a été définitivement consacrée par la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine qui permet aux syndicats de médecins, chirurgiens, dentistes, sages-femmes, etc., de poursuivre l'exercice illégal de la médecine. L'article 17 leur

(1) Lyon, 8 mars 1888. D. P. 1889, 2, 257. — Lyon, 15 mars 1888. D. P. 1889, 2, 259. — Tribunal correctionnel de Bayonne, 6 juillet 1899, *Gaz. des Trib.*, du 28 septembre 1899.

(2) Grenoble, 7 juillet 1892. D. P. 1892, 2, 582. — Paris, 20 janvier 1886. S. 1887, 2, 129 ; D. P. 1886, 2, 170.

(3) Cass. crim., 5 janvier 1894, Sirey, 1895, 1, 382.

donne le droit « de saisir les tribunaux par voie de citation directe dans les termes de l'article 182 du Code d'instruction criminelle, sans préjudice de la faculté de se porter partie civile dans toute poursuite de ces délits intentée par le ministère public ».

Dans toutes ces hypothèses, il s'agissait de pharmaciens ou de médecins qui ont une sorte de privilège légal. L'atteinte portée à ce monopole touche directement les intérêts généraux de la corporation. Il en est à plus forte raison de même des agents de change, par exemple, qui jouissent d'un véritable monopole et à qui on n'a jamais contesté le droit de poursuivre les coulissiers pour immixtion dans leurs fonctions. Ce n'est du reste là qu'un simple rapprochement, le syndicat des agents de change ayant une constitution juridique toute différente de celle des syndicats professionnels de la loi du 21 mars 1884.

La jurisprudence a dû naturellement aller plus loin encore. Elle a décidé l'intervention du syndicat recevable en tant que partie civile dans toutes les poursuites où l'intérêt général de la profession est réellement en jeu.

La question s'est fréquemment posée en matière de fraude et spécialement de falsification de vin. Le tribunal correctionnel de Narbonne a décidé, par un jugement en date du 19 mai 1903 (1), que les syndicats professionnels agricoles ont qualité pour intervenir dans les procès correctionnels dirigés soit par le ministère public, soit par l'administration des contributions indirectes contre les délinquants en vue d'obtenir réparation du préjudice

(1) *Revue des Sociétés*, 1906, p. 123.

qui leur est causé par la fabrication, la vente ou la mise en vente des vins sophistiqués. « Il importe même peu, dit le juge-
« ment, pour la régularité de l'intervention, que l'action pu-
« blique soit mise en mouvement par le ministère public ou par
« telle ou telle administration, puisque, dans les deux cas, il s'agit
« d'une infraction à réprimer et qu'on ne comprendrait pas qu'il
« fût nécessaire d'exercer une action distincte soit en citation
« directe devant la juridiction correctionnelle, soit en action
« principale devant la juridiction civile. »

La Cour de Bordeaux s'est, à plusieurs reprises, prononcée dans le même sens. L'association syndicale des viticulteurs de la Gironde s'était portée partie civile dans une poursuite correctionnelle dirigée contre des personnes qui, à Bordeaux même, avaient mis en vente des vins mouillés. Le syndicat fut, sur le fond, débouté de sa demande, parce qu'il était constaté que les vins falsifiés n'avaient pas été vendus comme vins de Bordeaux, mais comme étant de provenance étrangère. Les crûs de Bordeaux ne pouvaient se plaindre d'aucun préjudice moral. Mais la demande du syndicat n'avait été écartée que par pure raison de fait ; elle était reconnue fondée en droit (1).

Une solution identique fut admise par la même Cour, par arrêt du 13 mars 1906 (2). Le syndicat des viticulteurs de la Gironde fut, cette fois, sans restriction, admis à se constituer partie civile et son intervention fut déclarée fondée, puisque le syndicat avait pour but « la défense des intérêts de la propriété giron-

(1) Bordeaux, 4 juin 1897. D. P. 1898, 2, 129 et la note de M. Planiol.

(2) Bordeaux, 16 mars 1906, *Gaz. des Trib.*, 13 septembre 1906.

« dine et notamment la poursuite de fraudes relatives à la vente
« ou mise en vente de produits autres que celui de la fermenta-
« tion de raisins frais récoltés dans la Gironde. » Il était décidé,
comme nous l'avons déjà vu au sujet des pharmaciens, que « le
« préjudice causé résultait du délit lui-même et des manœuvres
« pratiquées pour sa consommation. » Le syndicat n'avait donc
« pas à justifier d'un préjudice spécial et certain.

La Cour de Paris a pourtant, par un arrêt du 11 janvier 1907 (1),
refusé au syndicat national de défense de la viticulture française,
le droit de se constituer partie civile dans une poursuite pour
falsification de vin. Mais les motifs de cette décision montrent
bien qu'elle n'est pas une exception au principe que nous venons
d'établir. C'est, qu'en effet, dit l'arrêt, « un syndicat ou une
« association quelconque ne saurait, en se donnant pour but la
« répression d'une certaine catégorie de délits, s'attribuer le
« droit de poursuivre les auteurs de ces infractions ; ...si l'on ad-
« mettait une pareille faculté, il serait facile de dépasser les li-
« mites dans lesquelles le Code d'instruction criminelle a en-
« fermé l'exercice de l'action publique et de l'action civile pour
« éviter aux citoyens le danger de poursuites vexatoires ;... le but
« d'une association définit son champs d'activité, mais ne lui
« confère pas des droits ne résultant pas des intérêts mêmes dont
« la réunion constitue ce groupement ;

« ...un syndicat de viticulteurs spécialement créé pour la re-
« cherche et la répression des fraudes commises dans le com-
« merce des vins n'a donc pas, par le seul fait de son titre, le

(1) Paris, 11 janvier 1907, *Gaz. du Pal.*, du 19 janvier 1907.

« droit d'intervenir dans toutes les poursuites relatives à la mise
« en vente de vin falsifié, pas plus qu'une société fondée pour
« la répression du braconnage dans tous les procès pour délits
« de chasse ou une association instituée pour la protection de la
« moralité publique, dans les affaires de colportage d'écrits ou
« d'images obscènes. »

En définitive, l'intervention du syndicat était repoussée parce qu'il n'établissait pas l'existence d'un préjudice causé aux intérêts collectifs représentés par lui. Quoi qu'il en soit de cette interprétation des faits, elle n'infirme pas le principe.

Du reste, en sens inverse de cet arrêt, la Cour de Nîmes, par un arrêt du 18 janvier 1907 (1), a admis le même syndicat national de défense de la viticulture française comme partie civile dans une poursuite identique pour le même délit de mise en vente de vin falsifié.

La Cour de cassation a consacré cette thèse. Il a été jugé par elle, il y a déjà plusieurs années, qu'un syndicat de marchands de vin de Champagne avait qualité pour agir comme partie civile contre un fabricant de vin de Saumur qui avait qualifié de « Champagne » les produits de son fonds (2).

Il en a été de même dans une affaire où le syndicat national de défense de la viticulture française était en cause. Il a été admis à se constituer partie civile dans des poursuites intentées par le ministère public pour fabrication de vin artificiel. L'arrêt dit même expressément que la constatation par une Cour d'appel

(1) Nîmes, 18 janvier 1907, *Gaz. des Trib.*, du 7 février 1907.

(2) Cass., 26 juillet 1889. D. P. 1890, 1, 239.

que la fabrication frauduleuse de vins artificiels ou la vente de ces produits, ou la réalisation de bénéfice à l'aide de cette vente ont fait éprouver un dommage certain aux viticulteurs honnêtes constitués en syndicat, justifie l'allocation à ce syndicat de dommages-intérêts (1).

Dans toutes ces hypothèses, il y a un intérêt général certain. Certes, on y trouve un intérêt pécuniaire, mais qui correspond au dommage général causé à l'ensemble de la profession. Il y a aussi et avant tout un intérêt d'ordre public qui légitime indiscutablement l'action du syndicat. La répression des délits a par elle-même un caractère d'intérêt général. Sur ce point encore, comme on le voit, le droit d'action des syndicats n'a pas été sérieusement contesté.

La thèse de la jurisprudence a été formellement consacrée par la nouvelle loi du 29 juin 1907, tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage. L'article 9 est ainsi conçu :

« Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars
« 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou
« de la viticulture, ou du commerce et trafic des vins, pourront
« exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les
« droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64,
« 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux
« faits de fraudes et falsifications des vins, prévus par les lois des
« 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897,
« 1^{er} août 1905, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir,

(1) Cass., 1^{er} mars 1906, *Gaz. des Trib.*, du 7 février 1907.

« s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, « en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil ».

Comme on le voit, la majorité des arrêts avait devancé la loi. Dorénavant donc les syndicats pourront, sans contestation possible, se porter partie civile dans toutes les poursuites pour falsification et dans toute l'étendue de la France, sans qu'il y ait à distinguer suivant les régions.

Pouvait-on s'arrêter là ? Evidemment non. La limite entre l'intérêt général de la profession et l'intérêt individuel des membres est trop incertaine pour qu'un pas de plus en avant ne soit pas fait. Une poursuite pénale est une preuve de l'intérêt général que présente le fait poursuivi. Mais la profession tout entière peut avoir un intérêt général à la solution d'un procès, alors même qu'il ne s'agit pas de poursuites pénales.

C'est ici que la jurisprudence devient incertaine. Analysons-la et nous tâcherons de découvrir la cause de cette incertitude, qui vient, croyons-nous, de la manière défectueuse dont la question a été posée.

On peut remarquer d'abord qu'il s'est fait dans la jurisprudence une évolution très marquée. Dans une première période, qui irait de 1884 à 1892 ou 1895, la jurisprudence a une tendance à restreindre, aux associations professionnelles, le droit d'agir. Puis un revirement se produit et, depuis lors, les tribunaux sont plutôt favorables à l'action des syndicats.

Deux jugements, déjà anciens, ont rejeté les actions intentées par des syndicats agricoles pour obtenir la réparation des dommages causés aux récoltes des syndiqués par des lapins de ga-

renne (1). Dans les statuts, il était cependant stipulé que le syndicat était fondé « pour la défense de tous les intérêts agricoles » et, particulièrement, la réparation, poursuivie à l'amiable ou « judiciairement, des dommages causés aux fermes, jardins et à leurs produits soit par le fait de l'homme, soit par le fait des animaux ou du gibier. » Les tribunaux d'Evreux et d'Arras ont estimé qu'il ne s'agissait pas d'intérêts professionnels communs aux divers syndiqués mais de la réparation du préjudice éprouvé individuellement par chacun d'eux.

On trouve même des espèces en ce sens, en matière de concurrence déloyale. Le tribunal de simple police de Nice n'a pas admis le syndicat des charcutiers à se porter partie civile contre un boucher qui avait contrevenu à un règlement de police, sous prétexte qu'il ne s'agissait pas là des intérêts généraux de la profession (2). La Cour d'Aix a repoussé pour les mêmes motifs la poursuite de la Chambre syndicale des négociants en tissus des Alpes-Maritimes contre un propriétaire de magasin qui avait commis des actes de concurrence déloyale (3).

La Cour de Nancy a de même débouté le syndicat des vins de la Meuse qui poursuivait un marchand de vin (4). Mais dans l'espèce, la décision est basée sur ce motif que les statuts eux-mêmes du syndicat lui interdisaient le droit d'agir.

Quant à l'arrêt célèbre de la Cour de cassation du 1^{er} fé-

(1) Trib. civ., Evreux, 24 octobre 1887. Sirey, 1888, 2, 119.—Trib. civ., Arras, 13 juin 1888. Sirey, 1888, 2, 142.

(2) Trib. police, Nice, 19 mars 1887. *La Loi*, 1887, p. 418.

(3) Aix, 26 janvier 1887, Rousseau et Laisney, *Recueil procédure civile*, 1887, p. 49 et suiv.

(4) Nancy, 4 janvier 1896. D. P. 1897, 2, 68.

vrier 1893, qui refuse au syndicat des tisseurs de Chauffailles le droit d'agir, on sait qu'il est fondé surtout sur ce motif que le syndicat n'avait pas été partie dans la convention de salaire conclue (1).

Sans nous arrêter plus longuement sur cette première période, on peut dire qu'aujourd'hui cette jurisprudence est en grande partie abandonnée. On reconnaît, en particulier, presque toujours aux syndicats le droit de poursuivre eux-mêmes tous les faits de concurrence déloyale dont les syndiqués peuvent avoir à se plaindre. En voici quelques exemples.

Un syndicat de propriétaires et concessionnaires d'eaux minérales a qualité pour demander en justice la réparation du préjudice matériel ou moral causé ou susceptible d'être causé à ses adhérents par des faits de concurrence déloyale ou de tromperie sur la nature de la chose vendue ou tout autre acte illicite (2). Certes, il y a lieu d'approuver le principe de cette décision, mais on peut se demander si elle est bien conforme au critérium admis en général. Le dommage ainsi réparé n'est-il pas, du moins pour ce qui concerne le dommage pécuniaire, un dommage personnel à chacun des syndiqués ? Dans une espèce comme celle-ci, il est à peu près impossible de préciser le domaine des deux sortes d'actions.

(1) Cass., 1^{er} février 1893, *Pand. franç., périod.*, 1894, I, 1. Nous examinerons spécialement cet arrêt, ainsi que l'arrêt de la Cour de Dijon et le jugement du Tribunal civil de Charolles qui l'ont précédé au chapitre suivant relatif au droit des syndicats de faire exécuter les contrats collectifs de travail.

(2) Bourges, 1^{er} août 1894, *Revue des Sociétés*, 1894, p. 544.

La Cour de Nancy (1) a de même trouvé justifiée l'action en concurrence déloyale du syndicat des marchands de vin en gros du département de Meurthe-et-Moselle qui s'était régulièrement constitué dans le but, selon les termes de l'article 1^{er} de ses statuts, de défendre les intérêts collectifs des commerçants de vin en gros. « Or, dit l'arrêt, ces intérêts sont évidemment en cause, lorsqu'il s'agit, pour le dit syndicat, de poursuivre la réparation du préjudice causé à la collectivité des négociants syndiqués par des actes de concurrence déloyale;... en supposant, en effet, ces actes prouvés, ils seraient de nature à établir une inégalité illicite entre le commerçant qui ne craindrait pas d'y recourir et ceux, au contraire, qui exerceraient scrupuleusement leur profession;... de cette inégalité dans les conditions de la concurrence résulterait un préjudice matériel;... d'autre part, le syndicat n'aurait pas moins qualité pour agir en vue de défendre et d'assurer le bon renom des négociants syndiqués compromis, ou tout au moins exposé, par des procédés de réclame blâmables et illicites. »

De même encore le syndicat de la raffinerie de soufre française a le droit de s'opposer à ce qu'un produit frauduleux, ou absolument inférieur, soit apporté sur le marché commercial, sous une dénomination identique, en concurrence avec les produits beaucoup plus riches, connus et demandés par les acheteurs. La Cour d'Aix décide qu'en intervenant au procès, le syndicat a eu pour but l'intérêt général du marché, et non point la satisfaction d'intérêts particuliers (2). Sans doute, il y a en effet

(1) Nancy, 19 avril 1902, *Revue des Sociétés*, 1903, p. 61.

(2) Aix, 26 juin 1906, *Gaz. du Pal.*, 17 novembre 1906.

un intérêt général en jeu, mais il y a bien aussi par certains côtés des intérêts personnels.

Du reste, la jurisprudence est allée plus loin encore. Faisant un pas de plus, elle a décidé (1) que « les actions qu'un syndicat professionnel a qualité pour exercer, sont non seulement celles qui tendent à faire respecter les intérêts généraux du commerce ou de l'industrie représenté par le syndicat, mais en outre celles qui, bien qu'appartenant individuellement aux syndiqués, se tiennent étroitement aux intérêts généraux et collectifs de la profession ».

Cette dernière espèce est particulièrement intéressante. Elle constitue une étape importante, et fait craquer la distinction si laborieusement maintenue, entre l'action syndicale et l'action individuelle.

Le syndicat de l'ameublement de la ville du Mans prétendait que des commissaires-priseurs du Mans faisaient, sous le couvert de leurs fonctions officielles, une concurrence occulte et répréhensible aux fabricants et marchands de meubles de la ville, en vendant au public des meubles et objets mobiliers neufs à l'amiable et à prix débattus. Le syndicat réclamait 40.000 francs de dommages-intérêts : il obtint gain de cause sur le principe. Quelques attendus de l'arrêt sont à citer : ils expriment très nettement un principe qu'on peut, à notre avis, considérer comme certain :

« Attendu que si les actions qui sont justifiées par un intérêt

(1) Angers, 26 décembre 1906, *Gaz. des Trib.*, 28 février 1907 et *Gaz. du Pal.*, 3-4 février 1907.

« collectif, ou qui tendent à faire respecter les intérêts généraux
« du commerce ou de l'industrie des personnes syndiquées, sont
« essentiellement des actions syndicales, l'on ne saurait toutefois,
« sans restreindre arbitrairement le sens et la portée véritables
« de la loi, refuser de reconnaître ce caractère aux actions en
« justice qui, bien évidemment individuelles, en tant qu'elles
« figurent dans les patrimoines particuliers des membres du syn-
« dicat, présentent, en même temps, pour la collectivité tout
« entière elle-même, un tel intérêt et une telle utilité que leur
« exercice rentre bien, par là, dans la mission de défendre les in-
« térêts généraux de la profession, qui appartient et incombe au
« syndicat ; qu'alors d'ailleurs, qu'à raison du même fait dom-
« mageable, la défense des intérêts généraux de la profession et
« celle des intérêts individuels des membres du syndicat, ou de
« certains d'entre eux, se trouvent ainsi étroitement liées, rien
« ne s'oppose, en réalité, à ce que les deux actions soient exer-
« cées simultanément par le syndicat et que, pour qu'elles soient
« efficaces, il y a, au contraire, tout au moins dans la plupart de
« ces cas, une incontestable utilité à ce qu'elles soient soutenues
« en même temps par lui ;

« Attendu que tel est précisément le cas, dans l'espèce, que les
« faits sur lesquels se fonde la demande, et que les premiers
« juges ont avec juste raison déclarés pertinents et concluants et
« admis en preuve, ne sont pas seulement de nature à préjudicier
« aux intérêts particuliers de chacun des marchands de meubles,
« membres du syndicat de l'ameublement du Mans, mais encore
« et incontestablement à porter atteinte aux intérêts communs et
« généraux de la profession ; qu'en même temps, en effet, que

« chacun des membres du syndicat est en droit de se considérer
« comme en ayant été personnellement victime, puisque les agis-
« sements imputés aux commissaires-priseurs auraient eu pour
« but et pour résultat d'empêcher les acheteurs circonvenus par
« eux de s'adresser à aucun des négociants, cette concurrence
« illicite et déloyale aurait par cela même et manifestement pré-
« judicié à ce commerce tout entier : que d'ailleurs, et à raison
« même des conditions dans lesquelles elle aurait été pratiquée,
« elle rendait toute action individuelle impossible aux membres
« du syndicat, dont la défense étroitement liée, ainsi qu'il vient
« d'être dit, à celle des intérêts communs de la profession tout
« entière, rentrait dès lors dans la mission et dans les attribu-
« tions du syndicat en même temps qu'elle ne pouvait être prise
« d'une manière efficace pour la collectivité que par lui seul. »

Comme le remarque très justement l'arrêt de la Cour d'An-
gers, il s'agit d'intérêts qui ne sont pas seulement de nature à
préjudicier aux intérêts particuliers des syndiqués, *mais encore*
aux intérêts généraux et communs de la profession. C'est là en
effet le principe le plus rationnel. Il importe peu qu'il y ait en
jeu quelques intérêts personnels ; il suffit, pour justifier l'action
du syndicat, qu'il y ait un intérêt général en cause. En définitive,
(et le mot résumerait tout) le syndicat a qualité pour agir, chaque
fois qu'il y a *un intérêt professionnel* en jeu.

Dans une autre affaire, où n'étaient en cause en réalité que
des intérêts personnels, la Cour d'Amiens a déclaré légitime
l'action d'un syndicat. Un syndicat de propriétaires ou de
locataires d'étangs réclamait des dommages-intérêts à des fa-
bricants de sucre dont les usines déversaient dans les étangs

des eaux nuisibles aux poissons. Il s'agissait d'intérêts particuliers et les dommages dont on demandait réparation étaient bien des dommages individuels. « Sans doute, constate l'arrêt (1), la « pensée de réunir leurs efforts pour soutenir contre les fabricants « un procès long et dispendieux a été l'une des causes, ou si « l'on veut la cause véritable, ayant déterminé les poissonniers à « se constituer en syndicat ; mais il n'en est pas moins certain « que le syndicat a en vue un intérêt général et collectif, la re- « production, la conservation et la vente du poisson ».

Ainsi, tout en reconnaissant qu'il s'agit avant tout d'intérêts individuels, on permet au syndicat d'ester en justice. Aussi cette décision a-t-elle été critiquée, en particulier par M. Planiol.

Mais il se trouve que la jurisprudence, qui est devenue peu à peu favorable aux pharmaciens, aux médecins, aux pisciculteurs, aux viticulteurs et aux marchands de meubles, s'est au contraire montrée sévère pour les syndicats agricoles et surtout pour les syndicats ouvriers. Nous avons déjà cité plusieurs espèces où l'on a refusé à des syndicats agricoles le droit d'agir (2). Il en a été de même d'un syndicat de propriétaires formé dans le but d'empêcher la chasse et la maraude qui n'a pu poursuivre un maraudeur pris sur la propriété d'un des syndiqués (3). Ce serait au propriétaire lésé à agir. Mais il est vraiment étrange que le syndicat, qui a qualité pour surveiller les propriétés et constater les dommages, ne l'ait pas pour donner une sanction à tous ses autres pouvoirs.

(1) Amiens, 13 mars 1895. D. P. 1895, 2, 536 et la note de M. Planiol.

(2) Voir *supra*, page 78 et suiv.

(3) Trib. paix, Issoudun, 7 février 1902, *Revue des Sociétés*, 1903, p. 70.

Pour les syndicats ouvriers, la question s'est présentée expressément dans deux espèces tout à fait différentes, mais solutionnées toutes deux dans le sens de l'irrecevabilité.

Dans la première, un patron avait embauché pour une coupe de bois un certain nombre d'ouvriers bûcherons non syndiqués. Ils avaient commencé le travail, lorsque plusieurs ouvriers, membres du syndicat, se présentèrent et, de leur propre chef, se mirent à travailler dans la coupe. Plus tard, les ouvriers syndiqués réclamèrent le paiement de leur travail. Le patron refusa, disant qu'il ne les avait pas embauchés et que, bien plus, leur travail avait été tel que, loin d'en recueillir indirectement bénéfice, il en avait éprouvé un préjudice et que, de par son contrat de louage avec les ouvriers embauchés par lui, il avait été tenu de les payer comme s'ils avaient fait tout l'ouvrage. C'est alors que le syndicat des bûcherons demanda le paiement devant le juge de paix, disant agir « au nom et pour le compte des ouvriers » afin d'obtenir « pour eux » paiement des sommes qui leur étaient dues. Il s'agissait évidemment dans l'espèce d'intérêts individuels et, par application de la maxime « nul ne plaide en France par procureur », l'action du syndicat a été déclarée irrecevable (1).

La seconde espèce soulève une difficulté beaucoup plus délicate. Un patron était poursuivi devant le tribunal de simple police de Paris pour contravention aux articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. La Chambre syndicale des employés de la région parisienne se constitua partie ci-

(1) Trib. paix, Aubigny-sur-Nère (Cher), 20 janvier 1906, *Pand. franç. périod.*, 1906, 2, 230.

vile, prétendant que la contravention poursuivie causait aux syndiqués un préjudice matériel et moral. Elle demandait de lui accorder les dépens de son intervention pour réparation du préjudice. Le tribunal de simple police, par un jugement du 23 mars 1907 (1), repoussa l'intervention du syndicat, parce que, dit-il, la contravention ne porte point atteinte aux intérêts généraux de la profession, mais à des intérêts particuliers, la loi du 13 juillet 1906 ayant uniquement pour but d'établir le repos hebdomadaire en faveur de ces employés ou ouvriers.

Il est permis de discuter cette conception. Sans doute le repos hebdomadaire profite à des employés et ouvriers déterminés, et la contravention commise par un patron préjudicie directement aux intérêts des employés et ouvriers de ce patron, mais il y a, dans une pareille question, l'intérêt général de la profession directement en jeu et, en principe du moins, le repos hebdomadaire, comme toutes les lois ouvrières, intéressent tout particulièrement les intérêts professionnels.

Le tribunal ajoute pourtant une considération qui n'est pas à négliger, c'est qu'« accueillir la demande du syndicat, aboutirait « à cette conséquence que le syndicat pourrait intervenir dans « toutes les instances ayant pour objet la répression des infractions aux lois ouvrières ; l'on infligerait de la sorte à un prévenu, pour une même infraction, sous forme de dommages-intérêts, des peines multiples, arbitraires. » C'est là, en effet, un abus qu'on pourrait craindre, et, en attendant que la matière

(1) *Gaz. du Pal.*, du 13 avril 1907.

ait été réglementée législativement, il rentrerait, à notre avis, dans le rôle des tribunaux de les prévenir.

Il est néanmoins nécessaire d'ajouter, pour être complet, que les syndicats ont été quelquefois admis à agir dans des espèces où il s'agissait bien en réalité de défendre les intérêts des syndiqués. Mais il faut ajouter que, dans ces espèces, le droit du syndicat n'était pas contesté par l'adversaire. Le tribunal se bornait donc à examiner si la demande était fondée. On peut citer en ce sens plusieurs décisions relatives à des dommages-intérêts demandés par des syndicats ouvriers pour refus d'embauchage de leurs membres en raison de leur qualité de syndiqués (1).

Telle est, dans son ensemble, l'interprétation donnée par la jurisprudence à la loi du 21 mars 1884. Comme on le voit, on y relève de grandes divergences d'appréciation et même des contradictions formelles. Nous avons vu l'évolution qui s'était opérée dans cette jurisprudence et comment elle en était arrivée, par des concessions successives, à abandonner ses positions premières. C'est que la pratique ne peut pas se plier à des conceptions *a priori*. On a voulu distinguer entre l'action syndicale et l'action individuelle. Mais cette distinction avait été forgée de toutes pièces par les législateurs ou plutôt par les commentateurs ; elle ne correspondait à aucune réalité ; elle devait donc s'évanouir au contact de la pratique, toujours fertile en combinaisons nouvelles.

(1) Trib. commerce Epernay, 28 février 1906, *Gaz. Pal.*, 1-2 mai 1906. Trib. civil de Lille, 12 novembre 1906, *Le Droit*, du 14 novembre 1906. Voir aussi jugement du Tribunal de paix de Coulanges-sur-Yonne, *Gaz. des Trib.*, 5 août 1906.

On avait cru trouver un critérium que la jurisprudence avait adopté pendant longtemps. Le syndicat, disait-on, aura qualité pour agir chaque fois qu'il y aura en jeu des *intérêts collectifs*. C'est même ce qu'a expressément formulé la Cour de cassation dans l'arrêt que nous avons déjà cité du 24 avril 1896 (1), relatif à un syndicat de poissonniers : « Un fait, dit-il, présenté comme « pouvant entraîner la destruction du poisson des étangs, que les « travaux de l'association ont pour but de conserver, présente un « caractère suffisant d'intérêt collectif pour les propriétaires syndiqués. » Il faut donc en arriver à doser le degré d'intérêt collectif nécessaire pour pouvoir agir. Cette conséquence du principe suffit à le condamner et prouve que la notion d'intérêt collectif n'a pas la précision nécessaire.

Qu'est-ce, en effet, qu'un intérêt collectif ? Comme le fait remarquer très justement M. Planiol (2), « les mots, *collectif*, *collectivité*, qui paraissent avoir entraîné la jurisprudence, n'ont « aucune valeur juridique ». Ce sont eux qui ont créé la confusion.

De quel intérêt collectif s'agit-il ? On a dit parfois qu'il s'agissait de l'intérêt collectif de la profession. Mais le terme n'a plus alors aucune signification. On veut dire *intérêt professionnel*, ce qui est un terme clair et précis et qui correspond exactement au nom et à la mission des syndicats *professionnels*, qui ont pour objet la défense des intérêts *professionnels*.

Mais pour beaucoup intérêt collectif, signifie intérêt d'une

(1) Cass. crim., 24 avril 1896. D. P. 1897, 1, 471.

(2) Voir la note de M. Planiol, dans D. P. 1898, 2, 129.

collectivité. Or, une collectivité est un groupe d'individus. L'intérêt collectif sera donc tout simplement l'ensemble des intérêts individuels des membres du groupe. C'est en ce sens que la Cour de cassation parle d'intérêts suffisamment collectifs. Comme on l'a déjà vu, plusieurs arrêts se fondent sur la même conception.

Il n'est pas difficile de démontrer que cette notion ne peut avoir aucune signification précise et qu'elle ne répond en rien à la fonction des syndicats professionnels.

M. Jay fait remarquer avec justesse dans son cours que la notion d'intérêt collectif ainsi comprise manque de précision. L'intérêt collectif, dit-il, c'est l'intérêt d'un grand nombre de membres, formule trop vague. En effet, à quel moment la somme des intérêts individuels est-elle assez considérable pour constituer cet intérêt collectif? Quel nombre, quelle proportion d'intérêts individuels sont nécessaires pour le former. Aussi M. Jay préfère-t-il l'expression d'intérêt professionnel comme plus juste et plus précise (1).

D'autre part, quel rapport y a-t-il entre l'intérêt collectif ainsi entendu et un syndicat professionnel. Les syndicats, on ne saurait trop le répéter, ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux, agricoles. L'intérêt collectif n'a pas de place dans cette énumération; un intérêt individuel, mais professionnel, rentre, à notre avis, incontestablement dans le domaine et la compétence du syndicat, tandis que, au contraire, un intérêt collectif, c'est-à-dire relatif

(1) Voir dans le même sens Walh. Sirey, 1896, 4, 329, note.

à un grand nombre de membres, voire même à l'ensemble des membres syndiqués, sera hors du domaine syndical s'il n'est pas relatif à un intérêt professionnel.

En un mot, et comme nous le verrons plus loin, le syndicat doit avoir qualité, non seulement lorsque les intérêts généraux de la profession sont en jeu, mais encore pour la défense des droits individuels des syndiqués, chaque fois que ceux-ci tiennent ces droits individuels précisément de leur qualité de syndiqués.

Chaque fois qu'un syndicat revendiquait le droit d'agir, on lui objectait la vieille maxime de procédure « nul ne plaide en France par procureur », qui signifie que personne ne peut faire valoir en justice les intérêts d'un tiers, sans une procuration expresse. Il est admis en effet, aujourd'hui, tant par les auteurs que par les arrêts, que cette règle, quoique non inscrite dans la loi, est toujours en vigueur (1). Mais il ne faut pas étendre cette règle au delà de son domaine et il serait inadmissible que cette maxime d'un autre âge vint paralyser des institutions pour lesquelles elle n'est pas faite.

Du reste, pourquoi invoquer ici cette règle ? Dans la thèse de l'intérêt collectif, cela peut, dans une certaine mesure, se comprendre. Chaque fois qu'il s'agit des intérêts individuels des syndiqués, si l'on admet que le syndicat n'a personnellement le droit d'agir que pour la défense d'intérêts collectifs, il est évident que le syndicat faisant valoir le droit des syndiqués, exerce l'action d'un tiers. Il devrait donc justifier d'un mandat exprès. Mais

(1) Rousseau et Laisney, n. 101 et s. ; Garsonnet, n. 137 et suiv., Cass. 13 février 1878. S. 1879, 1. 293. — Nancy, 18 mai 1879, S. 1879, 2. 520.

cela vient encore de ce que la question a été mal posée.

Lorsqu'il s'agit des intérêts généraux de la profession, il n'est pas contesté que le syndicat a le droit d'agir en son nom et que la règle « nul ne plaide par procureur » ne s'applique pas. Pourquoi ? Parce que le syndicat exerce le droit particulier qui lui appartient de défendre ces intérêts.

Il en serait de même si l'on admettait l'action du syndicat, chaque fois qu'un intérêt professionnel est en jeu. Le domaine du syndicat serait l'intérêt professionnel : quand il défendrait cet intérêt, alors même qu'il défendrait en même temps l'intérêt d'un syndiqué, il agirait en son nom et aucunement au nom d'un tiers.

SECTION II

La législation belge.

Les lacunes de la jurisprudence française donnent lieu, comme on vient de le voir, à de graves abus. La notion d'intérêt suffisamment collectif est interprétée le plus souvent suivant les tendances de ceux qui jugent. D'autre part, en admettant même le principe de cette jurisprudence, les syndicats n'ont pas la possibilité d'ester en justice pour la protection des droits individuels des syndiqués même s'ils ont un caractère professionnel.

De bonne heure, on a cherché à remédier à ces inconvénients. Malgré les efforts de divers auteurs, et en particulier de M. Hu-

bert-Valleroux qui, dans de nombreuses notes et articles, a combattu la tendance jurisprudentielle, le principe est resté théoriquement admis : une modification sérieuse ne peut être obtenue que par une réforme législative. Plusieurs projets et propositions de loi ont essayé de réaliser cette réforme : ils n'ont pas encore abouti.

Avant d'en entreprendre l'étude, il est bon d'examiner la législation belge. La loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles, promulguée longtemps après la loi française, a grandement profité de l'expérience de celle-ci. Le législateur belge a vu les défauts de notre réglementation ; il n'a pas manqué d'y parer. Aussi, sur de très nombreux points, la loi de nos voisins est-elle beaucoup plus parfaite que la nôtre et a-t-elle adopté du premier coup des progrès dont nous attendons encore la réalisation. L'action du syndicat est un exemple frappant de cette supériorité. Les desiderata que nous avons déjà formulés sont expressément contenus dans la loi belge du 31 mars 1898, dont l'article 10 est ainsi conçu en ses deux premiers paragraphes :

« L'Union peut ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, pour la défense des droits individuels que ses membres tiennent de leurs qualités d'associés, sans préjudice au droit de ces membres d'agir directement, de se joindre à l'action ou d'intervenir dans l'instance. »

« Il en est ainsi notamment des actions en exécution des contrats conclus par l'Union pour ses membres et des actions en réparation du dommage causé par l'inexécution de ces contrats ».....

On sait que la question des unions professionnelles fut exami-

née par la commission du travail, qui siégea pendant la plus grande partie de 1886. Cette commission était, dans l'ensemble, favorable à la création des unions et à la reconnaissance de leur personnalité morale. Dans les séances plénières, le 4 et 11 décembre 1886, elle reconnut aux unions le droit de prendre « la défense en justice des intérêts ouvriers ». Le rapport, si modéré et si remarquable de M. Prins, soutint naturellement la même solution. Il permettait aux unions ce qu'il appelait « l'assistance judiciaire (1) » et qui n'était autre que la défense en justice des intérêts ouvriers.

Le projet Begerem, présenté en 1894, faisait une étude de la jurisprudence française et donnait à ses incertitudes une solution précise. Il réservait même au seul syndicat, à l'exclusion de ses membres, la faculté d'ester en justice pour la défense des droits individuels que ceux-ci tirent de leur qualité d'associés. L'exposé des motifs s'exprimait ainsi (2) :

« Si la conclusion des contrats au nom de la collectivité est
« une des attributions les plus utiles des corporations ouvrières,
« on ne comprend guère comment le soin d'assurer le respect de
« ce contrat ne leur incomberait pas. L'intervention du syndicat
« dans la formation de la convention n'est protectrice des droits
« individuels des membres que si le syndicat est armé pour
« poursuivre et l'exécution de ce qu'il a conclu et la réparation
« du préjudice individuel que la violation du contrat a entraîné.
« L'action individuelle est absorbée par l'action de l'union.

(1) *Commission du travail en Belgique*, t. III, p. 53 et suiv.

(2) Briquet, « La législation belge des Unions professionnelles. »
Thèse, Paris, 1900, p. 231 et suiv,

« Telle est la volonté même des membres par cela seul qu'ils
« sont membres. Tel est leur intérêt, car si, isolés, ils sont inca-
« pables d'obtenir des stipulations contractuelles équitables, à
« plus forte raison seront-ils empêchés de les faire respecter
« par eux-mêmes, à travers les longueurs, les embûches et les
« frais d'un procès. »

Ce point a soulevé de vives critiques et a disparu du texte définitif. En effet, pour les actions que nous avons appelées syndicales, c'est-à-dire pour celles qui rentrent exclusivement dans la compétence du syndicat et que les syndiqués n'ont pas qualité pour exercer, le conflit ne peut pas exister : les syndiqués ne sauraient y prétendre. Mais pour les actions individuelles, le principe peut-il être le même ? A notre avis, il est bon que le syndicat ait le droit d'agir. Mais doit-il avoir un droit exclusif ? Au premier abord, cette conclusion paraît exorbitante.

Prenons, en effet, l'exemple du syndicat des poissonniers, que nous avons rencontré dans la jurisprudence française ; ce syndicat poursuivait des fabricants de sucre dont les usines contaminaient les étangs : on a reconnu au syndicat le droit d'intervenir au nom des intéressés. Mais serait-il admissible que chaque propriétaire ou fermier d'étang ait perdu, par le fait qu'il fait partie du syndicat, le droit d'agir personnellement ? Si l'un d'eux, par exemple, se croit particulièrement lésé, il doit avoir le droit d'en demander réparation intégrale et il se peut que ses droits soient, sur ce point, en opposition avec ceux des autres syndiqués.

Il est un cas où il serait peut-être rationnel de donner au syndicat le droit exclusif d'agir, c'est pour ce qui concerne le con-

rat collectif de travail. Une convention collective de travail, en effet, est conclue par le syndicat et non par les ouvriers, qui, bien qu'elle soit passée pour eux, n'y ont été en aucune façon partie ; de sorte que, rigoureusement, le syndicat serait seul en droit de se plaindre de sa violation. Pour les ouvriers, la convention pourrait être à la rigueur considérée comme *res inter alios acta*. Mais dans toutes les autres hypothèses, il est inadmissible que l'action du syndicat fasse perdre l'action du syndiqué.

Le texte de M. Begerem fut combattu vivement à la commission spéciale. On cria à la tyrannie socialiste et le texte suivant fut proposé : « Les unions professionnelles peuvent ester en justice, soit en demandant, soit en défendant... sans préjudice « au droit de ses membres d'agir directement, à l'exclusion de « l'union, de se joindre à l'action ou d'intervenir à l'instance ». Pour respecter les droits des syndiqués, peut-être la commission allait-elle trop loin : son texte était encore trop rigoureux, mais en sens inverse du projet Begerem. Il en résultait en effet que l'initiative du syndiqué empêchait celle de l'union. Aussi, sur la demande d'un député, M. Van Cleempute, on supprima du texte de la commission les mots « à l'exclusion de l'Union. »

Toutefois, il résulte des explications qui ont été données lors de la discussion, que l'union n'a le droit d'intenter les actions individuelles que dans les cas où les intéressés ne les exercent pas eux-mêmes. Dans le cas contraire, le syndicat a seulement la faculté d'intervenir. Mais l'intéressé est toujours maître de son droit : c'est ainsi que, s'il lui plaît de renoncer à son action ou de transiger, l'action du syndicat est éteinte comme l'action individuelle.

Peut-être y aurait-il lieu de faire quelques réserves sur ce point et, à notre avis, l'action du syndicat devrait être plus sérieusement garantie et ne pas se trouver ainsi à la merci du syndiqué. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il y a un intérêt professionnel en jeu, par conséquent un intérêt général.

En dehors de cette réserve, sur laquelle la loi belge serait utilement modifiée, l'article 10 résout dans le sens le plus rationnel et le plus net l'incertitude constatée dans la jurisprudence française.

En Belgique, donc les syndicats ont en premier lieu toutes les actions syndicales qui concernent uniquement les intérêts généraux de la profession, quoiqu'elles ne soient pas directement visées par le texte de la loi. C'est l'évidence même : elle résulte *a fortiori* des droits expressément reconnus.

Mais surtout l'article 10 permet à l'union « la défense des « droits individuels que ses membres tiennent de leur qualité « d'associés ». Comme nous l'avons déjà remarqué, cette formule a eu pour but de résoudre les difficultés qui s'étaient présentées dans la jurisprudence française. M. Begerem, dans son projet, et M. de Sadeleer, dans son rapport, ont étudié cette jurisprudence et se sont prononcés en faveur de l'extension de la capacité syndicale. Ils ont voulu, par la formule qu'ils ont adoptée, résoudre dans le sens le plus favorable aux unions leurs prétentions relatives à l'action en justice.

Lors donc qu'un syndiqué voudra poursuivre un commerçant pour concurrence déloyale, le syndicat aura la possibilité d'exercer cette action ou de se joindre à l'action de l'intéressé.

Dans l'affaire des poissonniers, que nous avons déjà prise

pour exemple, on devrait reconnaître, sans aucune contestation, au syndicat le droit d'agir. Pour les syndicats ouvriers, en particulier, on ne peut pas en Belgique nier leur droit d'action : les bûcherons du Cher et de la Nièvre seraient, dans cette législation, admis à réclamer des salaires dus aux syndiqués dans les conditions que nous avons vues.

Bien plus, le syndicat aurait qualité pour prendre la défense des syndiqués dont on contesterait les droits. Souvent même le syndicat pourra être directement mis en cause ; le rapporteur, M. de Sadeleer, affirme dans son rapport qu'au cas de contrat collectif, le syndicat pourrait être déclaré responsable s'il n'avait pas employé tous ses efforts pour essayer de faire respecter le contrat conclu pour les membres syndiqués. C'est une conséquence, rigoureuse peut-être, mais à notre avis nécessaire, des droits accordés aux syndicats. Un pouvoir ne va jamais sans responsabilité. Il serait dangereux pour les syndicats eux-mêmes, de leur reconnaître des droits trop étendus, en les exonérant de toute responsabilité dans l'exercice de ces droits.

Telle est la législation belge, réalisant ainsi sur la nôtre un important progrès.

Il eut été intéressant d'en suivre l'application dans la jurisprudence.

Malgré toutes nos recherches dans les diverses publications belges, nous n'avons pu y découvrir qu'une seule note relative au droit d'ester en justice des unions professionnelles.

Dans la *Revue du Travail* (1), une note sur la jurisprudence dit :

(1) *Revue du travail*, 1902, p. 401.

« Les unions professionnelles gantoises ont pour la première fois probablement depuis la promulgation de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles, profité de la personnification civile qui leur était octroyée pour ester en justice et réclamer des dommages-intérêts à un journal politique qui les avait accusées d'avoir placé leurs fonds en actions de la Société anonyme de Quatrecht, actuellement en faillite. »

Dans cette espèce d'ailleurs, la recevabilité de l'action n'avait pas été opposée, l'union avait été sans discussion admise à agir.

Ce silence de la jurisprudence belge est au premier abord assez singulier, mais n'a rien en définitive qui doive surprendre.

Seules les unions professionnelles reconnues ont la personnalité civile et par conséquent le droit d'ester en justice. Or, ces unions reconnues, qui du reste sont relativement peu nombreuses, sont presque toutes, surtout les unions ouvrières et agricoles, des associations « chrétiennes » qui ne sont aucunement fondées sur le principe de la lutte des classes. Quoique beaucoup de ces syndicats soient réellement et exclusivement ouvriers, il est indiscutable qu'ils ont vis-à-vis des patrons une attitude moins nettement hostile que les syndicats ouvriers socialistes qui, eux, sont non reconnus. Ils préfèrent la voie de la discussion et de la négociation à la grève.

Dans ces conditions, les conflits, et spécialement les procès, sont très rares. Les associations agricoles, en particulier, sont toutes chrétiennes, le plus souvent elles ont pour conseil le curé de la localité ; aussi sont-elles fort peu combatives. Elles redoutent les procès et les tiers redoutent aussi des actions qui ne peuvent que difficilement aboutir à des résultats pratiques.

Les associations vraiment combatives, socialistes ou indépendantes, ainsi que les associations patronales, s'abstiennent de demander la personnalité juridique. Il est partant fort difficile de les attirer en justice, comme il est encore plus difficile pour elles de commencer des procès.

Il est à remarquer d'ailleurs que les unions professionnelles belges ne sont pas toutes très importantes et que l'intensité du mouvement ne correspond nullement à son extension. Presque tous les grands syndicats refusent absolument de se laisser reconnaître et vivent indépendants, fondant leur droit à l'existence sur les principes constitutionnels qui ont toujours été appliqués d'une manière fort libérale en Belgique. L'article 20 de la Constitution est ainsi conçu : « Les Belges ont le droit de s'associer : « ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive (1) ».

SECTION III

Les projets de réforme.

Depuis quelques années, la réforme des syndicats professionnels est à l'ordre du jour. Tout le monde est à peu près d'accord sur l'orientation de cette réforme vers une extension de leur ca-

(1) Ces renseignements nous ont été personnellement confirmés et complétés par M. Louis Varlez, avocat à la Cour d'appel de Gand, dont la compétence en la matière est universellement appréciée. Nous sommes heureux de l'occasion qui nous est offerte de lui adresser nos meilleurs remerciements pour sa gracieuse obligeance.

pacité juridique. Il ne rentre naturellement pas dans le cadre de cette étude de suivre ces projets dans leurs détails. Nous examinerons seulement ce qui a trait à l'action en justice. Aucun d'eux d'ailleurs n'a la précision des textes de la loi belge.

a) *Proposition Vaillant.*

M. Vaillant a une conception toute personnelle du rôle des syndicats professionnels. Il a, pour eux, une grande sympathie et, s'il paraît disposé, dans sa proposition, à leur accorder tous les droits et tous les pouvoirs, c'est à l'exception de ceux qui pourraient être pour eux une cause de responsabilité.

L'article 6 *bis* de sa proposition dispose : « Les syndicats professionnels ont le droit d'acquérir sans autorisation les biens meubles et immeubles, ils pourront librement employer les sommes provenant des cotisations. » M. Vaillant ne craint pas la main-morte syndicale, non plus que les dangers et les abus qui peuvent résulter d'un trop grand développement de leur force.

Après cette déclaration exorbitante, et par une contradiction singulière, M. Vaillant refuse aux syndicats toute personnalité civile. Sa proposition est muette sur le droit d'ester en justice. Mais, comme le fait remarquer M. Barthou dans son rapport, ce silence est prémédité. Le syndicat ne doit avoir aucune responsabilité pour être à l'abri des deux complices qu'il redoute : les patrons et les tribunaux. Il semble pourtant que le syndicat n'ait rien à redouter de ces responsabilités, s'il agit toujours conformément à la loi.

Quoi qu'il en soit, telles sont les craintes de M. Vaillant qu'il formule ainsi dans son exposé des motifs :

« Ni capacité commerciale, ni personnalité civile pour le syndicat, qui doit rester l'organe des revendications professionnelles, économiques et sociales de la corporation et de la classe ouvrière organisée, *qui doit rester aussi à l'abri des poursuites patronales et des tribunaux qui le dépouilleraient et le ligoteraient*, annulant la part qu'il a déjà conquise du droit de coalition pour lutter et vaincre » (1).

Nous ne discuterons pas longuement la proposition de M. Vaillant, logique certes, mais qui se trouve en contradiction avec la tendance de toutes les législations.

Voici du reste à son sujet l'opinion de M. Barthou dans son rapport (2) :

« La conception de M. Vaillant consiste à accorder aux syndicats professionnels tous les droits et la capacité juridique, la plus étendue, sans que ces droits et cette capacité s'accompagnent d'une responsabilité quelconque. Non seulement, en effet, cette proposition fait disparaître toutes les dispositions pénales qui ont pour objet d'assurer le respect de la loi, mais elle rendrait impossible toute réparation civile.

« On se demande ce que serait, avec un pareil système, la situation des syndicats professionnels envers des tiers. Comment ces syndicats pourraient-ils posséder des immeubles, recevoir

(1) *Documents parlementaires*, Chambre des députés, 1903, n° 703, p. 93.

(2) *Documents parlementaires*, Chambre des députés, 1903, *Annexe* n° 1418, p. 80.

« des dons et des legs, sans faire valoir les droits que cette capa-
« cité leur confère, et comment feraient-ils valoir ces droits, s'ils
« ne jouissaient de la personnalité civile, de la faculté d'ester en
« justice ?

« Le système proposé par M. Vaillant renferme des contradic-
« tions insolubles. Votre Commission du travail estime, au con-
« traire, que, pour les syndicats professionnels comme pour
« toute autre association, la liberté doit s'accompagner de la res-
« ponsabilité.

« Même si elle était susceptible de revêtir une forme juri-
« dique, l'omnipotence tyrannique et irresponsable dont on
« veut gratifier les syndicats professionnels serait le plus redou-
« table cadeau qu'on put leur faire. Elle susciterait contre eux
« des hostilités, cette fois légitimes, sous lesquelles ils succom-
« beraient, et, pour vouloir demander à leur institution ce qu'elle
« ne peut pas donner, on compromettrait les résultats légitimes
« qu'on en peut attendre. »

b) *Proposition Lemire.*

La proposition de M. Lemire est plus conforme aux désirs des syndicats et aux tendances de notre législation. Après avoir posé en principe, comme le fait d'ailleurs la loi du 21 mars 1884, que les syndicats professionnels jouissent de la capacité civile, il ajoute dans le même article 6, paragraphe 2 : « Ils ont le droit d'ester en justice. » Les paragraphes 4 et 5 de cet article indiquent dans quels cas ce droit est reconnu aux syndicats. C'est

d'abord dans le cas de contrat collectif ; la proposition permet expressément aux syndicats, non seulement de conclure des contrats collectifs relatifs aux conditions du travail, mais encore d'en poursuivre l'exécution et d'obtenir des dommages-intérêts en cas d'inexécution de ce contrat. Mais c'est surtout le paragraphe 5 qui nous intéresse. Il est ainsi conçu : « Les syndicats « peuvent en toute matière professionnelle exercer les *actions individuelles* appartenant à leurs membres, nonobstant toute « renonciation antérieure à la naissance de l'action. »

La proposition de M. Lemire est plus compréhensive encore que la loi belge. L'une et l'autre permettent expressément aux syndicats d'exercer les actions individuelles des syndiqués. Mais tandis que la loi belge restreint l'action des syndicats aux droits individuels que les intéressés tiennent de leur qualité d'associés, la proposition de M. Lemire l'étend à toute matière professionnelle.

Il faut remarquer toutefois que cette différence est beaucoup plus une différence de rédaction qu'une divergence de conception. Les syndiqués se réunissent généralement pour la défense de tous leurs intérêts professionnels, de sorte que toute matière professionnelle restera le plus souvent de la compétence du syndicat.

Quoi qu'il en soit, la rédaction de la loi belge nous semble préférable. Elle est incontestablement plus logique. Ce sont avant tout les droits que les syndiqués tiennent de leur qualité de membres du syndicat que ce dernier a la mission de défendre.

La proposition ajoute que les syndicats auront le droit d'agir « nonobstant toute renonciation antérieure à la naissance de

l'action ». Cette précaution peut avoir sa raison d'exister pour ce qui concerne le contrat collectif de travail, mais nous ne voyons pas à quel danger pratique elle peut parer au sujet de l'exercice des actions individuelles de ses membres.

c) Projet Waldeck-Rousseau-Millerand.

Le projet de MM. Waldeck-Rousseau et Millerand affirme, lui aussi, d'abord que les syndicats professionnels ont la capacité civile et qu'ils ont le droit d'ester en justice. Le projet spécifie qu'ils auront ce droit pour poursuivre l'exécution du contrat collectif. Puis l'article 10 ajoute :

« L'entrave volontairement apportée à l'exercice des droits reconnus par la présente loi, par voie de refus d'embauchage ou de renvoi, la mise en interdit prononcée par le syndicat dans un autre but que d'assurer les conditions du travail fixées par lui et la jouissance des droits reconnus aux citoyens par les lois, constituent un délit civil et donnent lieu à l'action en réparation du préjudice causé. Cette action peut être exercée, soit par la partie lésée, soit dans le cas prévu au paragraphe 1^{er} par le syndicat. »

Il résulte bien de ce texte confus et complexe que le syndicat a le droit d'agir, au cas d'entrave volontairement apportée à l'exercice des droits reconnus par la présente loi, par voie de refus d'embauchage ou de renvoi. Mais c'est là une expression bien restrictive. Dans les cas spécialement visés, il s'agit bien d'actions individuelles des syndiqués que le syndicat a le droit d'exercer. Mais l'énumération qui en est faite est limitative. La

proposition Lemire et surtout le texte de la loi belge nous paraîtraient à tous égards préférables.

d) Proposition de la Commission de travail de 1903.

Les divers autres projets de réforme sont muets sur la question qui nous occupe.

Il en est ainsi spécialement de la proposition de loi de M. Dejeante, et, fait plus extraordinaire, de la proposition de la Commission du travail dont M. Barthou a été rapporteur.

Nous avons déjà vu, en réfutant les idées de M. Vaillant, que M. Barthou admettait que les syndicats devaient avoir la faculté d'ester en justice, et qu'il signalait la contradiction qu'il y aurait à leur refuser ce droit, alors qu'on leur reconnaîtrait celui de posséder des immeubles et de recevoir des dons et legs.

Mais aucune disposition de la proposition de loi ne fixe l'étendue du droit d'action en justice. L'article 6 énonce, en principe, que les syndicats professionnels jouissent de la personnalité civile, puis il ajoute qu'ils ont le droit d'ester en justice et d'acquérir sans autorisation à titre gratuit ou onéreux, des biens meubles et immeubles ; il ajoute enfin qu'ils pourront faire des actes de commerce en constituant entre leurs membres une société à responsabilité limitée.

Le droit d'ester en justice n'est ainsi réglementé expressément en aucune façon, mais il est bien certain que dans tous les cas où on reconnaît à l'association professionnelle le droit de posséder ou de contracter, on lui reconnaît implicitement en même

temps la possibilité de poursuivre en justice l'exercice de ses droits.

Toutefois, il est à regretter qu'une disposition formelle ne vienne pas mettre un terme aux difficultés auxquelles s'est heurtée la jurisprudence.

APPENDICE

ACTION EN JUSTICE POUR LA DÉFENSE D'INTÉRÊTS COMMERCIAUX

Depuis quelques années, on discute beaucoup la question de savoir s'il faut reconnaître aux syndicats professionnels le droit de faire le commerce et dans quelles limites. La plus grande partie des auteurs et plusieurs projets ou propositions de loi se prononcent dans le sens d'une plus grande extension de la capacité syndicale à cet égard.

L'étude de cette question ne peut pas rentrer dans le cadre d'un travail comme celui-ci, relatif exclusivement au droit d'ester en justice des syndicats.

Quelle que soit du reste la solution adoptée, il est certain que le droit d'ester en justice suivra une marche parallèle. Si l'on reconnaissait, par exemple, au syndicat le droit d'exploiter lui-même directement un fonds de commerce ou une industrie, il faudrait aussi lui reconnaître le droit corrélatif d'agir en justice, tant en demandant qu'en défendant, pour la défense de ses intérêts commerciaux. Si au contraire, le syndicat n'a pas le droit de faire le commerce, il serait irrecevable à agir dans un intérêt commercial.

Sans entrer dans l'examen de la question de principe, il nous suffira donc d'indiquer ici que, d'après la loi du 21 mars 1884, les syndicats n'ont pas pour mission de poursuivre un but lucratif ni de procurer à leurs membres un enrichissement : en conséquence, ils ne peuvent pas avoir la capacité commerciale.

C'est ainsi qu'ils ne peuvent pas exploiter par eux-mêmes un commerce ou une industrie, ni être titulaires d'une marque de fabrique. Ils ne peuvent pas être concessionnaires de travaux publics. Ils n'ont pas le droit d'exploiter directement une mine(1). Dans toutes ces hypothèses, ils ne pourraient donc pas agir en justice pour la conservation de leurs droits ou la défense de leurs intérêts commerciaux.

Tel est le principe qu'on peut dire absolu. Toutefois, il est certains actes commerciaux à raison de leur forme et de leur nature, que le syndicat a qualité de faire, comme, par exemple, la signature d'une lettre de change. Un syndicat pourrait donc se trouver, pour ce motif, poursuivi devant le tribunal de commerce. Mais cette exception n'infirmes certainement pas le principe.

Parfois aussi, les syndicats font des opérations dans l'intérêt de leurs membres. Ce sont, en particulier, des syndicats agricoles qui achètent pour leurs membres des engrais ou des machines ou bien qui vendent en leur nom un certain nombre de produits. Ces opérations sont aujourd'hui reconnues licites. Le plus souvent, tant pour l'achat que pour la vente, le syndicat se borne à être l'intermédiaire de ses membres et à centraliser leurs

(1) Trib. Saint-Etienne, 21 mai 1889. Lyon, 2 mars 1891.

commandes. Dans ce cas, il n'est pas partie à l'opération.

Mais parfois aussi le syndicat achète en son nom et paye de ses deniers. Dans ce cas, il achète bien pour revendre, ce qui est la caractéristique de l'acte de commerce, mais il n'a pas l'intention de réaliser de bénéfices, ce qui est aussi une condition nécessaire de la commercialité de l'opération. L'opération n'est donc permise au syndicat que s'il ne réalise aucun bénéfice. Il lui est sans doute possible de prélever une petite majoration sur le prix d'achat pour se couvrir de ses frais généraux, mais il ne doit tirer aucun profit supplémentaire de son intervention (1).

Lors donc qu'il agit dans ces limites, les opérations du syndicat sont régulières et peuvent donner lieu à des actions en justice, voire même devant le tribunal de commerce, si l'autre partie est commerçante.

Si le syndicat agissait en dehors de ces limites, il ferait un acte de commerce ; il excéderait ses pouvoirs et pourrait, à notre avis, être déclaré non recevable dans l'action qu'il intenterait. Toutefois, il est bien évident qu'il ne pourrait se prévaloir lui-même de cette irrégularité pour se soustraire à ses engagements.

(1) Bordeaux, 16 avril 1888. D. P. 1890, 2, 70. Toulouse, 26 mars 1889. D. P. 1890, 2, 144. Angers, 29 octobre 1894. D. P. 1895, 2, 88.

CHAPITRE III

ACTION EN JUSTICE POUR ASSURER L'EXÉCUTION D'UN CONTRAT COLLECTIF DE TRAVAIL

La question de savoir si les syndicats ont le droit de passer des contrats collectifs et d'en poursuivre l'exécution se trouve intimement liée à celle du droit qu'ils ont d'agir dans un intérêt collectif, que nous venons d'étudier : les mêmes principes économiques et juridiques étant appliqués généralement dans les deux cas.

Des syndicats ouvriers se sont à plusieurs reprises entendus avec des patrons pour établir d'un commun accord des conventions relatives aux conditions du travail. Mais, s'il naissait une contestation entre les parties au sujet de l'exécution des conventions ainsi établies, certains tribunaux, tout en déclarant la convention parfaitement licite, refusaient aux syndicats le droit d'en poursuivre l'exécution ou de demander des dommages-intérêts pour son inexécution.

Cette solution, qui paraît invraisemblable, a sa base dans une théorie juridique erronée. Ces tribunaux ont cherché à déterminer la nature juridique du contrat collectif et ils l'ont assi-

milé à un mandat ou à une gestion d'affaires. En traitant avec un patron, disent-ils, le syndicat est le mandataire, ou, en tous cas, le gérant d'affaires des ouvriers. Donc il oblige ces derniers : il agit en leur nom et pour leur compte. C'est donc aux syndiqués à poursuivre individuellement l'exécution d'un contrat auquel ils sont parties à l'exclusion du syndicat. Suivant la théorie que nous avons déjà exposée, la jurisprudence décidait que si un dommage était subi par chaque syndiqué en particulier, le syndicat ne pouvait pas agir, puisqu'il ne s'agissait pas de la défense des intérêts collectifs.

Cette conséquence est en contradiction évidente avec le but du contrat collectif : elle suffirait à elle seule à condamner la théorie qui assimile un contrat collectif à un mandat.

La loi belge du reste, dans le même article 10, a, d'un mot, solutionné la question en ce sens :

« L'Union peut ester en justice, soit en demandant, soit en « défendant, pour la défense des droits individuels, que ses « membres tiennent de leur qualité d'associés, sans préjudice du « droit de ces membres d'agir directement, de se joindre à l'ac- « tion ou d'intervenir dans l'instance.

« Il en est ainsi notamment des actions en exécution des con- « trats conclus par l'Union pour ses membres et des actions en « réparation du dommage causé par l'inexécution de ces con- « trats. »

Il résulte même de la discussion de la loi, de l'exposé des motifs de M. Begerem et du rapport de M. de Sadeleer que l'article 10 n'est pas limitatif. Le texte est assez large pour permettre à l'union d'intervenir quand il s'agira de droits profes-

sionnels créés par des contrats où elle n'aurait pas été partie contractante. L'intérêt professionnel justifie toutes les actions de l'union pour le législateur belge.

Ainsi, en Belgique, l'union a le droit, non seulement de consentir un contrat collectif, mais encore d'en assurer l'exécution.

La loi belge pousse même le principe jusqu'à ses dernières conséquences, puisqu'elle permet à l'union, non seulement de poursuivre en justice l'exécution des contrats passés par elle en faveur de ses membres, mais aussi de réclamer les indemnités qui leur sont dues personnellement.

Malheureusement, sur ce point, comme sur tout ce qui concerne l'action en justice des unions professionnelles, la jurisprudence belge est muette pour les raisons que nous indiquions dans le chapitre précédent.

Sur la question du contrat collectif, la législation de nos voisins est en principe supérieure à la nôtre ; mais comme elle n'a pas été appliquée, comme les unions ont en Belgique un caractère un peu différent de celui qu'elles ont en France, il est impossible de tirer de l'étude de cette législation des conséquences qui puissent être pour nous une indication.

Nous sommes donc amenés à l'étude de la législation française dont nous indiquerons l'application et les imperfections, avec les réformes proposées. Mais auparavant, puisque nos lois sont muettes sur ce point, il faut nous demander quelle est la nature juridique du contrat collectif.

Nous avons déjà vu l'importance pratique qu'il y avait à prendre parti sur la question.

SECTION I

Nature du contrat collectif.

« Dans l'industrie moderne, a dit un auteur, le contrat de travail sera collectif, ou il ne sera pas. » Cela en montre bien l'importance, mais l'étude du rôle social et de l'utilité économique du contrat collectif n'est pas à faire ici (1). Ce qui nous intéresse plus spécialement, c'est sa nature même.

De sa nature, en effet, peuvent dériver certaines notions juridiques qui sont indispensables pour connaître de quelle façon il sera passé et de quelle manière les syndicats pourront en poursuivre l'exécution.

Avant de rechercher quelle est sa nature, il est indispensable de le définir. La meilleure définition qu'on en ait donnée, nous paraît être celle de M. Raynaud (2).

« Au point de vue économique, dit-il, il faut entendre par là « tout arrangement relatif aux conditions du travail concernant « plusieurs ouvriers. »

Et au point de vue juridique : « le contrat collectif est un « contrat de droit commun, soumis aux règles ordinaires des

(1) Voir à ce sujet : Sauviat, *De l'extension de la capacité juridique des syndicats professionnels*, Thèse, Paris, 1904, p. 92 et suiv. — Raynaud, *Le contrat collectif de travail*, Thèse, Paris, 1901, p. 191 et suiv. — Bureau, *Le contrat collectif de travail*, Paris, 1902, p. 77 et suiv., 101 et suiv., 183 et suiv.

(2) Raynaud, *op. cit.*, p. 1 et 2.

« contrats, portant sur les conditions du travail et passé entre
« un patron ou un groupement professionnel de patrons, d'une
« part, et des ouvriers réunis en syndicat ou en tout autre grou-
« pement passager, d'autre part, avec ce caractère particulier
« que les conditions stipulées profitent le plus ordinairement à
« des collections d'individus. »

Mais quelle est la nature de ce contrat ? Dans quelle catégorie devra-t-il être rangé ? Suivant les uns, ce serait un mandat ou une gestion d'affaires : le syndicat interviendrait comme intermédiaire, mais nullement comme partie contractante. Pour d'autres, et nous nous rangerons à cette opinion, ce serait une stipulation pour autrui. Pour d'autres enfin, ce serait un composé de ces deux formes juridiques, dont il faudrait combiner les principes d'application.

a) *Le contrat collectif est-il un mandat.*

Que se passe-t-il quand un contrat collectif est conclu ? Le syndicat ouvrier établi, d'accord avec le patron ou avec le syndicat patronal, certaines dispositions, certaines obligations qui doivent être remplies par les patrons et par les ouvriers.

M. Bergeron (1) dit : « Les contrats étant passés par un repré-
« sentant, nous devons appliquer les règles ordinaires du man-
« dat ». Et il ajoute (2) qu'à défaut de procuration expresse, on
peut le considérer comme un mandat tacite reconnu par

(1) Bergeron, *Du droit des syndicats d'ester en justice*, Thèse, Paris, 1898, p. 55.

(2) *Id.*, p. 103 et 104.

l'alinéa 2 de l'article 1985 du Code civil, « l'acceptation du « mandat peut n'être que tacite et résulter de l'exécution qui lui « a été donnée par le mandataire ».

Il paraît, en effet, en première analyse, que ce soit la manière la plus exacte de considérer un contrat collectif de travail.

Dans le fait pour un syndicat de passer un contrat collectif au nom des membres syndiqués, il y a bien un acte ressemblant à s'y méprendre au mandat, mais ce n'est pas un mandat simple et ordinaire, tel qu'il est prévu par les articles 1984 à 2011 du Code civil.

Le mandat est de sa nature essentiellement révocable, sauf, bien entendu, quand il a été stipulé dans l'intérêt du mandant et d'un tiers et quand le mandant renonce à son droit de révocation. Comment les syndiqués révoqueraient-ils le mandat donné par eux, soit d'une façon expresse, soit d'une façon tacite, au syndicat ? En quittant le syndicat ? Evidemment, c'est la seule solution. Mais alors, pour un contrat collectif qui ne leur plaît pas, ils seront obligés de perdre tous les autres avantages dont leur adhésion au syndicat les faisait jouir.

En outre, au point de vue économique, considérer un contrat collectif comme un mandat aurait l'inconvénient de faire disparaître le syndicat après la conclusion du contrat. Les effets en seraient personnels aux syndiqués : il n'y aurait que l'action individuelle des syndiqués pour en assurer l'exécution.

Le mandat est un cadre trop restreint pour le contrat collectif, étant données surtout les aspirations légitimes des syndicats à en exiger eux-mêmes l'exécution avec la force morale dont ils disposent.

b) *Le contrat collectif est-il une gestion d'affaires.*

La gestion d'affaire ne différant pas beaucoup du mandat ; on peut se demander si ce ne serait pas plutôt dans cette catégorie que l'on devrait faire entrer le contrat collectif du travail.

Mais, dans ce cas, on ne pourrait plus considérer le contrat collectif que comme un quasi-contrat de la part du syndicat. Le syndicat deviendrait le gérant d'affaires des syndiqués. L'article 1374 du Code civil lui serait applicable. Il aurait une assez grande responsabilité.

Cela serait encore contraire au rôle économique du contrat collectif. On ne voit pas bien des syndiqués demandant des dommages-intérêts au syndicat parce qu'il aurait passé, avec un patron, un contrat de travail désavantageux pour les ouvriers.

c) *Le Contrat collectif est-il une combinaison du mandat et de la stipulation pour autrui.*

C'est l'opinion de M. Maurice Deslandres.

Ne pouvant pas classer dans les types ordinaires des contrats celui qu'un syndicat passe pour ses membres, il a recours à une conception nouvelle pour l'analyser : il trouve qu'il y a dans l'acte du syndicat un mélange du mandat et de la stipulation pour autrui qui s'explique si l'on combine entre elles les règles de l'un et de l'autre.

« Un mandataire qui reste partie au contrat qu'il passe au

« profit d'autrui comme l'est celui qui a stipulé envers un tiers, « voilà la formule la plus précise que je puisse trouver pour caractériser le rôle juridique du syndicat (1). »

Cette théorie, pour séduisante qu'elle soit, a le grave défaut de manquer de netteté au point de vue juridique et de ne pas correspondre, au point de vue économique, avec l'idée du contrat collectif.

Avant de créer un nouveau type de convention, il faut se demander si les législateurs de 1884 ont eu cette idée. Rien dans les travaux préparatoires de la loi ne peut le faire supposer.

Le législateur n'introduisait pas dans le droit une institution nouvelle. Il créait simplement un état d'exception pour certaines associations professionnelles. Il n'avait pas besoin par là même d'introduire dans le droit une notion nouvelle : les notions déjà existantes devaient suffire pour analyser le contrat collectif.

Nous avons déjà vu précédemment qu'au point de vue économique, les règles étroites du mandat gênent le contrat collectif dans son développement. L'action en justice serait donnée au syndicat par le mandat, la stipulation pour autrui lui donnant seulement la faculté de rester partie au contrat.

d) *Le contrat collectif est-il une stipulation pour autrui.*

Ne serait-il pas plus simple de considérer le contrat collectif comme une stipulation pour autrui (2).

(1) *Pand. franç. pér.*, 1894, p. 3, note.

(2) Cette opinion est celle de M. Raynaud (*op. cit.*, p. 277 et suiv.) et de M. Sauviat (*op. cit.*, p. 90 et suiv.).

Les termes de l'article 1121 ont une élasticité assez grande ; ils ont du reste été assez étendus par une jurisprudence constante pour permettre de les appliquer à notre cas.

La stipulation pour autrui est permise lorsqu'elle est la condition d'une autre stipulation que le stipulant a faite en même temps pour son propre compte.

La jurisprudence a validé la stipulation pour autrui lorsqu'elle était la condition d'une simple promesse faite par le stipulant au promettant (1).

Et on a considéré qu'à côté de l'action du tiers contre le promettant, le stipulant a en outre une action personnelle pour contraindre le promettant à exercer sa promesse vis-à-vis du tiers, mais qu'il ne l'a que s'il y a lui-même intérêt.

Nous admettons sans difficulté avec M. Deslandres (2) que le syndicat n'a aucun intérêt pécuniaire dans ce cas.

L'intérêt pécuniaire sera celui des syndiqués pris individuellement.

Mais l'intérêt du syndicat sera un intérêt moral, un intérêt collectif, ou plutôt, comme nous l'avons vu précédemment, un intérêt spécial, que nous avons appelé intérêt professionnel, intérêt qui peut s'exercer concurremment avec l'intérêt individuel des syndiqués mais qui en est totalement différent.

Comme le dit M. Lambert (3) : « La loi de 1884 a ouvert aux « stipulations pour autrui, qui tendent à la satisfaction d'intérêts « collectifs, un nouveau domaine très large... Ils (les syndicats)

(1) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, II, p. 391 et suiv.

(2) *Pand. franç.*, 1894, p. 1, note.

(3) Lambert, « De la stipulation pour autrui ». *Thèse*, 1893, p. 354.

« sont destinés à procurer des avantages aux syndiqués. Il y a là
« de nouvelles personnes juridiques que le but même de leur
« érection appelle à stipuler tous les jours au profit de leurs
« adhérents. »

M. Raoul Jay est aussi de cette opinion : le contrat collectif dans la plupart des cas, dit-il, et pour beaucoup d'ouvriers, ne peut être considéré que comme une stipulation pour autrui ; car, s'il y a des ouvriers engagés individuellement, beaucoup d'autres ne le seront pas qui, cependant, pourront profiter des avantages.

La jurisprudence peut, en outre, élargir encore l'application de l'article 1121 comme elle l'a déjà fait pour les stipulations pour autrui et permettre ainsi aux syndicats de poursuivre heureusement l'exécution des contrats qu'ils ont passés pour l'amélioration de la condition de la classe ouvrière.

Le contrat collectif, dont nous venons d'analyser la nature juridique en une stipulation pour autrui, s'est développé en dehors de tout texte légal précis qui en aurait été la reconnaissance formelle.

Il s'est imposé par sa force même et par la nécessité de s'adapter aux conditions de l'industrie moderne. Ce n'est qu'après sa naissance qu'on a cherché à le justifier et à le légaliser en quelque sorte en lui étendant les dispositions de l'article 3 de la loi de 1884.

Le contrat collectif a été rendu nécessaire par l'existence de la grande industrie : l'ouvrier isolé ne peut plus, dans un tel état industriel, discuter les conditions du travail ; il n'est pas assez fort pour soutenir ses intérêts, qu'il connaît, du reste, souvent très mal. Mais le contrat collectif a aussi un vaste champ

d'application dans la petite industrie : seul, par exemple, il peut lutter contre les abus du sweating-système et aboutir à des conditions de travail raisonnables pour les intérêts des uns et des autres.

Antérieurement à la loi de 1884, on ne trouve que peu d'exemples de contrats collectifs; il en existait pourtant quelques-uns, mais à l'état isolé. Ils avaient d'ailleurs une situation très incertaine et très précaire, surtout avant la loi de 1864.

La loi du 21 mars 1884, par l'impulsion qu'elle donna au mouvement syndical, vint apporter au contrat collectif un puissant appoint : désormais l'association professionnelle pourra en toute sécurité traiter des conditions du travail. Aussi, à l'heure actuelle, dans presque toutes les industries, des contrats collectifs sont-ils intervenus, mais c'est plus spécialement dans les mines et dans la typographie qu'ils sont nombreux.

Dans cette dernière industrie en particulier, existe une puissante organisation, la « Fédération française des travailleurs du Livre », englobant toutes les Sociétés et Chambres syndicales de la profession et dont l'objet principal est avant tout l'adoption du contrat collectif de travail. Aux termes de ses statuts, elle a comme but : « d'établir un tarif type pour la France en laissant « aux sections, d'accord avec le comité central, le soin d'établir le « prix de base sur la moyenne des salaires de la section, afin « d'éviter l'émigration du travail d'une ville à une autre, émigration produite par les énormes différences des tarifs existants ».

Ainsi, en tenant compte des lois naturelles du salaire et de toutes leurs causes économiques, cette union de syndicats doit,

par l'élaboration d'un tarif type pour l'ensemble de la profession, améliorer considérablement les conditions du travail pour les typographes et passer avec les patrons des contrats qui, conciliant autant que possible tous les intérêts en présence, seront facilement respectés de part et d'autre.

Mais, pour qu'un syndicat passe des contrats efficaces, durables et respectés par tous, il faut avant tout que ce syndicat ait une force morale suffisante. Les patrons ne tiendront compte du contrat conclu et ne seront tenus de le respecter que si le syndicat peut l'imposer à ses membres et le faire respecter par eux.

En Belgique, le contrat collectif est beaucoup moins développé qu'en France. Il est passé par les conseils de l'industrie et du travail et surtout par les unions professionnelles. Mais les renseignements fournis à ce sujet sont peu nombreux : il semble résulter de ceux qu'on possède que le contrat collectif n'a pas fait dans ce pays de progrès bien sérieux.

SECTION II

La jurisprudence française.

En l'absence de règles de droit précises sur le point de savoir si un syndicat professionnel a le droit d'ester en justice pour poursuivre l'exécution d'un contrat collectif qu'il aurait passé,

voyons comment la jurisprudence s'est comportée dans les espèces qu'elle a eu à solutionner.

Examinons toutes ces décisions, rendons-nous compte des raisons qui les ont motivées. Et, malgré l'absence entre elles d'un lien nettement défini, nous essayerons néanmoins de coordonner les motifs qui ont poussé les tribunaux à reconnaître la validité de l'action des syndicats ou à leur refuser d'assurer l'exécution d'un contrat qu'ils avaient été aptes à passer.

Nous chercherons ensuite à établir brièvement quelques règles juridiques sur ce point, règles qui se dégageront naturellement de l'étude de la jurisprudence.

Nous étudierons ces diverses décisions, autant que faire se pourra, dans leur ordre chronologique, voyant avec chacune d'elles les points particuliers mis en lumière par la jurisprudence.

Tout d'abord nous trouvons une décision des tribunaux consulaires. Un contrat collectif de travail était intervenu entre patrons et ouvriers : il avait été déposé au greffe du Conseil des Prud'hommes et était affiché dans les ateliers ; ce contrat, entre autres choses, indiquait qu'un délai congé de huitaine devait être observé en cas de rupture des engagements. Après un certain temps, les ouvriers rompirent brusquement le contrat en décrétant la grève générale et quittèrent les ateliers sans remplir la formalité du congé. Le tribunal de Commerce de Tarare, par jugement en date du 30 décembre 1890 (1), décida que la grève générale ne pouvait pas être considérée comme un cas de force

(1) *Journ. des Prud'hommes*, 1891, p. 64.

majeure, entraînant de plein droit la résiliation d'un contrat intervenu entre patrons et ouvriers et les dispensant les uns comme les autres de la formalité du congé d'usage. Ce tribunal appliquait au contrat collectif l'article 1134 du Code civil :

« Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à « ceux qui les ont faites, etc... » ; et s'exprimait ainsi :

« Attendu que la législation nouvelle (la loi de 1884) n'a pas « donné aux ouvriers le droit de violer les conventions librement « formées entre eux et leur patron ; que les délais, qui devaient « être autrefois respectés par l'individu, doivent l'être aujourd'hui « par la collectivité et que, si l'on peut déclarer la grève « générale, elle ne peut produire ses effets qu'après l'expiration « des délais fixés, soit par les usages locaux, soit par les con- « trats. »

Ce jugement n'était pas rendu sur la demande d'un syndicat, c'étaient les patrons qui poursuivaient l'exécution du contrat. Mais cette espèce est intéressante par le fait qu'elle soumet le contrat collectif aux règles de droit commun, communément appliquées par les tribunaux au contrat de louage individuel. Et puis, en supposant les rôles renversés, les conditions de contrat étant les mêmes, les patrons fermant brusquement leurs ateliers, décrétant le lock-out, le syndicat des ouvriers aurait pu dans le même sens poursuivre l'exécution d'une clause du contrat. Il serait à souhaiter, si le fait se produisait, que la jurisprudence décidât dans le même sens.

Dans le même ordre d'idées (application au contrat collectif des règles de droit commun des contrats), on trouve un jugement du Conseil des Prud'hommes de Marseille en date du

28 mars 1893 (1) : ce jugement annule un contrat passé entre un syndicat ouvrier et un patron par ce motif que la convention était faite pour une durée illimitée :

« Attendu que cette convention, par son caractère d'indétermination dans la durée et l'absence de flexibilité aux circonstances et aux fluctuations de l'avenir, serait, surtout dans un moment de crise industrielle ou commerciale, aussi nuisible aux intérêts des patrons qu'à ceux des ouvriers eux-mêmes. »

« Attendu dès lors que cette convention constitue une atteinte grave au principe de la liberté du travail, du commerce et de l'industrie, qu'à ce titre elle est nulle aux termes des articles 1131 et 1133 du Code civil. »

Ces deux décisions n'ont pas un intérêt considérable dans la question que nous étudions ; elles indiquent seulement une tendance, que nous n'avons pas cru devoir passer sous silence, étant données les conséquences heureuses qu'elle peut avoir : application au contrat de travail des règles de droit commun des contrats.

Il est hors de doute qu'un syndicat ne peut pas poursuivre en justice l'exécution d'un contrat qu'il n'a pas passé lui-même : ainsi décide un jugement de Paix de Saint-Nazaire (2), qui déclare que le syndicat des ouvriers déchargeurs-charbonniers de Saint-Nazaire ne peut agir en justice à raison d'une convention passée avec un patron par les membres du syndicat avant que le syndicat ne soit créé.

(1) *Journ. des Prud'hommes*, 1893.

(2) Trib. de paix, Saint-Nazaire, 15 mars 1894.

Mais quand le syndicat a passé lui-même la convention avec les patrons, il ne semble pas qu'il y ait de raisons pour lui refuser le droit de poursuivre en justice l'exécution de la convention, dans le cas où les patrons viennent à en méconnaître les clauses.

Le jugement du tribunal civil de Charolles, du 18 février 1890 (1), avait, pour nous, bien compris la question qui lui était soumise et rendu une décision conforme à l'esprit de la loi de 1884 (2). On s'explique moins les deux arrêts de la Cour de Dijon et de la Cour de cassation qui ont successivement, et pour des motifs différents, repoussé la demande du syndicat.

Les motifs du jugement rendu par le tribunal de Charolles posent si nettement la question de principe, que nous n'hésitons pas à les citer presque dans leur intégralité.

Au cours d'une grève, le syndicat des ouvriers tisseurs de Chauffailles avait passé avec MM. Guéneau, Vialar et Chartron, une convention réglementant le salaire et les heures du travail. Les patrons n'observant plus les engagements qu'ils avaient pris, le syndicat les poursuivit, leur réclamant des dommages-intérêts. Les patrons opposaient à la demande deux fins de non recevoir : la première, basée sur la règle « nul ne plaide par procureur », tendait à faire déclarer que la Chambre syndicale ne pouvait pas représenter en justice les ouvriers membres du syndicat ; la seconde était tirée de ce fait que les demandeurs au procès ne justi-

(1) *Revue des Sociétés*, p. 318. *Pand. franç. pér.*, 1894, I, p. 5 et suiv.

(2) Dans le même sens : Tribunal de la Seine et Cour de Paris du 20 janvier 1886, *Revue des Sociétés*, 1886, p. 147. Tribunal de Saint-Etienne du 17 décembre 1889, *Revue des Sociétés*, 1890, p. 308.

fiaient pas qu'ils fussent habilités pour représenter le syndicat en justice en cette cause.

Le tribunal écarta ces deux fins de non-recevoir et admit l'action du syndicat :

« Considérant que, d'après l'article 6 de cette loi (la loi de « 1884), les syndicats professionnels deviennent des personna-
« lités juridiques distinctes de la personnalité de leurs
« membres... » ; « considérant qu'étant établi que le syndicat est
« une personne morale qui peut ester en justice, il convient de
« rechercher si l'objet de l'instance introduite rentre dans la ca-
« tégorie des actes en vue desquels la formation des syndicats
« professionnels a été autorisée ; qu'en effet, par son article 6,
« la loi du 21 mars 1884 ne reconnaît aux associations syndicales
« le droit d'ester en justice, que pour la défense des intérêts in-
« hérents à leur personnalité juridique ; que l'action serait non
« recevable, si elle avait pour objet les droits individuels des
« adhérents du syndicat...

Le tribunal indique dans quelles conditions la convention a été conclue, ses principales stipulations et son inexécution, puis il ajoute : « considérant que, dans ces conditions, le syndicat a
« fait assigner les défendeurs devant ce tribunal pour les obliger
« à exécuter les conventions arrêtées ; que tel est l'objet de l'ins-
« tance qu'il convient d'apprécier ; que pour ce faire il est né-
« cessaire de rechercher les motifs pour lesquels la loi a autorisé
« la formation des syndicats ;... »

Suit un exposé du texte de la loi de 1884, de la législation antérieure et des débats parlementaires qui ont précédé la loi de 1884, notamment des rapports de M. Barthe, dont le passage

suivant est cité : « Les travailleurs laborieux cherchent dans la
« formation des syndicats professionnels un moyen pacifique de
« défendre leurs intérêts et d'améliorer leur position dans la
« mesure du possible, soit par l'amélioration des salaires et la
« diminution des heures de travail, etc. »

Et le jugement continuait avec la même suite logique.

« Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la fixation
« du taux des salaires et la réglementation des heures de travail
« rentrent dans la catégorie des intérêts généraux que le syndi-
« cat professionnel a mission d'étudier et de défendre ; considé-
« rant que les demandeurs ne réclament des défendeurs que le
« paiement des salaires stipulés par le syndicat au profit de ses
« membres et l'observation de la durée du travail fixée d'accord ;
« ... Qu'on ne peut refuser au syndicat une action pour deman-
« der aux sieurs Vialar, Guéneau et Chartron l'accomplissement
« des obligations que la loi l'autorisait à contracter avec eux ou
« des dommages-intérêts en cas de non exécution ; que les dits
« Vialar, Guéneau et Chartron, en refusant de payer le salaire
« convenu à un certain nombre d'ouvrières, ont, en exigeant
« d'elles une plus grande somme de travail, lésé les droits géné-
« raux du syndicat ; — Considérant, d'ailleurs, que les défen-
« deurs, en traitant avec les demandeurs, ont reconnu la qualité
« du comité d'administration et de direction de la dite Chambre
« syndicale ; qu'il y aurait dès lors une singulière contradiction
« à reconnaître au syndicat qualité pour la convention du 14 sep-
« tembre 1889 en traitant avec lui et de lui refuser le moyen de
« la faire respecter ; que, par suite, la maxime : « Nul en France
« ne plaide par procureur », n'a pas d'application dans la cause. »

Sur la deuxième fin de non recevoir, le tribunal, considérant qu'aux termes des statuts la direction du syndicat était confiée à la Chambre syndicale, cette dernière était recevable à agir en justice.

Cet intéressant jugement, véritable étude juridique de la question syndicale, n'a pas eu le sort qu'il méritait : sur appel des patrons, la Cour de Dijon rendit, le 23 juillet 1890 (1), un arrêt l'infirmant.

Mais les motifs pour lesquels les juges d'appel ont déclaré le syndicat non recevable ne sont pas, à beaucoup près, aussi logiques et aussi scientifiquement déduits que ceux du tribunal de Charolles.

La Cour de Dijon reconnaît qu'il est « incontestable que la « fixation du taux des salaires et la réglementation des heures de « travail rentrent dans la catégorie des intérêts généraux pour la « sauvegarde desquels un syndicat professionnel d'ouvriers peut « se constituer » et que, par suite, les membres de la Chambre syndicale de Chauffailles ont pu intervenir pour faire, au nom des ouvrières syndiquées, la convention du 14 septembre 1889 ; mais, la Cour d'appel de Dijon, n'envisageant pas la question avec l'ampleur nécessaire, refuse au syndicat le droit d'agir pour faire respecter la convention : le syndicat, dit-elle « ne peut, en son nom, exercer les droits et actions qui, à

(1) *Revue des Sociétés*, 1893, p. 174. *Dalloz périodique*, 1893, I, p. 241. *Pand. franç.*, 1894, I, p. 7. Dans le même sens : arrêt de la Cour d'Aix du 26 janvier 1887, *Revue des Sociétés*, 1887, p. 254. Jugement du Tribunal de simple police de Nice du 19 mars 1887, *Revue des Sociétés*, 1891, p. 39.

« la suite d'une prétendue inexécution de cette convention, appar-
« tiendraient individuellement et personnellement à une partie
« de ses adhérents ».

Mais le tribunal de Charolles l'avait déjà dit et même d'une façon plus concise ; il déclarait (nous avons déjà cité ces termes précédemment), « que l'action serait non recevable si elle avait « pour objet les droits individuels des adhérents du syndicat ». Ce point ne fait de doute pour personne et ne peut en faire. Les adhérents ont subi un dommage pécuniaire, matériel : eux seuls ont le droit d'en demander réparation.

Ce que le tribunal de Charolles avait nettement aperçu (et nous nous rallions pleinement à cette thèse que nous avons déjà soutenue dans le chapitre précédent), c'est qu'à côté de l'action individuelle, personnelle, exclusive des syndiqués, il y a une action syndicale, une action professionnelle qui appartient au syndicat, parce que les patrons « en refusant de payer le salaire « convenu à un certain nombre d'ouvrières, ont, en exigeant « d'elles une plus grande somme de travail, lésé les droits géné-
« raux du syndicat. » Le syndicat a subi un préjudice moral, une atteinte grave à ses droits, il lui est dû réparation et il formule une demande en paiement de dommages-intérêts.

Et si, dans sa demande introductive d'instance, le syndicat indique les griefs d'un certain nombre d'ouvriers, ce n'est pas pour justifier sa demande en dommages-intérêts. La demande de dommages-intérêts du syndicat se justifie d'elle-même par l'inexécution des conventions qu'il a faites avec les patrons.

Où il y avait deux actions bien distinctes, la Cour de Dijon n'en a vu qu'une. Il est vrai que dans l'espèce il n'y en avait

qu'une, puisque le syndicat seul demandait réparation du préjudice moral qu'il avait subi et que les ouvriers lésés pécuniairement n'avaient pas introduit de poursuite. Et cela se passera presque toujours ainsi : les ouvriers, s'ils réclament eux-mêmes l'exécution du contrat collectif qui est violé par le patron, risquent fort d'être renvoyés de l'usine où ils travaillent et de perdre ainsi leur gagne-pain : le syndicat ne peut avoir aucune crainte de cette nature et souvent intentera seul l'action en justice. Si on la lui refuse sous le prétexte qu'il plaide pour autrui, la conséquence pourrait être d'empêcher l'intéressé de plaider lui-même.

En demandant l'exécution d'un contrat collectif qu'il a passé, un syndicat plaide pour lui-même et pour les intérêts généraux dont il a la garde aux termes de la loi de 1884.

Le syndicat de Chauffailles se pourvut en cassation contre l'arrêt de la Cour de Dijon, pour violation de l'article 6 de la loi de 1884 et pour fausse application de la règle « nul en France ne plaide par procureur ».

La Chambre civile de la Cour de cassation rendit, le 1^{er} février 1893 (1), un arrêt rejetant le pourvoi, mais pour des motifs autres que ceux de la Cour de Dijon.

Ici c'est la nature même du contrat passé par le syndicat qui est analysée juridiquement par la Cour de cassation. Le syndicat n'a été qu'un « intermédiaire » entre les patrons et les ouvrières, il n'a pas été « partie au contrat » et n'a « par conséquent aucun droit pour en revendiquer les effets ». Voilà, résumé en quelques

(1) *Revue des Sociétés*, 1893, p. 175. *Dalloz périodique*, 1893, I, p. 242. *Pand. franç.*, 1894, I, p. 7.

mots, l'arrêt de la Cour de cassation : le syndicat n'a subi aucun dommage, seules les ouvrières ont subi un préjudice et seules elles peuvent en demander réparation.

Nous ne reviendrons pas sur cette partie de l'arrêt, nous considérerons seulement celle qui applique au contrat collectif le droit commun en matière de mandat. Malheureusement, la Cour de cassation s'est contentée de faire l'application des règles du mandat, sans en donner d'ailleurs aucun motif, et n'a, du reste, en aucune manière prétendu construire la théorie juridique définitive du contrat collectif.

Nous avons essayé d'établir cette théorie au commencement de ce chapitre : nous avons vu que le syndicat reste « partie au contrat » et que c'est même là le trait essentiel du contrat collectif. Nous avons vu en conséquence que le contrat collectif n'est pas un mandat, mais une stipulation pour autrui.

Nous concluons donc en disant que de même que la Cour de Dijon a fait une fausse application au syndicat de Chauffailles de la règle « nul en France ne plaide par procureur », de même la Cour de cassation lui a fait une application injustifiée des règles du mandat.

Le tribunal de commerce de la Seine a rendu, le 4 février 1892 (1), un jugement à peu près identique à celui de Charolles.

Pour mettre fin à un conflit survenu en mai 1891 entre la Compagnie des Omnibus et son personnel au sujet du nombre d'heures de travail imposées quotidiennement, il était intervenu

(1) *Revue des Sociétés*, 1893, p. 197.

entre les parties une convention fixant la durée de journée de travail à douze heures. La Compagnie des Omnibus faisant travailler ses employés 13 et 14 heures, le syndicat du personnel intenta une action tendant au paiement de dommages-intérêts pour inexécution de la convention.

Après avoir examiné la clause conventionnelle régissant la durée de travail, le tribunal décide : « qu'il y a lieu de rappeler « la Compagnie des Omnibus à l'observance du contrat, en disant « que, dans un délai et sous une astreinte à impartir, elle sera « tenue de ne faire travailler ses employés que 12 heures par « jour... »

Le tribunal se contente donc tout d'abord de reproduire la clause du contrat ; mais s'occupant de la demande de dommages-intérêts formée par le syndicat, il ajoute :

« Attendu que la Chambre syndicale fait plaider que, par suite « du refus de la Compagnie d'observer les conventions du 26 mai, « elle a éprouvé un préjudice moral et un préjudice matériel, « dont elle serait fondée à demander réparation ;

« Attendu, en ce qui touche le préjudice moral, que le rappel « de la Compagnie des Omnibus au respect de ses engagements, « et la condamnation de celle-ci aux dépens, sont la seule réparation à laquelle la Chambre syndicale puisse prétendre ;

« Attendu, en ce qui touche le préjudice matériel, que la demande du syndicat n'est pas recevable ;

« Qu'en effet, tout syndicat professionnel organisé conformément à la loi du 21 mars 1884, entre personnes exerçant la même profession, doit avoir pour effet la défense d'intérêts

« généraux communs à l'universalité des membres qui le composent ;

« Qu'il forme une personne civile ayant ses droits et sa capacité essentiellement distincts de ceux qui appartiennent individuellement à chacun de ses membres ; qu'il peut en ester en justice, mais seulement pour la défense des intérêts communs et collectifs en vue desquels il a été créé ; d'où il suit qu'il n'est recevable que dans les instances où le jugement à intervenir est de nature à intéresser l'association et non l'un ou plusieurs des membres du syndicat, à l'exclusion des autres. »

Le tribunal de commerce de la Seine a donc vu bien clairement les deux actions distinctes, celle personnelle à chaque membre du syndicat pour le préjudice matériel qui lui a été causé individuellement, et celle plus générale, l'action professionnelle qui appartient au syndicat pour lui permettre d'obtenir réparation du préjudice moral causé aux intérêts communs et collectifs en vue desquels il a été créé.

Cette opinion est conforme à celle du tribunal de Charolles ; toutefois, le tribunal de commerce de la Seine est plus absolu encore en décidant que le préjudice moral subi par le syndicat est suffisamment réparé pour le passé par le rappel de la Compagnie des Omnibus à la convention, et par sa condamnation aux dépens de l'instance et surtout en prononçant dès maintenant une sanction pécuniaire — en édictant une astreinte, pour le cas où, dans l'avenir, elle manquerait encore à ses engagements.

Cette innovation de la jurisprudence se trouve confirmée par une autre décision. Le tribunal civil de Cholet, jugeant commer-

cialement, rendit, le 12 février 1897 (1), un jugement à peu de choses près identique.

Après avoir reconnu que le contrat avait été passé par une union de syndicat, que cette union ne pouvait ester en justice, mais que les syndicats qui la composaient pouvaient exercer ce droit individuellement, le tribunal de Cholet, développant encore un peu plus la jurisprudence que nous avons vu apparaître, déclare :

« Qu'il ressort clairement des travaux préparatoires, du
« texte et de l'esprit de la loi du 21 mars 1884, que le législa-
« teur n'a point entendu confiner les syndicats professionnels
« dans le domaine purement abstrait des questions théoriques ;
« qu'en exprimant, aux termes de l'article 3, qu'ils ont pour
« objet, non seulement l'étude, mais encore la défense des inté-
« rêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, il leur
« a ainsi attribué le pouvoir, non pas assurément de s'ingérer
« dans les affaires purement personnelles de tel ou tels de leurs
« membres pris individuellement, mais le droit de contracter et,
« par conséquent, puisqu'on ne saurait concevoir une obligation
« sans sanction, le droit d'ester en justice pour y soutenir les in-
« térêts de la généralité des syndiqués ; qu'il y a donc lieu de re-
« chercher quel est le véritable intérêt qui se trouve en jeu dans
« la cause, si c'est un intérêt exclusivement individuel ou, au
« contraire, un intérêt collectif. »

Le tribunal de Cholet indique bien nettement que puisque les syndicats ont le droit de passer des contrats, ils ont nécessaire-

(1) *Revue des Sociétés*, 1897, p. 303.

ment le droit d'en poursuivre l'exécution ; on ne peut concevoir une obligation sans action correspondante.

Il ajoute qu'il n'est pas contestable que la réglementation du taux des salaires rentre dans la catégorie des questions générales que les syndicats sont autorisés à traiter ; que le contrat, passé par les syndicats des ouvriers tisserands de Cholet, dispose que les patrons ne consentent à y souscrire qu'à la condition qu'il sera signé et appliqué par tous les fabricants de toiles et mouchoirs de la région, et qu'en cas d'inexécution des conventions par un seul fabricant, tous les patrons signataires pourront se considérer comme dégagés ; qu'en présence d'une telle disposition, il serait difficile de soutenir que les ouvriers du patron qui n'applique pas le tarif soient les seuls qui puissent être atteints par les manquements à la convention.

« Que, sans doute, ils profiteront personnellement de l'action
« introduite par les syndicats, mais que c'est là une conséquence
« indirecte de la demande, non son véritable objet ; que la ques-
« tion est plus haute et qu'il s'agit de savoir si toute l'économie
« du tarif pourra être impunément compromise par le fait d'un
« seul, au risque de tout remettre en question et de faire re-
« naître entre patrons et ouvriers toutes les difficultés que
« le présent règlement a eu justement pour objet de ré-
« soudre...

« Que les Chambres syndicales plaident pour elles-mêmes, non
« pour autrui, pour l'intérêt professionnel qu'elles ont la mission
« de défendre et à raison duquel elles ont stipulé. »

La règle « nul en France ne plaide par procureur » ne s'applique donc pas dans cette espèce, pas plus que dans les autres

analogues, et c'est une erreur des tribunaux d'en faire parfois état.

Allant encore plus loin, ce jugement déclare : « que peu importe que le préjudice soit ou ne soit pas encore effectivement réalisé ; qu'il est de principe qu'un dommage éventuel suffit « dès que la menace est sérieuse et le péril imminent ».

La demande des syndicats est donc déclarée recevable et le patron condamné à exécuter la convention dans la huitaine de la signification sous une astreinte de 50 francs par jour de retard. Comme pour le syndicat des employés de la Compagnie des Omnibus, la jurisprudence du tribunal de Cholet décide que la condamnation du patron répare pour le passé le préjudice subi par le syndicat. Une astreinte assurera l'exécution de la convention pour l'avenir.

Le tribunal de Perpignan, par un jugement du 20 juin 1905 (1), reconnaît aussi à un syndicat le droit d'ester en justice pour faire exécuter un contrat, parce que, du fait de l'inexécution du contrat, il a subi un préjudice et qu'il a certainement, en sa qualité de partie contractante, et par cette violation du contrat, subi un préjudice moral suffisant pour servir de fondement à son action.

Un arrêt de la Cour d'Angers en date du 8 juin 1897, (2) reconnaît aussi à un syndicat le droit d'agir en justice contre un patron pour lui demander sous contrainte l'application d'un tarif convenu.

(1) *Revue des Sociétés*, 1906, p. 208.

(2) *Revue des arrêts de la Cour d'Angers*, 1897, p. 222.

On comprend moins un jugement du tribunal de commerce de Nantes du 13 avril 1897 (1) qui refuse, comme nous l'avons vu l'action du syndicat des ouvriers ferblantiers de cette ville sous le prétexte qu'en traitant avec un patron isolé, le syndicat n'a pas agi en sa qualité de syndicat professionnel, mais comme simple mandataire des ouvriers de cette seule usine, car, si le patron n'a pas contesté la qualité du syndicat pour passer un contrat avec lui, pourquoi la conteste-t-il quand c'est à son tour de remplir ses obligations. Mais cette espèce étant un peu spéciale, elle peut à la rigueur être solutionnée dans un sens défavorable au syndicat sans porter atteinte en aucune façon aux principes que nous avons déjà établis.

Jusqu'à présent, nous avons considéré l'action du syndicat pour faire exécuter la convention par les patrons ; mais, quand ce sont les syndiqués, ou plutôt quelques syndiqués isolés, qui n'exécutent pas les clauses du contrat, quelle sanction le syndicat aura-t-il contre eux ?

A l'égard de l'ouvrier qui enfreint les clauses du contrat collectif, les tribunaux ont muni les syndicats de l'efficace moyen de l'exclusion. On trouve en l'espèce deux jugements analogues :

Le tribunal civil du Havre, par une décision du 26 octobre 1894 (2), déclare non recevable en sa demande de dommages-intérêts un ouvrier, qui avait été exclu du syndicat pour avoir travaillé à un prix moindre que le tarif syndical ; ensuite

(1) *Revue des Sociétés*, 1898, p. 131.

(2) *Revue des Sociétés*, 1895, p. 179.

il proclame licite l'exclusion prononcée par la Chambre syndicale des charbonniers du Havre contre cet ouvrier.

Dans l'espèce solutionnée le 23 décembre 1897 (1) par le jugement du tribunal civil de Toulouse, un syndicat avait refusé de signer le contrat collectif, après avoir accepté les engagements du syndicat et en avait violé les clauses. Ce syndiqué avait été exclu de l'association ; le tribunal déclara l'exclusion licite et débouta l'ouvrier de sa demande de dommages-intérêts.

Pour renforcer encore cette théorie de droit commun, qui déclare que « les conventions légalement formées tiennent lieu de « loi à ceux qui les ont faites » (article 1134 du Code civil), nous trouvons un jugement du Conseil de prud'hommes du département de la Seine en date du 13 avril 1895 (2).

Lorsqu'il est intervenu, dit-il, entre un syndicat patronal et un syndicat ouvrier de la même industrie, un traité portant établissement d'un tarif pour une certaine période déterminée, la convention individuelle, conclue ultérieurement, pendant la période fixée, entre un patron et un ouvrier, membres l'un et l'autre des syndicats qui ont traité, ne saurait avoir aucun effet ; alors surtout qu'il a été stipulé par le traité que serait nul tout nouveau contrat, collectif ou individuel, passé avant l'expiration du délai fixé.

Telles sont les principales décisions judiciaires sur ce point. Malgré donc à l'origine l'arrêt contraire de la Cour de cassation, on peut dire que la jurisprudence reconnaît maintenant aux syn-

(1) La Loi du 16 janvier 1898.

(2) *Revue de Droit industriel*, 1895, p. 203.

dicats le droit de poursuivre l'exécution des contrats collectifs.

Malheureusement, la jurisprudence n'a pas établi les éléments d'une théorie complète de ce contrat, nous sommes donc obligés d'essayer de le déduire rationnellement de sa nature même.

Comme nous l'avons déjà vu, le contrat collectif est une stipulation pour autrui : il y a donc lieu, par conséquent, de lui appliquer les règles de droit commun en matière de contrat et plus spécialement les règles particulières de la stipulation.

Ainsi donc, non seulement le contrat collectif est reconnu licite, non seulement il devient tous les jours davantage indispensable à l'industrie moderne, mais encore les tribunaux reconnaissent le droit d'en poursuivre l'exécution tout aussi bien vis-à-vis des patrons que vis-à-vis des ouvriers. Le syndicat a, en tous cas, le droit spécial d'agir pour maintenir les clauses de ce contrat qu'il a lui-même conclu : cela rentre dans sa mission de défense des intérêts professionnels.

Si c'est un patron qui viole les clauses du contrat, en dehors du préjudice matériel subi, individuellement ou même collectivement et dont les syndiqués peuvent seuls individuellement ou en commun réclamer réparation, il y a un préjudice moral subi par le syndicat, qui a été partie au contrat, et seul le syndicat peut se faire dédommager : le syndicat agit alors en vertu de l'intérêt professionnel dont il a la garde et qui, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, justifie pleinement son action.

Dans les cas où c'est un ouvrier qui travaille à un taux de salaire inférieur à celui prévu au contrat, si l'ouvrier est syndiqué, le syndicat peut prononcer son exclusion et, si cet ouvrier n'est

pas syndiqué, il peut agir sur le patron qui l'emploie, en mettant ce patron à l'index.

Ce dernier procédé a été reconnu licite par le tribunal civil de Lyon qui a décidé, le 16 décembre 1886 (1), qu'il n'y a pas une faute, au sens de l'article 1382 du Code civil, dans le fait, par un syndicat professionnel ouvrier, de notifier à certains patrons son intention de les mettre à l'index s'ils continuent à faire travailler en dessous du tarif; alors surtout qu'il est reconnu que ce syndicat a agi sans intention méchante, dans le seul but de défendre un tarif, c'est-à-dire pour la défense d'un intérêt professionnel.

Aujourd'hui, donc, le contrat collectif de travail a acquis droit de cité dans le domaine juridique, sans toutefois qu'il y ait à son sujet un texte de loi.

SECTION III

Les projets de réforme.

Si la jurisprudence a une tendance à admettre les syndicats à poursuivre l'exécution d'un contrat collectif, aussi bien vis-à-vis des patrons que vis-à-vis des ouvriers, ce n'est là qu'une tendance basée sur des principes incertains.

Il est à craindre que, sans règles de droit nettement établies,

(1) *Revue pratique de Droit industriel*, 1887, p. 156.

sans texte législatif, cette théorie, basée uniquement sur la jurisprudence, ne reçoive quelquefois, dans son application par les tribunaux, des atteintes graves préjudiciables aux intérêts des associations professionnelles.

Aussi trouve-t-on d'assez nombreux projets de réforme : plusieurs ont pour but immédiat de donner des règles précises au contrat de travail ; d'autres, s'occupant plus spécialement du règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail, se trouvent incidemment établir certaines dispositions pour le contrat collectif.

Mais, fait étrange et qu'il importe de signaler, aucun de ces projets, ou plutôt presque aucun, à l'exception de celui de M. Lemire, ne parle de l'exécution en justice de ces contrats, alors que la pratique a démontré que tel était pourtant le point discutable, celui qui donnait lieu aux plus graves difficultés. Il y a là une lacune des plus regrettables, qu'il serait nécessaire de combler, sous peine de faire une œuvre morte.

a) *Proposition de la Commission du Travail de 1889.*

Cette proposition (1), qui fut rapportée par M. Lyonnais, avait pour but de créer des conseils de conciliation et d'arbitrage destinés :

« A prévenir et à régler les difficultés qui pourraient naître

(1) *Journ. Off.*, « Documents parlementaires », p. 1275. *Annexe* n° 3856. Voir aussi : « Documents parlementaires », Chambre des députés, 1889, n°s 753, 830, 871, 1845.

« entre patrons et ouvriers au sujet des règlements d'atelier,
« salaires, contrats de travail, d'apprentissage, de la durée du
« travail, du chômage et généralement de tout ce qui concerne
« leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agri-
« coles » (article 1^{er}).

Ces conseils avaient surtout pour but de prévenir les différends qui pouvaient surgir entre patrons et ouvriers. Ils pouvaient établir des règlements d'ordre intérieur, prendre des engagements au point de vue des salaires, etc. Ils pouvaient donc établir en réalité un véritable contrat collectif de travail.

Aux termes de l'article 4 de ce projet, « les engagements pris
« par le conseil de conciliation et d'arbitrage lient les parties
« dans les limites, conditions et durée fixées par l'accord ou les
« conventions ».

Si l'ouvrier pris individuellement ne voulait pas accepter la convention, il en avait le droit et, par là, la liberté individuelle restait sauve. On devait en effet remettre à chaque ouvrier une copie du contrat et il avait 48 heures pour dire s'il ne l'acceptait pas.

Le contrat collectif se trouvait érigé en contrat légalement obligatoire. L'article 5, en effet, faisant double emploi avec l'article 1134 du Code civil, disait :

« L'accord, les conventions ou les règlements faits par le conseil de conciliation et d'arbitrage, formeront contrat entre les
« parties et auront force de loi devant les juridictions compétentes. »

Dans le cas de non conciliation et quand l'arbitrage entrerait en

jeu, la même force était donnée, par l'article 15, à la décision arbitrale.

« Lorsque la sentence arbitrale aura fixé les conditions de « prix ou autres dans lesquelles un travail industriel devra être « effectué, si plus tard l'exécution du même travail donne lieu « à un débat, le procès-verbal d'arbitrage fera foi des termes du « contrat intervenu entre patrons et ouvriers. »

Une sanction était ainsi donnée à ces contrats. Ils avaient « force de loi » : on pouvait donc en poursuivre l'exécution. Mais la proposition était muette sur le rôle des syndicats. Peuvent-ils eux aussi conclure ces contrats ? Pouvaient-ils en exiger eux-mêmes l'exécution ? Le point qui nous occupe n'était pas envisagé.

Du reste, cette proposition, très intéressante d'autre part, ne fut même pas discutée en séance.

b) *Propositions Jules Roche et Mesureur de 1891 et 1894.*

MM. Jules Roche et Mesureur déposèrent sur le bureau de la Chambre, le 14 décembre 1891, un projet de loi sur les conseils de travail. Il n'aboutit pas, mais leurs auteurs le reprirent le 20 janvier 1894 (1).

Ce projet prévoyait la création de conseils du travail, soit créés par un décret, soit fondés par les syndicats, toujours dans le même but de prévenir les difficultés naissantes, préjudiciables

(1) *Journ. Off.*, 1894, p. 65, *Annexe*, n° 276.

aussi bien aux patrons qu'aux ouvriers. Ces conseils étaient aussi conseils de conciliation et d'arbitrage.

« Lorsqu'une décision de conciliation ou d'arbitrage, disait l'article 21 de ce projet, aura fixé les conditions du travail, elle fera foi en justice, à titre de condition minima, pour le règlement des litiges individuels. Elle fera foi également dans les instances introduites devant les tribunaux compétents par les syndicats professionnels en vertu des droits que leur confère l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 ».

Ce qu'il y a d'intéressant dans cet article, c'est que l'interprétation de la jurisprudence, relative à la loi de 1884, devient une interprétation légale. Dorénavant puisque la convention ainsi établie fixera les conditions minima des autres contrats qui pourraient être passés dans la suite, il devient impossible pour les patrons de faire travailler au rabais, comme cela se voit aujourd'hui, même dans les cas où le patron aurait passé un contrat.

Cette proposition avait le même objet que la précédente, sous une autre forme. Les conseils du travail auraient eu le pouvoir de faire des contrats collectifs, mais il n'existe toujours aucune disposition sur le rôle et le pouvoir des syndicats en la matière.

Ce projet ne fut pas plus heureux que le précédent et les conseils de conciliation et d'arbitrage ne furent pas encore créés.

c) *Proposition Goblet, 1895.*

La proposition de loi présentée par M. René Goblet, le 26 novembre 1895 (1), sur le contrat de louage d'ouvrage, indiquait le

(1) *Journ. Off.*, 1895, *Annexe*, n° 1627.

rôle prépondérant du contrat collectif dans l'industrie moderne et le réglementait.

« Il est clair, disait M. Goblet dans l'exposé des motifs, que le moment ne tardera pas où c'est avec les syndicats et non avec les ouvriers isolément que les patrons de la grande industrie seront appelés à traiter. Aussi, ce jour-là, les patrons et les ouvriers traiteront vraiment sur le pied d'égalité et le contrat ainsi formé s'appliquera sans difficulté à tous les ouvriers représentés par le syndicat. »

Aux termes de l'article 1^{er}, dans les usines, manufactures, etc., à travail permanent et dans les ateliers et manufactures de l'Etat, aucun embauchage ne pouvait avoir lieu directement ou par l'intermédiaire de syndicats *sans convention écrite*.

La convention devait déterminer la durée du contrat qui ne pouvait être inférieure à une année, le salaire de l'ouvrier, les conditions de paiement, etc. (article 2). De plus, à moins de dénonciation par l'une ou l'autre des parties, un mois au moins avant son expiration, le contrat était prorogé de plein droit pour une durée égale à celle primitivement fixée (article 6).

En fait, l'obligation d'un écrit était un moyen habile de rendre uniforme le contrat et par conséquent les conditions du travail. On reconnaissait bien aux syndicats le droit d'intervenir comme intermédiaire dans la conclusion et la rédaction de ces contrats écrits, mais aucune disposition n'indiquait quels étaient leurs droits pour l'exécution des contrats.

Cette proposition fut renvoyée à la Commission du travail et ne vint jamais en discussion.

d) *Projet Waldeck-Rousseau Millerand et proposition Lemire.*

Plusieurs autres projets ou propositions de loi ont été déposés sur le bureau de la Chambre depuis 1900, dans le but de modifier notre législation sur les syndicats professionnels. La plupart ne contiennent aucune clause relative au contrat collectif. Il en est ainsi tout particulièrement de la proposition dont nous avons déjà parlé de M. Vaillant. Mais, fait plus extraordinaire, il en est de même du projet présenté le 15 novembre 1900, par MM. Waldeck-Rousseau et Millerand, et repris le 14 octobre 1902 par M. Millerand, qui ne contient aucune disposition relative au contrat collectif. Le rapport de M. Barthou, ainsi que la proposition de la Commission dont il était rapporteur, sont, eux aussi, muets sur la question.

Seule la proposition Lemire pose nettement le problème et le résoud conformément aux desiderata que nous avons déjà formulés. Non seulement il reconnaît aux syndicats le droit de conclure des contrats collectifs, mais encore d'en poursuivre l'exécution. Dans l'exposé des motifs, d'ailleurs, il ne donne aucune explication, mais l'article 6, § 4, de sa proposition est ainsi conçu : « les syndicats peuvent conclure des contrats collectifs, relatifs « aux conditions du travail, en poursuivre l'exécution et obtenir « des dommages-intérêts en cas d'inexécution de ces contrats. »

Ces projets de réforme n'ont pas abouti plus que les précédents.

e) *Projet de M. Doumergue.*

Le projet, déposé le 2 juillet 1906 par M. Doumergue, ministre du commerce, et qui a été renvoyé à la Commission du travail, aura-t-il un meilleur sort ?

On ne peut le prévoir : toujours est-il qu'il n'est pas encore venu en discussion.

Il a un avantage sur les autres projets de loi, c'est d'être spécialement et uniquement un projet sur « le contrat de travail ». Il ne se trouve pas gêné par la conciliation et l'arbitrage, qui, par le caractère obligatoire que l'on voulait leur donner, effrayaient un peu et ont peut-être contribué à l'insuccès de ces lois. — Dans l'exposé des motifs, il est dit que ce projet a pour objet « de préciser le mode de formation, les effets et le mode « de résolution du contrat de travail » et qu'il se propose également « de définir juridiquement et de favoriser les conventions « collectives qui permettent aux ouvriers de la grande industrie, « aux employés du grand commerce, de conclure avec leurs em- « ployeurs, sur un pied de réelle égalité, leurs contrats de tra- « vail. »

Un des points les plus intéressants de ce projet, c'est qu'il considère en quelque sorte deux espèces de contrats de travail.

Le contrat individuel (art. 3) qui « se forme entre un em- ployeur unique et un ouvrier unique ».

Le contrat d'équipe (article 4) qui « se forme entre un em-

« ployeur et une collectivité d'employés ou les représentants de celle-ci. »

Cette dernière forme de contrat de travail n'est pas, à proprement parler, le contrat collectif, tel que nous l'avons considéré jusqu'ici. M. Doumergue a été amené à introduire dans son projet cette forme nouvelle de contrat collectif, parce que, dans la pratique, on en trouve déjà un certain nombre d'exemples, notamment dans l'imprimerie où ce mode d'engagement s'appelle « commandite » et dans la fabrication des machines, où il porte le nom de « contrat d'équipe », nom que M. Doumergue a conservé parce qu'il présente le double avantage « d'être, dans ses termes « mêmes, sa propre définition, et de ne pas prêter, comme le « terme de commandite, à des équivoques ou à des confusions ».

Mais, au-dessus de ces deux contrats de travail, et préalablement à leur formation, le projet de loi prévoit (article 12) ce qu'il appelle « des conventions collectives de travail », qui peuvent être conclues « entre un ou plusieurs employeurs et un syndicat ou « groupement d'employés, ou entre les représentants des uns et « des autres, spécialement mandatés à cet effet....

Et il ajoute :

« Ces conventions collectives déterminent certaines conditions « auxquelles doivent satisfaire les contrats individuels qui seront « conclus entre les personnes qui peuvent exiger l'application des « clauses inscrites dans ces conventions. »

Ainsi, donc, les contrats individuels dépendent de ces conventions collectives, à condition qu'ils soient conclus entre personnes pouvant se recommander de ces conventions.

Quelles sont ces personnes ? L'article 15 nous le dit :

« Sont, à défaut de stipulation contraire expressément énoncée
« dans les statuts des syndicats ou dans la convention collective
« elle-même, considérés comme soumis aux obligations résultant
« de cette convention collective, les employés et les employeurs
« qui sont, au moment où la convention est passée, membres
« du syndicat ou de la collectivité partie à la convention, ou qui
« postérieurement adhèrent au syndicat ou à la convention. »

Par suite de la règle que s'est imposée l'auteur du projet de n'attaquer en quoi que ce soit la liberté individuelle, on se trouve en présence d'une certaine hésitation dans l'établissement des règles juridiques du contrat de travail.

Il est en effet fort difficile de concilier la liberté individuelle des ouvriers avec l'idée de contrat collectif qui doit forcément, pour garder toute son importance, s'imposer obligatoirement à tous.

Puisque, dans l'exposé des motifs, on indique que « l'évolution des usages professionnels » tend de plus en plus à l'établissement de « conventions collectives », pourquoi ne pas considérer ces conventions collectives, comme le contrat de travail type qui doit être la base d'une théorie juridique moderne sur la question. Le contrat d'équipe et le contrat individuel se régleraient sur ce contrat collectif, qui établirait en quelque sorte un minimum au-dessous duquel on ne pourrait jamais descendre.

Le projet de M. Doumergue, très ingénieux par certains points de détail, et qui renferme d'autres dispositions très importantes que nous ne pouvons faire autrement que d'approuver, notamment celles contenues dans les articles 20 et suivants qui donnent au syndicat le droit de poursuivre l'exécution du contrat collectif

et de demander des dommages-intérêts en cas de son inexécution, aurait besoin, pour avoir une portée plus grande, d'être modifié sur quelques points.

Il est à souhaiter qu'il vienne prochainement en discussion et que, ne craignant pas de porter atteinte à la liberté individuelle dont les ouvriers n'ont que faire quand elle n'a d'autre résultat, pour eux, que de les laisser livrés à eux-mêmes et à leurs faibles forces, nos législateurs aient le courage de reconnaître l'évolution qui s'est produite dans le monde industriel et de la faire rentrer dans des règles fermes, mais assez larges néanmoins, pour lui permettre de se développer encore, en suivant la marche incessante du progrès économique.

CONCLUSION

Au cours de ce travail nous avons envisagé surtout l'hypothèse où le syndicat prenait l'initiative d'une action en justice, mais, comme nous l'avons déjà remarqué, le syndicat peut être, dans un procès, soit partie intervenante, soit défendeur. Lorsque le syndicat est attaqué, il faut bien de toute nécessité lui reconnaître le droit de se défendre : il est évident même que, dans ce cas, l'adversaire ne saurait prétendre que le syndicat est irrecevable dans sa défense, sous le prétexte qu'il serait illégal ou irrégulièrement constitué.

Les cas, dans lesquels le syndicat peut ainsi jouer le rôle de défendeur, sont très nombreux, mais la plupart d'entre eux ne donnent pas lieu à de graves difficultés dans le genre de celles que nous avons signalées. En premier lieu, le syndicat peut se trouver attaqué relativement à son patrimoine, en paiement par exemple du loyer du local qu'il occupe ; les hypothèses qui peuvent se présenter à cet égard ont été étudiées précédemment : il est impossible, pour tout ce qui concerne le patrimoine, de scinder l'étude de l'action du syndicat qui obéit aux mêmes principes, que le syndicat agisse comme défendeur ou comme demandeur.

Le syndicat pourrait se trouver de même attaqué dans les cas où il ferait le commerce, si ce droit lui était reconnu. On pourrait encore l'assigner en exécution d'un contrat quelconque qu'il aurait passé et spécialement en exécution d'un contrat collectif de travail. Le fait ne s'est pas présenté en pratique, mais il se conçoit fort bien, dans le cas, par exemple, où le syndicat interdirait à ses adhérents de respecter la convention qu'il aurait passée : il ne tiendrait plus ses engagements et on pourrait relever à son égard une faute contractuelle dont il devrait réparation.

Mais le cas le plus fréquent et le plus intéressant, le seul qui ait donné lieu en fait à des difficultés de principe et d'application, est celui où la responsabilité, soit pénale, soit civile, du syndicat peut se trouver engagée.

« La personne civile peut légitimement prétendre que le législateur lui a voulu conférer, en lui donnant l'existence, toutes les facultés qui appartiennent aux personnes naturelles (1). »

L'exercice de tous les droits dont jouissent les associations professionnelles, en tant que personnes civiles, se trouve avoir sa limite naturelle dans l'exercice de ces mêmes droits dont jouissent toutes les autres individualités.

De là naissent des conflits, que nous avons souvent aperçus au cours de cette étude, sans les examiner particulièrement au point de vue de la responsabilité que peut encourir un syndicat.

Ce serait une étude spéciale qui excéderait évidemment les limites du cadre que nous nous sommes tracé. Il suffira donc

(1) Jay, *La personnalité civile des syndicats professionnels*, p. 14.

pour terminer de donner à ce sujet quelques indications générales.

Il peut se faire d'abord que le syndicat ait commis une faute ou même un acte délictueux, directement, par lui-même ; il est susceptible de prendre, dans ses réunions, telle décision préjudiciable à un tiers, dans le cas, par exemple, où le syndicat a décidé la mise à l'index, dans des conditions répréhensibles, d'un patron ou d'un ouvrier, ou dans le cas où, par une affiche, signée de tous les membres du syndicat, où délibérée en assemblée générale, il calomnierait ou diffamerait soit un tiers, soit un des membres du syndicat. Il y a lieu dans ces cas à une responsabilité directe du syndicat, qui peut être pénale, ou simplement civile par application de l'article 1382.

Il peut se faire encore que l'acte délictueux ou la faute émane non point de la personne morale, du syndicat tout entier, mais d'un représentant du syndicat, du directeur, par exemple, ou d'un préposé.

S'il a agi comme représentant normal du syndicat, en remplissant les fonctions qui lui ont été dévolues, soit par les statuts, soit par une décision, le syndicat sera encore civilement responsable et on lui appliquera l'article 1384 du Code civil. Mais si le représentant du syndicat agit de sa propre autorité, en dehors des pouvoirs qui lui ont été conférés ; s'il y a, de sa part, intention de nuire, lui seul sera responsable et aura la charge de réparer le fait dommageable.

La pratique offre de nombreux exemples de cette responsabilité. Parfois le syndicat a été poursuivi pour atteinte portée à la liberté du commerce et de l'industrie. Quoique l'article 416 du

Code pénal ait été abrogé par la loi du 21 mars 1884, il n'en reste pas moins que le syndicat peut être poursuivi spécialement en vertu des autres articles du Code pénal, et spécialement l'article 414, qui qualifie de délit les violences, voies de fait, menaces et manœuvres frauduleuses accomplies dans le but de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

De plus, dans l'opinion générale, on admet que la loi de 1884, en abrogeant l'article 416, n'a nullement écarté l'application de l'article 1382 en ce qui concerne les agissements du syndicat. Ainsi donc, les moyens d'intimidation, énumérés dans l'article 416, ont bien cessé d'être des infractions pénales et de constituer des actes illicites en eux-mêmes ; mais ils peuvent engager la responsabilité du syndicat si le syndicat, en les accomplissant, abuse de son droit ou porte atteinte au droit d'autrui.

En fait, les syndicats se sont fréquemment servis de la mise à l'index ou en interdit, soit vis-à-vis des patrons, soit vis-à-vis des ouvriers et en particulier d'anciens ouvriers syndiqués. La jurisprudence a distingué les atteintes portées à la liberté d'autrui avec l'unique préoccupation de nuire, qui tombent, suivant les cas, sous le coup de la loi pénale ou seulement sous le coup de la loi civile, et les mesures qu'adoptent les syndicats pour faire observer une réglementation du travail, c'est-à-dire dictées uniquement par le souci de la défense des intérêts professionnels. La violence et la malveillance sont toujours reprehensibles et rendent coupable la mise à l'index qui les accompagne. Au contraire, la mise à l'index « sans violence, sans menace, sans intention méchante et pour la défense d'un intérêt professionnel » ne constitue pas une faute au sens de l'article 1382 ».

Telles sont, brièvement résumées, les hypothèses dans lesquelles un syndicat peut se trouver poursuivi à tort ou à raison ; dans tous ces cas, il a certainement, et il ne viendra à personne l'idée de le contester, le droit d'agir et de se constituer défendeur.

Cette possibilité d'être poursuivi a, pour les syndicats, une importance énorme. Le droit d'agir pour poursuivre les revendications que l'on croit fondées, c'est en définitive l'avvers de la médaille : les syndicats ont des droits, ils en revendiquent toujours davantage et nous avons toujours conclu en leur faveur ; mais chaque médaille a son revers et ici le revers c'est précisément le droit d'être poursuivi. C'est cette perspective qui a fait échouer plusieurs projets de réforme : c'est elle qui effraye beaucoup de syndicats. Ils craignent les poursuites en dommages-intérêts qui risqueraient de compromettre leur patrimoine et leur influence.

Aussi le Congrès des Bourses du Travail, tenu en 1900, s'est-il vigoureusement prononcé contre le projet gouvernemental disant que, « loin d'être pour elle un accroissement de liberté, il était « le meilleur moyen de les ruiner, puisqu'elles seraient soumises « alors à des réparations civiles auxquelles elles échappent à « l'heure actuelle ».

A notre avis, les droits des syndicats ne doivent pas aller sans responsabilités et nous hésitons d'autant moins à affirmer notre opinion en ce sens que nous sommes disposés à leur reconnaître plus de pouvoirs. Nous croyons au contraire que cette responsabilité qui les effraye serait pour eux une sauvegarde. Ils auraient ainsi le moyen de résister efficacement aux injonctions, parfois

maladroites, souvent exagérées, de leurs membres. Pour être modérée, leur action gagnerait en force et en efficacité. La vraie liberté ne va jamais sans responsabilité. Pourquoi, du reste, redouter cette dernière, lorsque l'action ne doit pas s'exercer en dehors de la légalité. La responsabilité donne, au contraire, aux sociétés comme aux individus, la conscience de leurs devoirs et une appréciation plus saine de leurs droits.

Vu, le Président :

RAOUL JAY.

Vu, le Doyen,

LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,

LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Barthou, L'action syndicale.
- Bergeron (Antoine), Du droit des syndicats d'estimer en justice, *Thèse*, Paris, 1898.
- Briquet (Raoul), La législation belge des unions professionnelles, *Thèse*, Paris, 1900.
- Brunschvicg (André), La responsabilité civile des syndicats professionnels a raison des atteintes à la liberté du travail, *Thèse*, Paris, 1902.
- Bureau (Paul), Le contrat de travail. Le rôle des syndicats professionnels, Paris, 1902.
- César-Bru (Charles), Les syndicats professionnels et leur personnalité civile, Paris, 1894.
- Courot (Paul), Du syndicat demandeur en justice dans l'intérêt de ses membres, *Thèse*, Paris, 1900.
- Gain (Georges), Les syndicats professionnels agricoles.
- Glottin, Etude historique, juridique et économique sur les syndicats professionnels.
- Hubert-Valleroux, La loi belge du 31 mars 1898. *Economiste français*, 13 août 1898, p. 211. Notes dans la *Revue des Sociétés*.
- Jay (Raoul), La personnalité civile des syndicats professionnels.
- Lambert, De la stipulation pour autrui, *Thèse*, 1893.
- Laurent, Principes de Droit civil, Paris, Bruxelles, 1876.
- Pic, Législation industrielle.
- Raynaud (Barthélémy), Le contrat collectif de travail, *Thèse*, Paris, 1901.
- Rousseau et Laisney, *Recueil de procédure civile*, 1887.

Saintelette, Des personnes morales, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1885.

Sauviat (Jules). De l'extension de la capacité juridique des syndicats professionnels, *Thèse*, Paris, 1904.

Vandervelde (Emile), Le projet de loi sur les unions professionnelles devant le parlement belge. *Le Devenir social*, octobre 1897, p. 831.

Varlez (Louis), Les syndicats en Belgique et la loi du 31 mars 1898. (Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale, 20 février 1900).

La Belgique judiciaire.

Bulletin de l'Office du travail.

Dalloz périodique.

Dalloz répertoire alphabétique.

« Documents parlementaires » *Journal Officiel*, Chambre Sénat et Annexes.

Le Droit.

Gazette des Tribunaux.

Gazette du Palais.

Journal des justices de paix.

Journal des Prud'hommes.

La Loi.

Pandectes françaises périodiques.

Pandectes françaises, répertoire alphabétique.

Recueil de la Gazette du Palais.

Recueil de la Gazette des Tribunaux.

Recueil général des lois et arrêts, de J.-B. Sirey.

Revue de législation ancienne et moderne, 1876.

Revue des lois, 1907.

Revue des Sociétés, années 1886, 1888, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1900, 1903, 1906, 1907.

Revue pratique de droit industriel, années 1887 et 1895.

Revue du travail en Belgique, publiée par le ministère du travail.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
La personnalité des associations professionnelles en France et en Belgique.	1
Position du sujet	6
<i>Chapitre préliminaire</i>	9
Conditions de l'action en justice	
Section I. — Conditions de régularité.	10
a) Formalités administratives	11
b) Constitution régulière	15
Section II. — Personne compétente pour représenter en jus- tice	21
a) Une désignation a été faite	22
b) Aucune désignation n'a été faite	25
c) Mort ou démission de la personne désignée.	27
Section III. — Questions de procédure	28
a) Autorisation préalable	29
b) Préliminaire de conciliation	31
Garneau	41

Section IV. — Compétence	32
a) « Ratione personarum »	32
b) « Ratione materiæ ».	34
1° Vis-à-vis des membres	35
2° Vis-à-vis des tiers	37
Étendue de l'action en justice	
<i>Chapitre premier.</i> — Action en justice pour la conservation du patrimoine syndical	40
Section I. — Dénomination	41
Section II. — Cotisations des membres	44
Section III. — Amendes	46
Section IV. — Acquisitions à titre gratuit ou à titre onéreux.	52
Section V. — Marques de fabrique	55
Section VI. — Le patrimoine syndical engagé dans des responsabilités vis-à-vis des syndiqués ou vis-à-vis des tiers.	58
<i>Chapitre II.</i> — Action en justice dans un intérêt collectif	64
Section I. — La législation et la jurisprudence françaises	65
Section II. — La législation belge	92
Section III. — Les projets de réforme	100
a) Proposition Vaillant.	101
b) Proposition Lemire	103
c) Projet Waldeck-Rousseau-Millerand	105
d) Proposition de la Commission du travail de 1903.	106
APPENDICE : Action en justice pour la défense d'intérêts commerciaux	108
<i>Chapitre III.</i> — Action en justice pour assurer l'exécution des contrats collectifs de travail	111
Section I. — Nature du contrat collectif	114
a) Le contrat collectif est-il un mandat ?	115
b) Le contrat collectif est-il une gestion d'affaires ?	117

c) Le contrat collectif est-il une combinaison du mandat et de la stipulation pour autrui?	117
d) Le contrat collectif est-il une stipulation pour autrui?	118
Section II. — La jurisprudence française	122
Section III. — Les projets de réforme	141
a) Proposition de la Commission du travail de 1889	142
b) Propositions Jules Roche et Mesureur, 1891 et 1894	144
c) Proposition Goblet, 1895	145
d) Projet Waldeck-Rousseau-Millerand et proposition Lemaire	147
e) Projet Doumergue, 1906	148
CONCLUSION	153
BIBLIOGRAPHIE	159

SAINT-AMAND (CHER) — IMPRIMERIE BUSSIÈRE
